



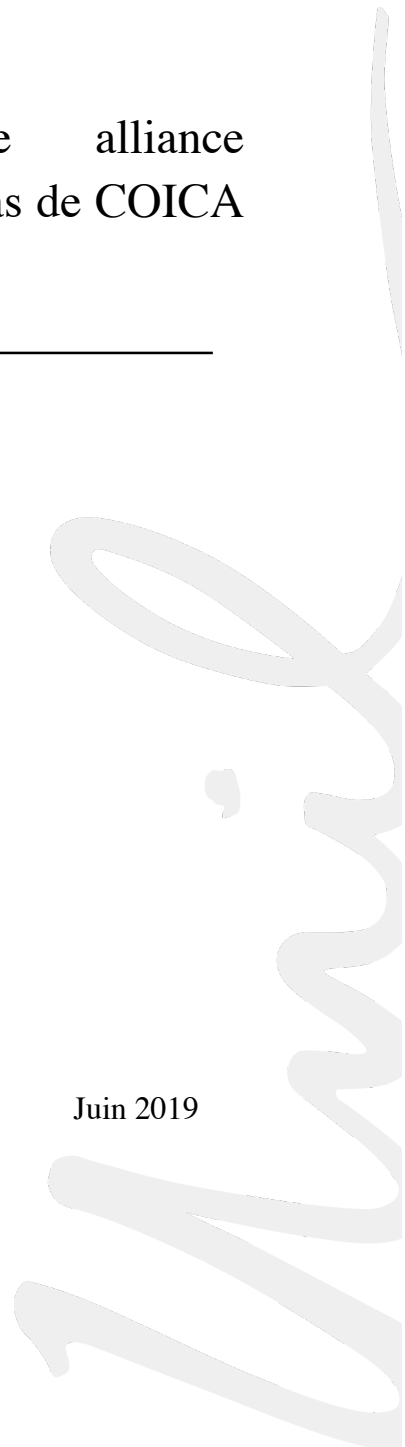
Master en fondements et pratiques de la durabilité

Intégrations idéologiques dans une alliance socioenvironnementale transnationale : Le cas de COICA et son partenariat avec Climate Alliance

Thrudy Barbaran

Sous la direction du Prof. Yohan Ariffin

Juin 2019



Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de mémoire le Prof. Yohan Ariffin pour ses conseils ainsi que sa confiance lors du suivi de ce travail. Merci également au Prof. Christian Arnsperger qui a accepté d'être l'expert de ce mémoire.

Un gran agradecimiento a mi mamá Ana Maria por su apoyo incondicional, quien con su espíritu rebelde me ha enseñado a emprender mis metas y lo que significa ser una mujer de lucha. También unas gracias a mi hermana Thulú por toda su ayuda y por alegrar mis días. Je remercie également Lucas, pour sa compagnie, son amour et son encouragement, qui ont fait de cette fin d'études une expérience plus agréable.

Je suis aussi spécialement reconnaissante envers mon ami Gautier, qui a relu et corrigé mon travail avec la plus grande efficacité et célérité.

Résumé

Les peuples indigènes amazoniens ont caractérisé leur mobilisation par l'établissement des alliances avec des organisations internationales environnementales et de défense de droits humains. Ce travail va dès lors s'intéresser aux convergences idéologiques entre la COICA (Fédération des organisations de peuples indigènes amazoniens) et Climate Alliance (association des villes européennes engagés dans la lutte contre le changement climatique). Et aura comme objectif d'identifier et d'analyser les discours et représentations produits sur des prononcés officiels par ces deux acteurs pour renforcer leur alliance idéologique. Ainsi, nous allons constater l'existence d'une alliance partageant des valeurs et notions qui contribuent à la création d'un discours environnementale plus riche.

Mots-clés

Relations transnationales, Peuples indigènes, Amazonie, ONG environnementales, Programme REDD, Relations Nord-Sud, Action environnementale, Justice climatique, Analyse de discours

Table des matières

1. Introduction	5
2. Problématique	7
3. Contexte socio-historique	10
3.1. Emergence des mouvements des peuples autochtones en Amérique du Sud et sur la région Amazonienne	10
3.2. Création de la COICA et leur partenariat avec Climate Alliance	14
4. Cadre théorique : Rôle des discours et narratives dans la mobilisation et l'organisation indigène	20
4.1. Représentations indigènes et le discours ethnique	21
4.2. La « <i>frame perspective</i> » dans l'étude des mouvements sociaux	24
4.3. Expliquer à travers les récits ou « <i>narratives</i> »	25
4.4. Supporter un point de vue à travers le lexique	28
5. Cadre méthodologique	30
6. Analyse de données	31
6.1. Objectifs préférentiels de Climate Alliance et COICA	31
6.1.1. <i>Climate Alliance : Agir pour une réduction des émissions des gaz à effet de serre en Europe tout en soutenant la lutte des peuples indigènes en Amazonie ..</i>	31
6.1.2. <i>COICA : La conservation et la lutte contre le changement climatique par la défense des droits de propriété sur leurs territoires</i>	35
6.2. Points de friction potentiels entre ces deux acteurs	38
6.2.1. <i>Quel rôle pour les peuples indigènes dans la problématique environnementale ?</i>	38
6.2.2. <i>L'exploitation des ressources</i>	39
6.2.3. <i>Positionnement par rapport à REDD+</i>	40
6.3. Possibilités d'assimilation et d'accommodation	42
6.3.1. <i>Les peuples indigènes, protecteurs des forêts</i>	42
6.3.2. <i>La recherche d'une justice climatique au cœur du partenariat</i>	48
6.3.3. <i>Pour une durabilité intégrale et holistique</i>	52
7. Discussion et Conclusion	54
8. Bibliographie	58
9. Annexes	63

1. Introduction

Entre le mois d'août 2017 et juillet 2018, 7900 km² de forêt ont été détruits en Amazonie Brésilienne. La plus grande superficie de forêt déblayée depuis 2008. Cela équivaut à 987 terrains de foot (The Guardian, 2018). Ces chiffres sont alarmants, si nous prenons en considération que près de 64% de la forêt amazonienne se trouve sur le territoire brésilien et que depuis 1970, près du 20% de la forêt a disparu. Dès lors, si le niveau de déforestation ne cesse d'augmenter, non seulement la vie des populations, animaux et plantes résidants sur le bassin amazonien est en péril, mais aussi l'écosystème mondial pourrait être perturbé, et la vie sur terre en général pourrait être en péril.

Le bassin amazonien ou l'Amazonie s'étend sur 9 pays¹ et recouvre environ 30% de la superficie sud-américaine. C'est un des plus grands réseaux hydrologiques au monde qui débouche sur l'Amazone. Avec ces 7.8 millions de mètres carrés, ce bassin contient ainsi la plus grande extension de forêt pluviale tropicale au monde². Cette forêt est importante en termes écologiques principalement pour les raisons suivantes : elle héberge environ le 10% de la biodiversité mondiale (WWF Pérou, 2013 cité dans Calmet Otero, 2018, p. 11) elle contribue à maintenir les services écosystémiques dont, la régulation du climat régional et global (à travers le fixage du carbone et le cycle de l'eau). En contenant environ un tiers du carbone³, elle contribue à l'atténuation du changement climatique en jouant le rôle de puits carbone (RFN et GRID-Arendal, 2014 cité dans Calmet Otero, 2018, p. 13).

De plus, l'Amazonie est une des régions possédant une grande richesse culturelle. Ce bassin amazonien héberge au moins 326 groupes ethniques différents (Calmet Otero, 2018, p. 18), parlant environ 297 langues autochtones (Albó et al., 2009, p. 91). Ce qui signifie que la région amazonienne abrite la plupart des groupes indigènes avec des identités sociolinguistiques différentes. Suite à cette diversité sociolinguistique, ainsi

1 L'Amazonie s'étend sur neuf pays d'Amérique du Sud : Pérou, Bolivie, Brésil, Equateur, Guyane Française, Guyane, Surinam et Venezuela.

2 Les forêts pluviales tropicales les plus étendues se trouvent sur trois régions : le bassin de l'Amazone, le bassin du Congo et sur l'Asie du Sud-Est (RFN et GRID-Arendal 2014 cité dans Calmet Otero, 2018).

3 Les sols et la végétation de la région amazonienne présentent les plus fortes teneurs mondiales en gaz carbonique (plus de 200 tonnes métriques par hectare) (Tsayem Demaze, 2008).

que la complexité de leur histoire et la difficulté à distinguer les frontières géopolitiques, les habitants de cette région tendent plus à s'identifier en tant qu'Amazoniens ou en tant que membres d'un groupe ethnique qu'à leurs pays respectifs.

Cependant, dès l'arrivée des colonisateurs européens, l'existence des peuples indigènes amazoniens fut mise en péril. Ainsi, même si actuellement la population indigène amazonienne augmente, il en reste un peu moins de la moitié de la population indigène ayant existé avant la colonisation. Les principales causes de cette baisse démographique étant liées aux maladies contagieuses étrangères, l'esclavage et les guerres d'extermination auxquels ils ont été victimes (Albó et al., 2009). Par ailleurs, la mise en œuvre des politiques coloniales visant la dépossession des terres indigènes ou la subordination du monde indigène dans leurs propres territoires a continué pendant l'époque républicaine. Et ces dernières décennies, dans un contexte économique globalisé, les territoires indigènes se voient menacés notamment par des pressions externes – de la part des États et des entreprises internationales – sur les ressources naturelles, l'exécution de grands projets d'infrastructure, l'agro-industrie, ainsi que de la pression sur leurs savoirs traditionnels (CEPAL; Naciones Unidas, 2014, p. 24).

Cette situation a engendré l'essor de plusieurs conflits liés à la terre. Ce qui a impulsé l'émergence des mouvements identitaires indigènes ainsi que des organisations indigènes. De plus, le manque de soutien de la part de l'État – qui la plupart du temps défend les intérêts économiques des entreprises – ainsi que leur répression a amené les peuples indigènes à conduire leur mobilisation de manière particulière. Ainsi, dans la recherche de soutien, ils ont su amener leurs luttes à l'échelle internationale au moyen de l'établissement des alliances avec différents acteurs internationaux.

Ce type de mobilisation collective des populations locales a été appelé dans la littérature des mouvements sociaux comme la « *globalisation depuis en bas* » (Brecher et al., 2000 cité dans Pieck, 2006, p. 309). Ainsi, des groupes marginalisés comme les peuples indigènes ont recours à des « *alliances internationales pour élargir leur portée politique et mettre en question les effets destructifs de la globalisation* » (Pieck, 2006, p. 309). Dans le cas des peuples indigènes amazoniens, leur lutte pour leurs terres ayant des enjeux non seulement sociaux, mais environnementaux, ils ont trouvé chez les acteurs environnementaux, des associés propices pour établir leur présence au niveau international et ainsi pouvoir faire résonner leurs demandes.

2. Problématique

Milani (2013, p. 29) met en évidence le contexte de crise écologique pour soulever son influence sur le plan politique. Selon cet auteur, ce cadre modifie l'action collective des acteurs, qui s'organisent en réseaux avec des alliés stratégiques. Dès lors, nous nous trouvons face à un acteur social complexe, doté d'une pensée *écologisée* et organisé dans différents territoires.

Il est cependant important de soulever l'influence de la globalisation dans l'action collective. Comme indiqué par Mato (1997, p. 175), le contexte de globalisation actuelle – le phénomène de la globalisation étant compris comme une tendance historique de longue date visant l'accroissement des interconnexions entre peuples – n'implique pas seulement la dimension économique, mais elle suppose aussi des changements au niveau des relations entre différents agents sociaux. Dès lors, il y a une augmentation importante des pratiques transnationales et de création de réseaux parmi ces acteurs.

Dans le cas des mobilisations indigènes, ce contexte global leur a permis, en même temps et de façon complémentaire, de pouvoir s'organiser de manière transnationale – d'abord entre eux et ensuite avec leurs partenaires –, ainsi que d'être les producteurs de leurs propres représentations identitaires à l'échelle transnationale. Ces représentations sont importantes puisqu'elles légitiment les pratiques des organisations et des individus, ces derniers étant de grands producteurs de représentations publiques et des agendas politiques (Mato, 1997, p. 175).

Cependant, la conception de ces représentations implique des pratiques particulières du discours de la part des acteurs. Le discours désignant un échange de sens sur un thème qui structure largement la façon dont un sujet en particulier est pensé (Rose, 2001 cité dans Haarstad & Fløysand, 2007, p. 294). Cela veut dire qu'au-delà du contexte global et de crise écologique, l'association entre les mouvements ou organisations indigènes et les acteurs environnementaux, a pu en grande partie avoir lieu grâce à la manière dont ces acteurs ont fait usage du langage afin d'aligner leurs causes. Ce qui par la suite a pu amplifier et faire avancer leurs causes. Il est dès lors évident que la dimension langagière a été importante dans le développement de la mobilisation sociale indigène amazonienne.

C'est à partir de ce contexte que nous allons nous intéresser au partenariat entre la Coordinatrice des organisations indigènes du bassin amazonien (COICA)⁴ et Climate Alliance – association de villes européennes engagées dans la protection du climat mondial. En particulier, sur les convergences idéologiques entre deux acteurs ayant, a priori, des objectifs différents – le premier luttant pour la défense des droits des peuples indigènes et le deuxième luttant contre le changement climatique.

Ce travail de recherche aura donc comme objectif d'identifier et analyser de manière compréhensive les discours et représentations produits par ces acteurs pour renforcer leur alliance idéologique. De manière plus générale, il s'agira de répondre à la question suivante :

Dans quelle mesure, COICA et Climate Alliance intègrent les objectifs de l'un et de l'autre, dans le cadre de leur partenariat ?

Ce questionnement impliquera la réponse de trois autres questions : Quels sont les objectifs principaux des acteurs ? Quels possibles points de friction idéologiques pouvons-nous retrouver dans ce partenariat ? Comment présentent-ils les problèmes – environnementales et sociales – et les solutions ?

Afin de répondre à la question de recherche, nous avons émis les hypothèses suivantes, inspirés par l'étude de la connaissance de Jean Piaget, notamment son épistémologie génétique :

H1 : Nous assistons à un processus d'assimilation. Cela veut dire que chaque acteur emprunte certains éléments du discours de l'autre à des fins pragmatiques et instrumentales.

H2 : Nous assistons à un processus d'assimilation et d'accommodation. Cela signifie qu'en plus de reprendre certains éléments du discours de l'autre, chaque acteur s'adapte au discours de l'autre en modifiant sa structure discursive.

⁴ Dans l'ensemble du travail nous allons parfois nous référer à COICA par la Coordinatrice.

Si l'épistémologie génétique de Piaget se focalise principalement dans l'acquisition de la connaissance chez l'enfant⁵, son objet général fut l'étude du développement de la connaissance au sens large du terme : « *L'épistémologie génétique traite du développement et de la signification de la connaissance, des moyens dont l'esprit se sert pour aller du plus bas niveau de la connaissance à son étape jugée la plus achevée* » (Piaget cité dans Ahdab, 2000, p. 151). Tel que formulé par Piaget, l'activité de la connaissance est un processus d'adaptation comportant deux mécanismes. Il y a d'une part, l'*assimilation*, opération par laquelle le sujet incorpore l'objet de connaissance de manière « *pure et simple* » par les structures de l'activité du sujet. Et d'une autre part, il y a l'*accommodation*, opération par laquelle le sujet modifie sa structure pour parvenir à assimiler l'objet de connaissance (Dolle, 1997, p. 70).

Dès lors, l'activité de connaissance est un processus dynamique dans le sens où elle se construit de manière continue et en relation à son contexte socio-historique. De plus, toute activité de connaissance est un processus d'interaction permanente entre le sujet et l'objet, pouvant se nourrir des différentes disciplines du savoir (Ahdab, 2000, p. 160).

L'étude de la connaissance de Piaget nous sert alors de piste de réflexion pour répondre à notre question de recherche. De manière concrète, ce travail consistera, dans l'analyse discursive de documents spécifiques émis par les deux organisations tout le long de leur partenariat. Ainsi, il s'agira de considérer chaque acteur en tant que sujet et objet de connaissance, et d'observer comment, à travers l'emploi de certaines stratégies langagières et de représentations, chaque acteur intègre le discours de l'autre.

Afin de mener à bien cette analyse, nous allons dans un premier temps contextualiser la mobilisation indigène amazonienne ainsi que ses liens établis avec des organisations environnementales afin de comprendre la mise en place de COICA ainsi que de son partenariat avec Climate Alliance. Après, nous allons mettre en évidence certains concepts d'analyse discursifs retrouvés dans la littérature étudiant des coalitions entre

5 Cette étude cherche à montrer comment les enfants, à partir des capacités et des comportements d'assimilation et d'accommodation, arrivent à construire de conduites plus complexes dans son rapport au monde (Ahdab, 2000, p. 153).

des organisations indigènes et organisations environnementales. Puis, nous allons présenter le cadre méthodologique utilisé dans ce travail.

Ensuite, notre partie d'analyse ayant comme objectif la description et analyse du corpus de données, qui représente le corps central de notre travail de recherche, va se diviser en trois sections. La première section, présentera les objectifs principaux de Climate Alliance et COICA, tel que nous avons pu repérer dans les documents analysés. La deuxième section va mettre en évidence trois points que nous considérons comme de possibles facteurs de frictions dans leurs convictions présentées précédemment. Puis, dans la troisième section, nous allons proposer et nous attarder sur trois aspects qui nous permettront d'établir ou non l'intégration idéologique des acteurs.

En dernier lieu, nous allons brièvement tenter de répondre à notre question de recherche principale et procéder ainsi vérification de nos hypothèses. Pour finalement, esquisser une conclusion.

3. Contexte socio-historique

3.1. Emergence des mouvements des peuples autochtones en Amérique du Sud et sur la région Amazonienne

Selon la Banque Mondiale, il y aurait de nos jours, 370 millions d'indigènes repartis sur 90 pays. Soit environ 5% de la population mondiale, occupant un quart du territoire terrestre (Banque Mondiale, 2019). Une grande partie de ces communautés habite dans les pays de l'Amérique du Sud et les Caraïbes. Et si le nombre exact des personnes indigènes dans cette région est à débattre, leur population est estimée dans les environs de 40 et 60 millions d'individus (Kronik & Verner, 2010).

Dès la colonisation espagnole, l'histoire des peuples indigènes a été marquée par des conflits successifs avec leurs gouvernements respectifs. Soit pour des raisons économiques et ou discriminatoires, les gouvernements n'ont pas vraiment considéré les peuples indigènes comme des citoyens à part entière. Ainsi, depuis l'époque coloniale et en passant par l'époque républicaine, ils ont souffert de l'exploitation ainsi que de la dépossession systématique de leurs territoires.

Dès la fin du 20^e siècle, les communautés indigènes en Amérique du Sud se trouvent au cœur des conflits socio-environnementaux. Ces conflits sont liés principalement à l'émergence de plusieurs projets de développement économique pouvant mettre en péril leurs moyens d'existence ou étant mis en œuvre directement sur des territoires traditionnellement habités par des communautés indigènes (Herrera, 2016, p. 65). Ces projets font partie d'un style de développement qui s'est imposé dans la région sud-américaine ces dernières décennies, appelé par Gudynas, développement *néo-extractivisme*. Ce terme fait allusion ainsi à un développement, mis en œuvre par des gouvernements « *progressistes* » ou « *de gauche* », basé sur l'appropriation et l'exploitation de la nature, ayant comme but de financer des programmes sociaux et réduire la pauvreté (Gudynas, 2009).

Il y a donc un intérêt croissant de la part des gouvernements et des corporations transnationales envers la mise en œuvre des projets d'extraction minière et d'hydrocarbures, ainsi que l'exploitation de ressources forestières ou la construction des hydroélectriques. Cet intérêt a amené les gouvernements à accommoder systématiquement leurs politiques afin de rendre plus attrayant l'investissement privé international, même si cela porte préjudice à leur population nationale indigène. Dès lors, il est important de souligner, d'un côté, la forte dépendance économique qui existe de la part des États envers les activités extractives, et de l'autre, la grande influence que disposent les corporations multinationales sur les gouvernements.

Pourtant, la multiplication de tensions et conflits autour des ressources et des terres en Amérique du Sud va créer les conditions pour l'organisation sociale et politique des communautés indigènes ainsi que l'émergence des mouvements indigènes identitaires. Ce genre de mouvements fera prévaloir leur appartenance identitaire – soit leur identité ethnique en tant que peuples premiers – afin de revendiquer la reconnaissance de leurs droits sur des terres par les États nationaux (Mato, 1997, p. 176 ; Herrera, 2016, p. 64). Ainsi, ils vont ajouter à la dimension environnementale des conflits, la dimension sociale, afin de mettre en évidence que les dommages causés par les projets de développement ne constituent pas seulement une atteinte à l'environnement, mais constituent aussi et surtout une menace pour l'autonomie et l'autodétermination sur des territoires, avec lesquels les communautés indigènes affirment avoir un lien d'appartenance identitaire millénaire (Herrera, 2016, p. 70). Cependant, les conflits

socio-environnementaux ne représentent pas le seul élément catalyseur pour la mobilisation indigène. La fin des États autoritaires en Amérique du Sud pendant les années 1980 constitue un autre facteur important. Ainsi, le contexte de transition démocratique permet aux mobilisations sociales en générale de se voir moins menacés par la répression. Dès lors, les communautés indigènes sont capables d’agir non seulement à l’intérieur de leurs pays, mais aussi à l’extérieur des frontières, en développant des stratégies globales et des relations transnationales (Albó, 1994 ; Van Cott, 1994 cités dans Pieck, 2006, p. 316 ; Mato, 2001, p. 139).

Par ailleurs, la mobilisation indigène s’est vue aussi influencée par l’évolution globale et rapide de la technologie, notamment en ce qui concerne les moyens de communications et de transports. Ceci a permis aux différents acteurs faisant partie des mouvements, de dépasser leur cadre national et de « *enchevêtrer leurs identités et idées dans l’arène globale* », en leur donnant un « *cadre et structure transnationale* » (Martin, 2003, p. 5).

Dès lors, les mouvements indigènes se sont caractérisés par leurs rapprochements avec des acteurs transnationaux, notamment des organisations de défense de l’environnement et des droits humains. Ainsi, lors des différents conflits, les demandes indigènes n’étant généralement pas pris en compte par leurs les institutions politiques et juridiques nationales, des organisations indigènes ont souvent mené leur lutte en alliance avec des acteurs transnationaux afin de faire passer leur message ou exercer de la pression politique (Martí i Puig, 2007). La défense de la nature étant une lutte au milieu des revendications indigènes, les groupes écologistes se sont avérés être des alliés stratégiques importants avec la capacité de générer de l’impact à l’échelle mondiale.

Le combat mené par Chico Mendes et l’*Alliance des peuples de la forêt* dans les années 80 représente une première alliance de ce type reconnue internationalement. Ainsi, des *seringueiros*⁶, des peuples indigènes et des groupes écologistes ont réussi à faire converger leurs luttes sous une même revendication : la conservation de la forêt et l’opposition aux activités qui lui sont destructrices menées par des grands propriétaires terriens et de l’industrie agricole internationale (Löwy, 2013, p. 57). Nous pouvons aussi

6 Le *seringueiro* est une personne qui récolte du latex de l’hévéa, une espèce d’arbre répandue en Amazonie.

évoquer l'association entre des leaders mapuches avec différentes ONG environnementales à la fin des années 1990 au Chili, s'opposant à la construction du barrage Ralco, situé sur des terres traditionnellement occupées par des Mapuches (Carruthers & Rodriguez, 2009, p. 74).

Les alliances et la mise en réseaux avec des acteurs globaux deviennent ainsi un système d'action collective permettant aux peuples indigènes d'avoir une voix et de promouvoir des changements à l'intérieur depuis l'extérieur (Herrera, 2016, p. 64). Du côté institutionnel, ces alliances stratégiques ont été fondamentales pour la mise en avant des peuples indigènes dans la politique internationale. De ce fait, des groupes des peuples indigènes ont participé activement à la formulation de différents mécanismes juridiques et institutionnels à caractère international sur les droits des peuples indigènes dans le cadre des Nations Unies (Brysk 2009; Martí 2004; Ortiz 2012 cités dans Herrera, 2016, p. 64).

Nous avons ainsi la création du Groupe de Travail sur les Populations Indigènes en 1982 – remplacé en 2007 par le Mécanisme d'Experts sur les Droits des Peuples Indigènes, la nomination d'un Rapporteur Spécial sur la situation des Droits humains et les libertés fondamentales des Indigènes en 2001, et l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 septembre 2007. Cette Déclaration constitue de nos jours un outil crucial pour la défense des revendications indigènes, puisque même si ce n'est pas un instrument juridique contraignant, elle est une « *norme morale et politiquement obligatoire* » pour tous les États membres des Nations Unies (CEPAL; Naciones Unidas, 2014, p. 26).

D'ailleurs, le seul instrument juridique international légalement contraignant actuellement, est la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux Peuples Indigènes et Tribaux acceptée en 1989. Ratifié par vingt-trois pays à forte majorité latino-américaine, ce texte est le premier traité international à l'intérieur duquel les droits de peuples indigènes sont reconnus, pas seulement en tant que citoyens d'un État, mais surtout en tant qu'individus faisant parti d'une communauté indigène. Le traité marque aussi un tournant dans la participation politique de ces communautés aux prises des décisions les concernant puisqu'elle introduit l'idée d'une consultation des peuples indigènes lors de la prévision de projets affectant leurs terres, leurs cultures ou encore leurs ressources naturelles (OIT, 1989: 15.1-2).

Cependant, malgré l'existence de ces mécanismes internationaux, les droits des peuples indigènes peinent à être respectés par les gouvernements nationaux. Et si l'on prend la région qui nous intéresse, l'Amazonie, ceci est d'autant plus amplifié par la pression économique existante sur cette région par l'agro-industrie, l'exploitation du bois, l'extraction de pétrole et des minéraux. Dès lors, au fil du temps, les différentes communautés indigènes concentrées sur le bassin amazonien se sont organisées dans plusieurs fédérations et organisations représentatives afin de sécuriser leurs territoires (Lozano, 2018, p. 147).

Dans le cas de l'Amazonie, le caractère transnational de la mobilisation indigène est d'autant plus manifeste vu l'histoire de cette région. En tant que centre d'intérêt économique et écologique, leur population a toujours été en contact avec des acteurs extérieurs tels que des missionnaires, des chercheurs et des activistes (Martin, 2003, p. 4). De plus, au regard de la géographie de la région, les frontières sont difficiles à délimiter, ce qui peut amener un groupe ethnique à partager plusieurs nationalités. Ainsi, dès le début de leur organisation, les peuples indigènes ont créé des réseaux en dehors de leurs localités. De ce fait, leur mobilisation a eu un caractère *global* depuis ses débuts (Greene, 2005, p. 38).

3.2. Création de la COICA et leur partenariat avec Climate Alliance

En raison des valeurs culturelles des peuples indigènes amazoniens⁷, Chase (1996, p. 86) affirme que la concentration de pouvoir politique sur un seul membre, classe ou société était difficile. Ceci amène les populations à faire de leur identité ethnique ou tribale la base de leur unité politique. Ainsi que d'opter pour une organisation selon le modèle des fédérations. Dès lors, commence un développement de fédérations ethniques aux années septante en Amazonie. Au fil des années, toutes ces différentes organisations dans la région amazonienne ont conformé un réseau transnational indigène et s'est regroupé politiquement au sein de la COICA (Coordination des organisations indigènes

7 Chase (1996, p. 86) parle d'un fort sens de l'autonomie de l'individu et du groupe locale. Ainsi que l'existence de plusieurs mécanismes traditionnelles qui pouvait être utilisés par les indigènes pour destituer un leader ayant accumulé beaucoup de pouvoir et ne répondant pas au contrôle social du groupe.

du bassin de l'Amazonie).

Comme mentionné précédemment, les organisations non gouvernementales exercent un rôle prépondérant dans la mobilisation et l'organisation des communautés indigènes. Et la fondation de la COICA ne fait pas figure d'exception. En effet, en 1984, l'Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (AIDSESEP), avec son fondateur Evaristo Nugkuag – représentant de la communauté indigène amazonienne des Aguarunas – , et l'aide de OXFAM America ainsi que d'autres ONGs, organisèrent la rencontre de quatre organisations nationales indigènes à Lima : la Confédération de Nationalités de l'Amazonie Equatorienne (CONFENIAE), la Confédération des Peuples Indigènes de l'Orient Bolivien (CIDOB), l'Organisation de nationalités indigènes de Colombie (ONIC) – remplacé en 1995 par l'Organisation des peuples indigènes de l'Amazonie colombienne (OPIAC) – et l'Union de nations indigènes du Brésil (UNI) – remplacé en 1989 par la Coordination des organisations indigènes d'Amazonie brésilienne (COIAB). Cette rencontre ayant comme but la préparation commune de leur présentation aux sessions du Groupe de Travail pour les Peuples Indigènes en 1984 à Genève, conduira par la suite à la fondation de COICA (Mato, 1997, p. 180 ; Chase Smith, 1996, p. 107). En effet, une grande partie de cette réunion a été consacrée à la recherche d'une entente quant aux termes à employer afin de présenter leur identité indigène au niveau international. Après avoir atteint un consensus autour de l'usage du terme *Peuples indigènes* comme celui reflétant le mieux leurs identités et objectifs, un deuxième débat s'impose et celui-ci se trouve à l'origine de la fondation de COICA en 1984 : le besoin de créer une alliance entre les peuples amazoniens qui puisse agir à l'échelle internationale d'une seule voix (Chase Smith, 1996, pp. 107-108).

Au début des années 1990, la Coordinatrice s'élargit et réunit les organisations nationales des pays entourant le bassin amazonien, soit : le Pérou (AIDSESEP), la Bolivie (CIDOB), le Brésil (COIAB), l'Equateur (CONFENIAE), la Colombie (OPIAC), le Venezuela (ORPIA), le Guyane (APA), le Surinam (OIS) et la Guyane française (FOAG) (Greene, 2005, p. 39 ; Herrera, 2016 ; Brysk 2009 cité dans Chase, 1996 ; Fontaine, 2006, p. 67). COICA représente ainsi environ 5000 communautés indigènes résidant sur le bassin amazonien, ce qui constitue les septante pourcents de la population entière de la région Amazonienne (COICA, 2010).

Depuis une perspective des mouvements sociaux, COICA a été catégorisé comme un *mouvement social transnational*. Ce concept développé par Sydney Tarrow, caractérise ce type de mouvement par des :

« *sustained interactions with opponents based on the claims of connected networks of challengers organized on the basis of collective interests and values across national boundaries*» (Tarrow, 1998 cité dans Martin, 2003, p. 91)

En effet, malgré leurs différences ethnolinguistiques et l'étendue de leurs communautés, les membres de COICA partagent des intérêts, des valeurs et, comme nous l'avons dit précédemment, acceptent l'ethnicité indigène amazonienne comme étant leur identité commune (Fontaine, 2006, p. 63). De plus, leurs membres maintiennent des interactions continues au-delà de leurs frontières nationales (Martin, 2003, p. 105). Ainsi, si les objectifs du *mouvement social transnational* peuvent changer, les membres partagent toujours des « *façons communes de voir le monde* », leurs connexions à travers les frontières nationales se maintient et ne sont pas épisodiques (Tarrow, 1998 cité dans Martin, 2003, p. 91).

Dès lors, les actions de COICA se focalisent sur le niveau régional amazonien dans l'ensemble. D'un côté, elle s'assure de maintenir les liens et les objectifs communs, à travers sa structure organisationnelle qui s'appuie sur des interactions fréquentes parmi les leaders des États membres. De plus, elle organise différents événements tels que des conférences, sommets⁸, forums, etc. (Martin, 2003, p. 95). D'un autre côté, elle agit au niveau international, sur le plan de l'incidence politique – en faisant usage de leurs alliances stratégiques – en menant des campagnes internationales de communication lors des éventuels conflits⁹ (COICA, 2004 ; Martin, 2003, p. 95). Elle assure également

8 Depuis l'année 2012, COICA organise des *Sommets Régionaux Indigènes (Cumbres Regionales Indígenas)* à l'intervalle de 2 ans environ avec des pays hôtes différents. Ainsi, le premier Sommet s'est déroulé en 2012 à Manaus (Brésil), le deuxième en 2013 à Villavicencio (Colombie), le troisième en 2016 à Lima (Pérou) et le quatrième en 2018 à Macapá (Brésil). Suite à ces sommets, il y a l'élaboration des différentes Déclarations, dont quelques-unes feront partie de nos sources primaires.

9 Nous pouvons évoquer par exemple : la campagne internationale dénonçant les crimes de *Sentier Lumineux* (organisation terroriste péruvienne dont leur action a pris de l'ampleur tout au long des années 80) envers la communauté indigène asháninka au Pérou ; sa campagne pour finir le conflit entre le Pérou et l'Équateur en 1995 ; son implication dans les

sa présence dans les principaux forums internationaux¹⁰ et principaux centres de pouvoir des pays du Nord (Fontaine, 2006, p. 68).

En 1990, COICA organise le *Premier Sommet entre les peuples indigènes et les environnementalistes* à Iquitos (Pérou) et invite les OINGS environnementaux d'Amérique du Nord. Ce sommet a comme but de former une alliance entre ces OINGS et les peuples indigènes d'Amazonie, ainsi que de discuter et produire des stratégies de développement alternatif pour lutter contre la déforestation dans la région. Comme résultat de ce Sommet, la *Déclaration d'Iquitos* est signée par les représentants de COICA et toutes leurs organisations constitutives, de même que par les représentants de Greenpeace, Survival International, Cultural Survival, Conservation International, Oxfam America, la fondation Ford, la Fondation Inter-Américaine, et dix-sept autres organisations globales basées en Europe et aux États Unis. Ainsi, cette déclaration établit une alliance formelle pour *un bassin Amazonien pour l'Humanité* (« an Amazon Basin for Humanity ») qui se traduira dans la création d'une nouvelle organisation appelée Amazon Alliance¹¹ (Mato, 2001, p. 140).

Par ailleurs, sa participation continue aux sessions du Groupe de Travail pour les peuples indigènes et leur travail au sein des Nations Unies en général, permet à COICA de construire un espace politique au niveau international, notamment en Europe. Ainsi, ils établissent des contacts avec les partis verts, plusieurs syndicats de travailleurs et des groupes sympathisants à la cause indigène (Martin, 2003, p. 95 ; Chase Smith, 1996, p. 110). Le maintien de ces contacts relève d'une importance particulière pour COICA, puisque cela leur a permis non seulement d'apprendre le fonctionnement de la politique et financement international, mais aussi de l'influencer (Chase Smith, 1996, p. 110).

Comme produit de ces relations, une alliance est établie entre la COICA et 123 villes d'Allemagne, Autriche et Hollande, préoccupées par la réduction de l'effet de serre et

négociations entre des entreprises pétrolières et des fédérations indigènes et plus récemment sa lutte contre la biopiraterie (Martin, 2003).

10 COICA fut ainsi un participant actif de la conception des « *Projet de déclaration universelle des droits des peuples autochtones* », la « *Convention sur la biodiversité* » et la « *Convention sur le changement climatique* » (Fontaine, 2006, p.68).

11 Cette organisation transnationale rassemble COICA à des ONGs conservationnistes des droits humains jusqu'en 2009. A son apogée elle inclura 100 organisations membres et disposa d'un bureau de Coordination à Washington, DC. (Pieck, 2013).

de la consommation de bois tropicaux, lors d'une réunion à Francfort-sur-le-Main (Martin, 2003, p. 95 ; Chase Smith, 1996, p. 110). Cette alliance s'est formalisée par la signature du *Manifesto of European Cities on an Alliance with Amazonian Indian People*. Texte qui va constituer la base d'une nouvelle association appelée Climate Alliance et dont COICA est le partenaire (Rossbach de Olmos, 2003, p. 45).

Selon Rossbach de Olmos (2003), si au moment de la signature de ce Manifeste, la majorité des villes proviennent des Pays-Bas, c'est l'expérience politique allemande, notamment celle de la ville de Francfort, qui sera décisive pour l'émergence de Climate Alliance. Ainsi, une série de manifestations politiques et environnementales – héritée des mobilisations étudiantes de 1968 – marque non seulement la politique allemande, mais met en place des éléments favorables à une action municipale environnementale, en association avec des acteurs externes comme les peuples indigènes. Dès lors, des événements tels que les protestations contre le coup d'Etat militaire d'Augusto Pinochet ou contre l'énergie nucléaire – se déroulant principalement dans l'État de Hesse et la ville de Francfort – révèlent un activisme politique et environnemental comportant des intérêts internationaux. Ces mobilisations vont, par la suite, influencer la politique allemande vu que plusieurs des leurs participants vont composer les fondateurs du Parti Vert. A l'échelle municipale, les engagements de ces politiciens vont se traduire ainsi par l'inclusion des départements environnementaux dans la structure administrative municipale pendant les années 1980. En outre, Rossbach de Olmos (2003) soulève également l'essor d'une conscience de la part des municipalités en tant qu'instance politique plus légitime à attester les préoccupations des citoyens, dû à leur proximité avec ceux-ci, ainsi que la manifestation d'un engagement international plus clair¹².

A Francfort, l'élection du premier conseil municipal (1989), formé par le Parti Social-démocrate et le Parti Vert, amène par la suite la création d'un département de l'environnement dont le premier secrétaire est Tom Koenigs. Ce politicien, qui, selon Rossbach de Olmos (2003), « *symbolise les expériences du mouvement étudiant et de l'internationalisme* » va être au cœur de la création de Climate Alliance suite à sa rencontre avec Evaristo Nugkuag. En effet, ce représentant indigène trouvera, chez

12 L'auteure soulève la mise en place des villes sœurs entre plusieurs villes allemandes et des villes du Nicaragua. Ces premières pouvant octroyer ainsi leur soutien financier aux deuxièmes après le renversement du Régime de Somoza (Rossbach de Olmos, 2003).

Koenigs, une vision plus large des problèmes environnementaux ainsi que le soutien d'un gouvernement municipal dont il avait besoin pour créer une alliance entre des villes européennes et des peuples indigènes. Ainsi, cette association est le produit d'une conjoncture politique distincte, impliquant des acteurs européens sensibles non seulement aux sujets environnementaux, mais plus particulièrement aux sujets concernant la justice sociale internationale. Cela les amène donc vers une action environnementale à caractère social et en partenariat avec des acteurs indigènes internationaux.

De nos jours, Climate Alliance comprend 1730 membres (dont 1667 municipalités, 13 provinces ou régions, 60 ONGs et autres organisations, sur le territoire de 26 pays), se présente comme une alliance des municipalités européennes en partenariat avec les peuples indigènes et prend des « *mesures locales pour lutter contre le changement global* ». Au niveau organisationnel, ce partenariat se traduit par l'inclusion de 2 représentants de COICA dans son Comité Exécutif constitué par 13 représentants des municipalités membres (Climate Alliance, 2019).

Dans l'étude des réseaux de gouvernance, Climate Alliance est considéré comme un réseau municipal transnational (*transnational municipal network* ou TMN). Ces réseaux se caractérisent par :

« (1) être constitué par les villes membres qui sont autonomes et rejoignent volontairement le réseau ; (2) avoir une structure non hiérarchique, polycentrique et horizontale, suggérant ainsi une forme d'autogouvernance; et (3) être conçus intentionnellement pour que les décisions prises au sein du réseau soient mises en œuvre par leurs membres » (Fünfgeld, 2015, p. 68)

Par ailleurs, elle est considérée comme un des principaux réseaux municipaux transnationaux européens à contenu spécifique, c'est-à-dire focalisé sur un seul thème, le changement climatique. Ainsi, il a développé des programmes autour de l'atténuation du changement climatique et est devenu un des plus importants défenseurs des accords internationaux sur la réduction des gaz à effet de serre. D'ailleurs, les TMNs, comme les mouvements sociaux, exercent de l'influence sur les membres de leurs gouvernements locaux en fournissant des opportunités, des connaissances et des ressources y compris des meilleures pratiques (Fünfgeld, 2015).

4. Cadre théorique : Rôle des discours et narratives dans la mobilisation et l'organisation indigène

Comme nous avons évoqué précédemment, l'émergence des mouvements indigènes est liée avec le soutien octroyé par des acteurs sociaux externes. Ainsi, une grande partie de la littérature ayant étudié les liens existants entre l'émergence des mobilisations indigènes et des activistes environnementaux s'est concentrée surtout sur les raisons instrumentales de ces alliances. Les auteurs mentionnent des facteurs avantageux comme : l'acquisition de compétences organisationnelles par les groupes locaux de la part des ONGs et l'accès à l'influence politique des tiers parties (Schittecatte, 1999, p. 213).

Cependant, comme il est souligné par Schittecatte (1999), la lutte sociale ne recherche pas seulement des objectifs instrumentaux, mais elle concerne aussi la négociation et la construction de nouveaux sens culturels. En ce sens, les luttes politiques actuelles sont aussi des luttes de sens (Haarstad & Fløysand, 2007, p. 304). Ainsi, les liens construits au fil du temps entre des acteurs menant, d'un côté, une lutte environnementale et de l'autre côté, une lutte de défense des droits des peuples indigènes (Albó, 1995 ; Brysk 1996 cités dans Schittecatte, 1999) peuvent amener à la création mutuelle de nouvelles notions comme celle de « *global public good* »¹³, ou à la remise en question des conceptions bien établies dans nos sociétés, telles que nos relations avec l'environnement ou nos modes de production économique et de consommation (Schittecatte, 1999, p. 209).

Dès lors, dans un contexte de mobilisation indigène et conflits socio-environnementaux, l'analyse de discours peut s'avérer utile pour comprendre l'évolution des relations de pouvoir entre les différents acteurs en conflit ou en alliance. Surtout si l'on étudie des alliances d'acteurs portant avec eux des revendications à première vue différentes.

13 Schittecatte argumente que si au début la coalition entre les groupes indigènes et environnementaux ait pu être d'origine instrumental et stratégique, elle a indéniablement amené à la création de *cadre alternatifs de sens* (« *alternative frameworks of meaning* ») (Schittecatte, 1999, p. 216).

4.1. Représentations indigènes et le discours ethnique

Le mouvement indigène étant un mouvement identitaire, leurs militants ont dû mobiliser un discours ethnique particulier s'adressant à un double public : les membres de leur communauté indigène et ceux qui lui sont extérieur (Kohler, 2004, p. 2). Comme il est souligné par Albert (1997) :

« Les leaders indiens ont dû apprendre à traduire les revendications de leurs groupes à travers les figures imposées d'une indianité culturellement audible et politiquement efficace sur une double scène : une scène locale, où prédomine encore le discours légaliste (citoyenneté et droits collectifs), et une scène globale, où règne surtout l'imaginaire ethno-écologiste (savoirs naturalistes et "éco-mysticisme") » (Albert, 1997, p. 193)

Ceci est d'autant plus complexe, au vu du caractère transnational de la formation des mouvements et organisations indigènes en Amérique du Sud. Les porte-paroles de ces mobilisations doivent trouver un discours qui comporte des éléments pouvant résonner au sein de ces deux publics différents. Le discours ethnique utilisé par ces mouvements fait partie de la stratégie politique cherchant l'implantation de leur programme au niveau local et international. Dès lors, nous pouvons soulever l'aspect légaliste du discours ethnique pour commencer, en rappelant que la majorité des revendications faites par les peuples indigènes sont exigées au nom du respect des droits humains.

En ce qui concerne l'aspect « *mystique* » du discours ethnique, nous pouvons mettre en exergue le développement d'un discours essentialiste en lien avec l'ethnicité, illustré notamment par la notion contemporaine du « *Bien Vivre* » (« *Buen Vivir* »).

*« La notion de buen vivir (« bien-vivre ») est une extrapolation du concept quechua *sumak kawsay*. Cependant, cette transposition est réductrice et ne permet pas de rendre compte de l'épaisseur sémantique du concept original qui, dans la cosmologie indigène, est un principe de vie, de plénitude, ainsi qu'un guide pour l'action. En termes généraux, le buen vivir signifie « vivre en harmonie et en équilibre ; en harmonie avec les cycles de la Terre-Mère, du cosmos, de la vie et de l'histoire, et en équilibre avec toute forme d'existence » (Huanacuni Mamani, 2010). La plupart des peuples indigènes disposent dans*

leurs cosmologies de notions partageant des aspects du buen vivir (Jiménez, 2011) (le suma qamaña des Aymaras, le ñandereko des Guaranis, le shiir waras des Ashuars ou le küme mongen des Mapuches).

Malgré cela, notons que l'attention portée actuellement sur le buen vivir résulte d'un double processus d'affranchissement de son enveloppe cosmologique originelle et de conceptualisation académique et politique, qui constitue le socle de ce discours contemporain et le positionne dans les interactions discursives sur le développement au niveau mondial. » (Vanhulst & Beling, 2013 , p. 44)

D'après le texte d'Herrera (2016, p. 66), cette notion contemporaine, déploie en général un discours qui naturalise l'ethnicité, en mettant en valeur le lien millénaire existant entre les peuples indigènes du passé et du présent, tout en les séparant du reste de la société. De plus, elle présente une image figée des peuples indigènes, appartenant à une culture déliée des conséquences négatives de la culture occidentale.

De ce fait, l'opposition à un développement capitaliste néolibéral traduite par la notion du « Bien Vivre », renforce non seulement leurs revendications légales, c'est-à-dire leur droit à un style de de vie spécifique à travers la reconnaissance de droits particuliers, mais renforce aussi l'idée selon laquelle la lutte des peuples indigènes est une lutte « pour l'humanité » (Fontaine, 2006, p. 65). Vu que le développement basé sur la croissance économique ne fait qu'engendrer des dommages écologiques au profit de l'appauvrissement de la plupart des personnes. En effet, Pieck (2006, p. 309) souligne que durant les années 80, les activistes environnementaux, focalisés surtout dans la protection de la biodiversité de l'Amazonie, trouvent dans les peuples indigènes des alliés puissants pouvant leur octroyer une image des « victimes » du système économique industriel. Ainsi, le témoignage des peuples indigènes leur concédait de la légitimité morale à leur appel pour la protection écologique de la région amazonienne.

Fontaine (2006, p. 70) met en évidence la construction du discours ethnique amazonien par les coalitions entre des groupes indigènes et des organisations environnementales – lors des réunions précédant le Sommet de Rio – ayant comme noyau « la relation entre l'homme et la nature ». Cette relation constitue ainsi la base des demandes des peuples indigènes pour un développement durable qui reconnaît l'importance du lien entre le territoire et la gestion de ressources naturelles. Pour les organisations

environnementales, ce discours renforce leur critique envers le système capitaliste, au profit d'un modèle de développement à l'intérieur duquel le lien entre nature et culture est conservé et la nature n'est pas considérée comme une simple réserve de ressources.

Du côté institutionnel, Lozano (2018, p. 142) soulève que dans le discours sur le changement climatique, les peuples indigènes sont souvent représentés comme des agents environnementaux, pouvant lutter contre le changement de par leur mode de vie et savoirs traditionnels. Dès lors, les peuples indigènes se voient assignés trois rôles : ceux de détenteurs de savoirs, de partie intéressé¹⁴, et gardiens des forêts. Ces rôles sont attachés à des exigences et attentes dirigées vers les peuples indigènes. Les peuples indigènes peuvent de leur côté répondre à ces attentes en alimentant ainsi ces représentations et s'assigner eux-mêmes ces rôles afin de pouvoir être reconnus et écoutés par les groupes hégémoniques – dans ce cas le régime du changement climatique (Lozano, 2018, p. 142).

Dès lors, les peuples indigènes sont des agents environnementaux puisqu'ils possèdent des savoirs traditionnels bénéfiques à la préservation de la biodiversité et la gestion durable de celle-ci (Pieck, 2013, p. 122). Cette représentation des peuples indigènes en tant que détenteurs des connaissances écologiques est renforcé aussi par la recherche scientifique :

« In the late 1980s, by linking biological diversity to cultural diversity, indigenous peoples gained political ground. Important ethno-biological findings that corroborated the idea that indigenous people had over generations developed intricate ecological knowledge and had actually 'managed' their rainforest environment, buttressed their claims » (Posey 1984 cité dans Pieck, 2013, p. 318)

Comme il est soulevé par Posey, la représentation des peuples indigènes en tant que détenteurs d'un savoir écologique traditionnel leur octroie un pouvoir politique important dans le débat sur la protection de la forêt et sa biodiversité. Leurs compétences écologiques sont reconnues, leur opinion par rapport aux possibles solutions de la

14 Ce rôle étant justifié par le fait que ces communautés habitent les régions plus affectées par le changement climatique.

problématique écologique gagnant en légitimité.

Ainsi, nous pouvons constater que le langage peut faire partie d'une stratégie politique construite par les peuples indigènes et leurs alliés. Dans le sens où l'adoption du discours ethnique peut accroître le pouvoir d'influence des peuples indigènes dans la scène internationale.

4.2. La « *frame perspective* » dans l'étude des mouvements sociaux

Dans le domaine des mouvements sociaux, une perspective largement développée porte son attention sur la construction de sens à travers le langage : le « *frame perspective* ». Cette perspective appréhende les acteurs mobilisés en tant qu'agents engagés dans un « *travail de la signification* ». C'est-à-dire, que ces acteurs sont impliqués dans des « *activités de production, de maintien et de reconduction du sens pour leurs partisans, leurs opposants ou leurs sympathisants* » (Snow, 2001, p. 1). Cette perspective conceptualise ce travail de signification dans l'action de « *cadrer* », réalisé par les acteurs mobilisés. Ainsi, « *ils attribuent du sens, interprètent des événements et des conditions pertinentes, de façon à mobiliser des adhérents et des participants potentiels, à obtenir le soutien des auditoires et à favoriser la démobilisation des adversaires* » (Snow et Benford, 1988, p. 198 cités dans Snow, 2001).

D'une manière plus précise, le cadrage peut impliquer la manière avec laquelle les organisations de mouvements se présentent elles-mêmes, leurs revendications, ainsi que leurs problèmes devant les autres et devant les membres de l'organisation afin de motiver et légitimer le mouvement (Mc Adam cité dans Martin, 2003, p. 93 ; Snow, 2001, p. 10). Dès lors, il est important de souligner l'aspect interactif des opérations de cadrage. Dans la mesure où, afin de fournir une base interprétative adéquate, ces opérations impliquent l'harmonisation des différentes idées négociées dans des interactions particulières (Tannen & Wallat, 1993 cités dans Snow, 2001, p. 10).

Dans le cas des mobilisations indigènes amazoniennes, Pieck (2006, p. 309) soutient que, entre les années 80 et 90, les activistes indigènes ont cadré leur lutte dans des termes environnementaux. Selon l'auteure, ce cadrage est alimenté principalement par la notion de « *natif écologique* », qui désigne « *à la fois une image construite par le discours des ONG écologistes et les organismes de conservation, et une identité construite par les*

organisations indigènes » (Fontaine, 2006, p. 72). Cette notion est dès lors attachée à un discours dans lequel les peuples indigènes sont représentés non seulement comme détenteurs d'un savoir écologique concernant la conservation des forêts, mais aussi à un savoir écologique global pouvant contribuer à la préservation de l'environnement global (Pieck, 2006, p. 318). Ainsi, comme nous l'avons expliqué précédemment, la lutte des peuples indigènes peut être perçue en relation avec une lutte pour la sauvegarde de la vie de l'humanité, ce qui favorise l'adhérence des groupes environnementaux à la cause indigène. Dès lors, le cadrage environnemental permet aux organisations indigènes de renforcer leurs liens avec les organisations environnementales et transmettre leurs revendications au niveau international. Surtout dans un contexte politique international qui se montrait intéressé par les dommages environnementaux et à la recherche des solutions¹⁵ (Pieck, 2006, p. 311). Martin (2003, p. 105) rejoint la position de Pieck en affirmant que COICA a fait de l'environnement son cadrage principal, puisqu'il a pris des problématiques d'intérêt environnemental – tel que la biodiversité, l'exploitation de ressources, la médecine traditionnelle – afin de diffuser leurs idées sur le développement durable et sur la protection du territoire.

4.3. Expliquer à travers les récits ou « *narratives* »

Un concept complémentaire à celui du « *framing* », ressorti dans la littérature, peut nous aider à étudier plus en détail les discours, c'est la notion de récits ou « *narratives* ». Les récits constituent ainsi des séquences épisodiques à travers lesquelles les personnes essaient de conférer du sens à un phénomène ou à leurs expériences (Snow, 2001, p. 11). Elle peut dès lors être comprise comme une procédure à travers laquelle un acteur ou un groupe d'acteurs développe des moyens d'explication spécifiques sur un sujet (Hoben, 1995; Roe, 1991; Swift, 1996, cités dans Haarstad & Fløysand, 2007, p. 294).

L'étude des récits peut ainsi nous permettre de repérer les différentes manières dont les mouvements sociaux, les ONGs ou institutions gouvernementales expliquent la problématique environnementale justifiant, par conséquent, les solutions proposées. En

15 A cet égard, Pieck (2006, p. 311) souligne que les processus de cadrage peuvent changer avec le temps en fonction du sens accordé à l'environnement ainsi que les politiques économiques entourant celui-ci.

ce sens, les récits peuvent agir comme fondement théorique soutenant la légitimité des actions des acteurs.

Dans un contexte de contestation sociale par exemple, la notion de récit peut être utilisée comme « *un concept méthodologique pour construire de manière analytique des modes d'explication cohérents que les groupes façonnent afin d'articuler leurs demandes et promouvoir leurs intérêts* » (Haarstad & Fløysand, 2007, p. 295). Ainsi, lorsque l'on a deux ou plusieurs acteurs dans une situation d'opposition, le concept de récit peut nous aider à comprendre comment, à travers le langage, les mouvements sociaux et indigènes négocient leur position dans des relations de pouvoir.

Dans l'étude des contestations liées à un projet d'extraction minière à Tambogrande (ville au nord du Pérou) de Haarstad et Fløysand (2007, pp. 294-295), cette négociation se fait à travers l'articulation stratégique des récits parmi des réseaux de différentes échelles, de l'échelle locale à l'échelle nationale ou internationale, que les auteurs qualifient de processus de rééchelonnement des récits. Ce processus consiste à façonner les demandes de manière à ce qu'elles correspondent au discours hégémonique de l'échelle ciblée. Si l'opération arrive à atteindre son but et rallier à leur cause des acteurs influents dans le cadre de la mobilisation sociale, elle peut avoir des conséquences en termes de pouvoir. C'est-à-dire que le rééchelonnement des récits participe à déterminer le succès des mobilisations des acteurs marginalisés ou dépossédés d'influence politique.

Dans leur étude de cas, Haarstad et Floysand (2007, pp. 294, 295) démontrent comment les communautés locales opposées au projet minier parviennent à faire exercice de leur pouvoir politique à travers le rééchelonnement des récits, dans un contexte où l'entreprise minière détient le soutien des autorités étatiques. Les auteurs présentent ainsi l'utilisation de différents récits émanant des deux parties opposés afin de légitimer la défense de leurs causes : du côté des acteurs en faveur du projet minier, l'entreprise minière Manhattan Minérales essaie de représenter l'histoire de la communauté locale comme liée à l'extraction minière, tandis que du côté des communautés locales, leur discours implique un récit où l'histoire de leur communauté – et donc de leur identité – est fortement liée à l'activité agricole comme à l'opposition des projets miniers. D'ailleurs, les communautés locales arrivent à rééchelonner leur récit identitaire envers la population nationale parce qu'elles ont mis en avant la défense de la culture des fruits

emblématiques de la cuisine péruvienne – très importante dans l’identité des Péruviens (Cabellos Damián & Boyd, 2007).

En ce qui concerne COICA, Liliana Lozano (2018, p. 140) met en évidence l’usage des récits dans la stratégie discursive de l’organisation et argumente que c’est en partie grâce à celui-ci que COICA devient un participant actif du régime REDD+ (voir encadré 1), et a également pu concevoir un contre-récit appelé REDD+ *Indigène Amazonien* (RIA) (voir encadré 2). Selon Lozano (2018, pp. 151-152), RIA constitue un récit stratégique particulier à travers lequel COICA s’efforce de construire une interprétation commune – en accord avec le discours des organismes environnementaux et le discours des activistes indigènes – du sens des luttes indigènes dans le cadre de REDD+, afin d’attirer des alliés. Dès lors, souligner dans le récit de RIA, la vulnérabilité de leur situation comme de leur capacité à être des agents de changement leur permet d’intégrer leur agenda politique – concernant leurs droits fonciers et leur participation – et de définir ce qui est acceptable ou pas, dans les débats sur la mise en place de REDD+ sur la région amazonienne.

Encadré 1 : Reducing Emissions From Deforestation and Degradation

(REDD), est un programme introduit en 2005 par les Nations Unies pour lutter contre les émissions de CO₂. C’est un système de paiement pour services environnementaux. Instrument prévu pour que les forêts rapportent plus sur pied qu’abattues. Sous ce programme, les entités pollueuses peuvent compenser leurs émissions en achetant des crédits de carbone additionnels générés par les gouvernements, entreprises et les communautés protectrices des forêts. REDD doit ainsi permettre aux pays du Sud d’obtenir des compensations pour leurs efforts de réduction de gaz à effet de serre provenant d’un arrêt de la déforestation ou la dégradation des forêts. Au fil du temps, ce mécanisme s’est développé et a été complété avec des mesures comme la reforestation et la gestion durable des forêts, ce qui amène à la désignation de « REDD+ » (Morin & Orsini, 2015, p. 217) (Climate Alliance, 2015) (Rengifo 2010; Espinoza and Feather 2012; Rengifo 2012 cités dans White, 2014).

Encadré 2 : REDD+ Indígena Amazónico (RIA) est une proposition développée par AIDSESEP en 2010 et adopté par COICA en 2011. Cette proposition vise la d'adéquation du mécanisme REDD + en ce qui concerne la vision du monde, les droits et les propositions des peuples indigènes amazoniens. Selon COICA, RIA a comme but de réduire les émissions globales de gaz à effet de serre, et promouvoir l'adaptation des approches « développementalistes consuméristes » vers un approche indigène holiste de l'usage et conservation des forêts. Ainsi, ce mécanisme évolue en fonction des réalités de chaque pays et communauté indigène. Cependant, il se développe sur la base des principes des droits territoriaux et des droits de l'homme, de l'autodétermination, d'une approche globale de la valorisation des forêts et d'une obligation mondiale de lutter contre le changement climatique (AIDSESEP; WWF Peru, 2017) (COICA, 2011).

4.4. Supporter un point de vue à travers le lexique

Un autre élément d'analyse de discours utilisé dans la littérature des mouvements sociaux est l'usage du lexique. Celui-ci est important puisqu'il permet à l'acteur mobilisé de présenter le réel de son point de vue. En effet, par le vocabulaire qu'un acteur emploie, il donne la priorité à des significations spécifiques, ce qui contribue à la construction du réel selon le point de vue qu'il veut défendre et « *facilite le chemin interprétatif vers une certaine conclusion argumentative [tout en dessinant] les contours de la position occupée par l'[acteur]* » (Krieg-Planque, 2014, pp. 90-91).

Comme exemple des auteurs ayant prêté de l'attention au lexique dans ses études sur la mobilisation indigène, nous pouvons nous référer au texte de Mato (1997, p. 183). Dans celui-ci, l'auteur indique que caractériser l'alliance – établie par COICA avec des organisations environnementales à Iquitos – en tant qu'« *Indigène* », « *Environnementale* » et « *pour l'humanité* » est significatif du fait que cela met en évidence les convergences et les différences entre ces deux acteurs alliés. Tout d'abord,

concernant les différences, il est clair qu'il s'agit d'une alliance entre deux acteurs représentant des groupes distincts : d'un côté, les organisations indigènes régionales et de l'autre, des agents environnementaux globaux. Puis, pour ce qui est des convergences, l'auteur interprète l'omission des acteurs étatiques comme étant un élément significatif de « *l'exclusion des gouvernements en tant que parties prenantes dans la définition du futur de l'Amazonie* » par cette alliance.

Lozano (2018, pp. 151-152) souligne aussi l'usage d'un lexique spécifique de la part de COICA. L'auteure explique que pour faire valoir leur vision dans le débat sur les conditions nécessaires à remplir pour une mise en place de REDD+ sur la région amazonienne, l'organisation a dû adapter son discours d'autoreprésentation en fonction du discours des Nations Unies. Ainsi, Lozano soulève l'utilisation continue d'un lexique qui met en évidence la différence entre les « *natifs* » et les « *colonisateurs* ». Ces constructions renforcent ainsi des dichotomies comme celles du « *savoir traditionnel écologique* » contre la « *science Occidentale* » et des « *peuples habitant de la terre* » contre « *le monde industriel* ». Ainsi, COICA associe les indigènes à des pratiques écologiques qui leur donnent, en quelque sorte, le droit de proposer les manières les plus appropriées pour définir la mise en place de REDD dans leurs communautés.

Un dernier exemple intéressant nous est fourni dans l'étude de Haarstad et Fløysand (2007, p. 297) auquel nous avons fait référence quelques lignes auparavant. Les auteurs démontrent comment les différentes significations octroyées au concept de « *développement* » par les acteurs en opposition, ont renforcés, ou pas, les récits de ceux-ci. Ainsi, suite au refus du gouvernement de tenir compte d'un référendum organisé par la population locale, le camp des opposés construit un récit où le gouvernement est présenté comme bafouant les droits démocratiques des citoyens. Ce récit résonne à l'échelle des ONGs de défense des droits humains, en partie parce que les communautés font savoir, que pour eux – à différence des entreprises minières – le concept de développement ne signifie pas exclusivement développement économique, mais surtout la capacité à pouvoir participer aux décisions politiques de leur région.

5. Cadre méthodologique

Comme nous avons énoncé dans la première partie de ce travail, afin de répondre à la question de recherche, nous allons procéder à une analyse de discours de documents émis par COICA et Climate Alliance tout le long de leur partenariat. L'analyse se concentrera plus précisément sur l'étude des « observables du discours », c'est-à-dire des réalités langagières pouvant relever d'un éventail divers, comme des unités lexicales, des unités infraphrasiques, des interprétations, etc. (Krieg-Planque, 2014, p. 46). D'ailleurs, une attention particulière sera octroyée à la présentation des textes de manière chronologique, et en contexte. Ceci permettra une meilleure compréhension des processus dynamiques par lesquelles les acteurs développent et assignent des significations et interprétations sur certains sujets (Taylor 2000, p.509 ; Tuchman 1978, cité dans Pinto, Prado, & Tirado-Alcaraz, 2017, p. 13). De plus, elle favorisera la mise en évidence des éventuelles progressions dans le discours.

Cette analyse va nous permettre de confirmer si l'on est face à la création d'un nouveau discours intégrant les luttes autochtones et écologiques ou si l'on est face à une alliance symbolique où chaque acteur reprend certains arguments de manière superficielle sans vraiment changer son discours de manière structurelle. Il est dès lors important de noter que nous percevons les deux organisations étudiées comme des acteurs engagés dans l'accomplissement des actions à travers le discours. Par ces activités, ils construisent des sens en relation à leurs alliés.

6. Analyse de données

Dans cette partie du travail, nous allons procéder à l'analyse discursive des documents choisis émis par COICA et Climate Alliance. Le but étant d'étudier l'évolution de leurs discours et de se pencher sur l'intégration idéologique de la part de ces derniers. Tenant en compte que le sens du discours se construit « *en contexte et en situation, au fil du discours et en relation avec d'autres discours* » (Krieg-Planque, 2014, p. 87), nous allons tenter d'être attentifs à la révision des textes de manière chronologique et dialectique, ainsi que de présenter succinctement le contexte dans lequel ils ont été produits.

Dans la première section, il s'agira de mettre en avant les principaux objectifs défendus par chaque organisation, dans des textes fondateurs ou à la base de leur action. Dans la deuxième section, nous allons présenter trois aspects générant, à première vue, des différences idéologiques dans l'étude des textes choisis. C'est à partir de ces frictions que nous allons formuler des possibilités d'intégration idéologiques du partenariat étudié, dans la troisième section. Ces possibilités seront mises en évidence autour de trois aspects retrouvés parallèlement dans les textes.

6.1. Objectifs préférentiels de Climate Alliance et COICA

6.1.1. Climate Alliance : Agir pour une réduction des émissions des gaz à effet de serre en Europe tout en soutenant la lutte des peuples indigènes en Amazonie

Comme mentionné dans le chapitre 3.2., la fondation de Climate Alliance a été formalisée par la signature du manifeste appelé *Manifesto of European Cities on an Alliance with Amazonian Indian People*¹⁶ par plusieurs villes européennes. Ce texte, adopté en 1990, représente ainsi une première base idéologique des activités de l'association.

Cette première déclaration (Climate Alliance, 1990) – écrite au nom des villes – est brève, mais très explicite dans leurs engagements et objectifs. Ainsi, après avoir rappelé

¹⁶ Dorénavant, nous allons nous référer à ce document sous le nom de *Manifeste*.

les conclusions de la Conférence Mondiale à Toronto en 1988¹⁷ – soit qu’il est « *impératif de réduire les émissions de gaz carbonique* » si l’on veut empêcher le changement climatique –, elle souligne que le but principal de l’association est de réduire à moitié les émissions de gaz carbonique (CO₂) d’ici à l’année 2010.

Comme il est soutenu par Rossbach de Olmos (2003, p. 44), pour comprendre la lignée idéologique de cette déclaration, il est important de préciser la situation dans laquelle l’association a été fondée. Ainsi, selon l’auteure, le *Manifeste* et la création de l’association se sont produits comme réaction face au cadre de discussions internationales par rapport à la problématique environnementale. Les membres fondateurs de Climate Alliance voulant se positionner en tant qu’alternative au processus de négociations entre Etats lancé par les Nations Unies pour la protection du Climat :

« *Le discours de Climate Alliance au début était précisément de ne pas attendre le processus bureaucratique et lent des Nations Unies, y compris leurs résultats incertains. Ainsi que, de ne pas être dépendants des engagements des Nations Unies où le principe des décisions consensuelles prime et où les Etats avec des intentions de freiner les processus peuvent trouver les conditions de le faire. L’idée était de partir avec une force propre* » (Rossbach de Olmos, 2003, p. 44).

Les membres fondateurs de l’association apparaissent alors sceptiques face à la capacité du processus international à agir rapidement lorsqu’elle est confrontée à un problème considéré comme majeur. De manière plus directe, c’est le « *principe des décisions consensuelles* » qui est la cible de ce scepticisme dans le fonctionnement des Nations Unies, dans la mesure où la plupart du temps, suivre ce principe signifie que la décision finale équivaut au dénominateur commun de tous les acteurs, à savoir la moins radicale. D’ailleurs, le positionnement de Climate Alliance en tant qu’acteur critique du processus officiel des Nations Unies, peut-être entrevu aussi au sein du *Manifeste* lors de la mention de leur engagement à diminuer « *à moitié les émissions de gaz carbonique*

17 Appelée *The World Conference on the Changing Atmosphere: Implications for Global Security*, cette conférence va réunir plus de 300 scientifiques, politiciens et membres de la société civile du 27 au 30 juin 1988 à Toronto (Canada) afin de discuter des préoccupations émergentes concernant les problèmes atmosphériques mondiaux (*The Changing Atmosphere Implications for Global Security*, 27-30 Juin 1988).

(CO₂) d'ici à l'année 2010 ». Comme soulevé par Rossbach de Olmos (2003, p. 44), l'intention de cette déclaration, était moins d'assurer l'accomplissement de cet engagement – très ambitieux –, mais plutôt d'exprimer à l'échelle internationale la nécessité de prendre des mesures significatives devant le changement climatique.

Il est dès lors évident que le choix fait par les membres de Climate Alliance de fonder son association sur la base d'un texte du type manifestaire n'est pas anodin. En effet, dans le domaine politique, ce genre de discours est souvent utilisé par les acteurs pour réagir et agir face à une situation (Krieg-Planque, 2014, p. 52). C'est dès lors, par la création de ce manifeste que Climate Alliance prétend agir devant la crise climatique et se positionner comme une alternative, non seulement au niveau des propositions qu'elle énonce, mais également comme une alternative au niveau des pratiques : comme un acteur orienté vers l'action.

Plus tard dans le *Manifeste*, Climate Alliance (1990) exprime :

« *Nous, les villes d'Europe, soutenons la préoccupation des Peuples Indigènes Amazoniens envers la préservation de la forêt tropicale, la base de leur existence, à travers la démarcation et l'usage durable des territoires Amazoniens* »

Cet énoncé est significatif pour comprendre la nature des relations entretenues entre Climate Alliance et COICA et la place que cette dernière occupe dans l'identité de la première. Comme il est soulevé par Krieg-Planque (2014, p. 77), il est possible de dessiner certains contours de l'identité, la mission ou les actions d'une organisation à travers des actes de langage exprimés par les acteurs. Ainsi, c'est à travers le « *nous (...) soutenons* » que Climate Alliance construit son identité en relation au soutien qu'il dit octroyer aux peuples indigènes. C'est-à-dire que la mission de soutien aux peuples indigènes est conçue par l'organisation comme étant constitutive à leur existence.

Dix ans plus tard, le *Manifeste* est complété¹⁸ par la *Déclaration de Bolzano*, texte adopté par Assemblée générale en mai 2010. À cette date, l'ampleur de l'association est

18 Le caractère complémentaire de la *Déclaration de Bolzano* (2000) au *Manifeste* (1990) est souligné par Climate Alliance (2000): « *Le propos de la Déclaration de Bolzano, n'est pas de se substituer au Manifeste mais de le compléter* ».

différente qu'il y a vingt ans : plusieurs centaines de municipalités se sont jointes à l'alliance. Cependant, ils maintiennent leur position critique face à l'action étatique internationale concernant le changement climatique. Ainsi, dans cette déclaration, après avoir souligné que les conditions dans le milieu du transport et l'énergie – définies par les politiques de protection environnementale nationale et internationale – n'ont pas eu une évolution positive envers l'environnement, Climate Alliance réitère son engagement à réduire les émissions de CO₂ depuis leur champ d'action (Climate Alliance, 2000).

Dans la *Déclaration de Bolzano* (2000), Climate Alliance reprend et développe les buts formulés dans le *Manifeste* à travers l'énonciation de trois objectifs principaux :

- (i) « Une protection climatique efficace appelle à la réduction des toutes les émissions à effet de serre et des réductions plus rigoureuses des CO₂ ».
- (ii) « Le soutien de la lutte des peuples indigènes pour exercer leurs droits de base. Ce qui inclut le droit d'être reconnu comme des peuples avec des territoires traditionnels, le droit à l'autodétermination et le droit d'habiter dans leur environnement naturel ».
- (iii) « Contribuer à la conservation des forêts tropicales et leur diversité biologique, dans le cadre d'action des municipalités. Ceci sert à la protection du climat, puisque cela requiert de la conservation et de l'expansion biologique des puits de carbone et en même temps la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine ».

Comme nous pouvons noter, la réduction d'émissions de gaz à effet de serre reste le premier objectif revendiqué par l'alliance. De plus, ce but est accentué par l'évocation de la notion d'*efficacité* qu'ils associent à cette réduction, ce qui octroie un trait impératif de cet objectif. Néanmoins, nous constatons une évolution, en ce qui concerne le soutien des partenaires indigènes, exposée dans les points (i) et (ii). Tout d'abord, par rapport au *Manifeste*, les principales revendications des peuples indigènes sont mieux développées. Ainsi, l'on peut noter un accent placé sur la reconnaissance de leurs droits en tant que peuples indigènes, ce qui implique la démarcation de leurs territoires, tout comme leur droit à l'autodétermination sur ceux-ci. Il est important de remarquer aussi que, à différence du soutien exprimé sur le *Manifeste*, dans la *Déclaration de Bolzano*, le soutien de ces revendications légales n'est plus directement justifié par un but écologique, mais apparaît comme un motif de défense en lui-même.

Ensuite, nous avons le point (iii) qui se concentre sur l'objectif de la conservation de la forêt tropicale. Un aspect à relever par rapport à cet objectif est que contrairement au

Manifeste, la lutte pour la conservation est présentée de manière indépendante à la cause indigène. Elle constitue ainsi une cause menée par les villes à travers des actions politiques telles que l' « *abstention en approvisionnement municipal de l'achat des bois tropicaux d'origine d'une exploitation forestière destructive* », « *le soutien et la mise en œuvre d'autres politiques et mesures de protection de la forêt tropicale humide et de leur biodiversité, qui assure les droits des populations vivant dans les forêts, en particulier des peuples autochtones* », et la proposition d'une « *certification internationalement reconnue, vérifiée et indépendante de bois produit par des systèmes de gestion forestière écologiquement et socialement* » (Climate Alliance, 2000).

Suite à l'étude de ces deux documents, nous pouvons affirmer que bien que Climate Alliance présente la lutte pour la réduction des gaz à effet de serre et le soutien aux peuples indigènes comme ses principaux objectifs, c'est surtout la préoccupation climatique et environnementale qui motive leur action. Ceci est beaucoup plus flagrant dans le *Manifeste*, étant donné que ce sont des facteurs écologiques qui sont mis en valeur lors de la présentation de la lutte indigène et la justification de leur soutien. Certes, les objectifs du *Manifeste* sont plus détaillés et nuancés dans la Déclaration de Bolzano de 2000, il n'empêche qu'en comparaison avec les deux autres objectifs présentés dans ce texte, le soutien à la lutte légale des peuples indigènes est moins mis en valeur.

6.1.2. COICA : La conservation et la lutte contre le changement climatique par la défense des droits de propriété sur leurs territoires

Comme nous l'avons mis en évidence dans le troisième chapitre (3.2.), la création de COICA est intrinsèquement liée à ses relations transnationales, non seulement à cause du soutien reçu par des organisations des peuples indigènes de la région amazonienne, ainsi que des acteurs externes, mais également en ce qui concerne le but pour lequel elle a été créée, c'est-à-dire d'avoir une organisation agissant à l'échelle internationale. Il est dès lors cohérent que les déclarations de COICA soient pour la plupart construites en relation avec des thèmes d'intérêt international. C'est pourquoi le traitement des deux documents conçus par COICA en relation avec la communauté environnementale internationale est pertinent lorsque nous voulons soulever les principales revendications de l'organisation indigène.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, en 1989 la Coordinatrice rédige un message public dirigé à la communauté environnementale, appelé *Pour la communauté des environmentalistes concernés*. Dans celui-ci, les peuples amazoniens mettent en exergue la préoccupation *fondamentale* qu'ils affirment partager avec la communauté environnementale : celle d'« *encourager la conservation à long terme et l'utilisation intelligente de la forêt amazonienne. Nous avons les mêmes objectifs de conservation* » (COICA, 1989). Cependant, peu après, dans le même message, COICA (1989) demande à la communauté environnementale de reconnaître que « *la défense la plus efficace de la biosphère amazonienne est la reconnaissance de droits de propriété [des peuples indigènes] sur [leurs] territoires et la promotion de [leur] mode de vie dans cette biosphère* ».

Deux points sont à soulever après lecture de ces deux affirmations : il est intéressant de voir que, tout comme Climate Alliance, pour défendre et accentuer leurs buts, COICA évoque la notion d'*efficacité*. Il est dès lors plausible que ceci soit un choix de langage stratégique afin que leur message résonne mieux chez les organisations non gouvernementales. Ce terme fait partie du vocabulaire lié à un des principes définissant le fonctionnement des organisations non gouvernementales, c'est-à-dire la *performance*¹⁹ (Boussard, 2008).

Ensuite, il est évident que l'objectif final et primordial des organisations indigènes est la reconnaissance et la défense de leurs droits fonciers. En fin de compte, la préoccupation commune de la conservation des forêts est un moyen pour COICA de transmettre leurs revendications. Ceci est d'autant plus clair dans la *Déclaration d'Iquitos*, document signé en 1990 par des représentants des organisations environnementales et membres de COICA, lorsqu'ils réitèrent « *Nous considérons que la reconnaissance des territoires des peuples autochtones, en vue de développer des programmes de gestion et de conservation, est une alternative essentielle pour l'avenir de l'Amazonie* » (COICA, 1990).

19 Selon Broussard (2008), le fonctionnement des organisations peut se définir sur la base de trois principes : la maîtrise (contrôle de l'organisation), la performance (le but de la gestion étant d'être efficace et performant), et la rationalité (il s'agit d'avoir une approche méthodique et rationnelle des problèmes).

Ce n'est que dix ans après que COICA va élaborer un document programmatique, intitulé *Agenda Indigène Amazonien*²⁰, conçu en tant que *plan d'action stratégique* (Fontaine, 2006, p. 70). Dans cette *Agenda* (COICA, 2004) la Coordinatrice présente six lignes dirigeant l'action de l'organisation, soit : « *la durabilité de la vie [des peuples indigènes]* », « *les territoires et ressources naturelles* », « *les systèmes juridiques propres* », « *le renforcement des connaissances ancestrales* », « *l'économie et le développement* », et « *les systèmes, technologie et communication* ». Les principaux objectifs de l'organisation découlent de ces lignes d'action. Une fois de plus, une priorité est conférée à « *la garantie de la possession, usage et gestion des territoires ancestraux* », elle est même qualifiée de *priorité numéro 1*. COICA (2004) justifie cette priorité en exprimant que :

« *La base matérielle et physique où un peuple s'établit et développe ses activités de production des biens et services pour sa satisfaction humaine et spirituelle est le territoire, conformément à la déclaration des peuples indigènes approuvée par l'ONU, qui dans son article 26 exprime « Les peuples indigènes ont le droit à des terres, territoires et ressources naturelles qu'ils ont traditionnellement possédés, occupés ou utilisés d'une autre forme » ».*

Il est dès lors évident que COICA cherche à légitimer ses revendications en évoquant des documents des Nations Unies. Par ailleurs, l'argument de la Coordinatrice fait écho à la *Déclaration de la Conférence de Stockholm*, dont le premier principe prône « *le droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité leur permette de vivre dans la dignité et le bien-être* » (Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 1972). Nous sommes donc devant un récit qui met en équivalence les droits des peuples indigènes sur leurs terres avec leur droit au bien-être, droit fondamental dans les relations internationales.

Six ans après, COICA effectue une première déclaration concernant le changement climatique, lors de la *Conférence mondiale des Peuples face au changement climatique* déroulé à Cochabamba en 2010. Cette déclaration intitulée *Positionnement de COICA face au Changement climatique* (« *Posicionamiento de la Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica frente al Cambio Climático* »)

²⁰ Dorénavant, nous allons nous référer à ce document par l'*Agenda*.

(COICA, 2010) présente plusieurs propositions dont les deux premières concernent les droits des peuples indigènes.

La première proposition urge les États à mettre en œuvre en tant que politique publique la « *consolidation urgente des territoires indigènes et la reconnaissance de la gestion sur leurs ressources naturelles* » qu'ils considèrent « *une des bonnes et effectives pratiques d'atténuation du changement climatique* ». Ils soutiennent ceci en faisant appel à la Convention 167 de l'OIT et la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples indigènes* (COICA, 2010). Ils établissent donc un lien direct entre le changement climatique et la défense des droits des peuples indigènes. De plus, la deuxième proposition est celle d'octroyer des garanties sur la restitution et l'attribution de titres de propriété des terres sur les pays du bassin amazonien (COICA, 2010).

Suite à cette première révision des sources, nous pouvons confirmer que COICA fait de l'environnement son cadrage principal. Ceci est certes plus flagrant dans les textes dirigés – ou rédigé conjointement – à la communauté environnementale. Ainsi, la Coordinatrice se focalise sur la problématique de la conservation, afin de proposer ses idées sur la manière la plus appropriée de la protéger. Cela implique l'introduction de leur objectif principal, c'est-à-dire la défense de leurs droits au territoire et à leur gestion. De cette manière, ils communiquent aux activistes écologiques que la défense des forêts est la défense des revendications indigènes.

6.2. Points de friction potentiels entre ces deux acteurs

Après avoir révisé les différents documents choisis pour cette étude, nous avons décidé de prendre comme point de départ pour une réponse à notre question de recherche, trois aspects potentiellement générateurs de désaccords dans le discours des deux acteurs étudiés.

6.2.1. Quel rôle pour les peuples indigènes dans la problématique environnementale ?

Tout d'abord, dès les premières déclarations de COICA, l'organisation demande à la communauté environnementale en général de reconnaître le rôle des peuples indigènes dans les projets de conservation menés par les organisations environnementales sur

l'Amazonie. Nous pouvons noter à cet égard, dans le message délivré par COICA à la communauté environnementale en 1989 :

« Nous sommes préoccupés par le fait que vous nous avez laissés, nous, les peuples indigènes, hors de votre vision de la biosphère amazonienne. Le centre d'attention de la communauté environnementale a été généralement la préservation de la forêt tropicale et de ses habitants végétaux et animaux. Vous avez montré peu d'intérêt pour ses habitants humains qui font également partie de cette biosphère. » (COICA, 1989)

Ainsi, la Coordinatrice rappelle à la communauté environnementale, leur appartenance à la région Amazonienne et surtout leur rôle important dans la conservation de son écosystème. Il faut noter que les organisations intéressées par l'Amazonie au moment où ce texte a été rédigé possédaient un point de vue écologique, ayant comme premier but la lutte contre le risque d'appauvrissement de la biodiversité. Ce qui s'est traduit par une indifférence envers les peuples indigènes, dont l'avis s'est retrouvé marginalisé dans la mise en œuvre des projets de conservation touchant leurs territoires.

C'est pourquoi, plus tard dans le même message, COICA exprime son désir de *« se représenter par eux-mêmes et leurs intérêts directement dans toutes les négociations concernant l'avenir de leur foyer amazonien » (COICA, 1989).*

Bien que cette demande ne soit plus exprimée de manière si explicite dans notre recueil de textes choisis pour l'analyse, la question du rôle des peuples indigènes dans la problématique environnementale, tel qu'il est conçu par les deux acteurs, nous semble être un point important pour comprendre l'intégration idéologique de ce partenariat.

6.2.2. L'exploitation des ressources

Nous trouvons un deuxième aspect pouvant potentiellement être source de désaccords entre COICA et Climate Alliance, dans le *Manifeste* (1990). Dans ce texte, la nouvelle association des villes européennes nomme plusieurs activités économiques, qui seraient à questionner vu leur dommage envers la forêt, tel que l'élevage illimité de bétail, l'utilisation de pesticides, la monoculture, les centrales hydroélectriques et l'exploitation minière. Si l'agriculture sur brûlis n'est pas mentionnée, nous pouvons sous-entendre que cette activité serait aussi mise en cause par l'association. Ce type d'agriculture pratiquée par les peuples indigènes depuis plusieurs milliers d'années consiste dans le

défrichement de la forêt – par la coupe et le brûlis – avant d’être cultivé (Tsayem Demaze, 2008, p. 104). Cette pratique contribue à ce qui constitue la cible principale de la lutte de Climate Alliance ; la libération dans l’atmosphère du gaz carbonique contenu dans la forêt.

COICA, pour sa part, à l’heure de discuter des actions à entreprendre sur le plan économique dans son *Agenda* (COICA, 2004), se concentre exclusivement sur les activités externes à ses communautés – soit la « *mise en œuvre des différents processus de développement au niveau national, régional et mondial* » – qui sont décrites comme étant négatives pour les peuples indigènes notamment à cause du fait que les différentes ressources exploitées sont au bénéfice de grands acteurs extérieurs. Cependant, lors de la formulation de ses engagements, la Coordinatrice avance: « *nous réviserons l’économie traditionnelle et actuelle des peuples et nationalités amazoniennes pour chercher meilleures politiques, stratégies y actions de productions et commerce, en accord avec la vision, besoins et aspirations propres* ». Ainsi, leur engagement reste très large et surtout ne mentionne pas explicitement l’aspect environnemental de leurs activités économiques.

6.2.3. Positionnement par rapport à REDD+

Un sujet qui a généré des avis différents parmi les acteurs du partenariat étudié et au sein de la COICA est la formulation ainsi que la mise en œuvre du mécanisme REDD+ sur des territoires indigènes en Amazonie. En ce qui concerne le positionnement de Climate Alliance par rapport à ce mécanisme onusien est bien résumé au début de leur déclaration fait à ce sujet en 2009 :

« *Bien que l’alliance soit en principe favorable aux mesures de protection des forêts, nous reconnaissons le danger posé par REDD de créer un nouveau mécanisme qui contrecarrera les efforts pour une réduction réelle des émissions grâce à des certificats supplémentaires « bon marché »* » (Climate Alliance, 2009).

Bien que l’un des objectifs prônés par Climate Alliance soit la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que la déforestation sur la région Amazonienne, la manière dont le programme des Nations Unies prétend de réaliser cela est critiqué. Ainsi, une des critiques principales de l’association adressée au mécanisme REDD, est qu’il a été

conçu sous « *une approche poursuivant la primauté du marché, ce qui soutient les structures mêmes considérées comme causes d'une activité économique destructive* » (Climate Alliance, 2015). De plus, elle continue en affirmant que cette logique empêche que les peuples amazoniens soient bénéficiés, puisque le soutien financier est attribué aux territoires les plus vulnérables à la déforestation. Et la plupart de leurs territoires sont restés intacts – grâce à leur mode de vie (Climate Alliance, 2015).

Le cœur de la critique de Climate Alliance repose donc sur la logique de marché sur laquelle REDD a été conçue. En effet, selon l'association, c'est à cause de cette logique que le mécanisme conçoit exclusivement les forêts en tant que réservoir de carbone, et néglige de s'attaquer aux raisons sociales qui font que la forêt est exploitée. COICA pour sa part, a eu une position plutôt en faveur de REDD et a participé dans la mise en place de plusieurs programmes fondés par ce mécanisme. Même si cela lui a valu quelques critiques de la part des certaines organisations des peuples indigènes, notamment CONFENIAE – l'une de ses organisations membres. En 2009, cette organisation émet une dénonciation officielle des initiatives REDD sur laquelle elle exprime leur peur que participer à ce genre d'accords ne bénéficie pas les communautés indigènes, mais mettra en danger leurs droits (Erazo, 2013, p. 57).

En 2010, COICA déclare sa position officielle face à ce mécanisme en affirmant le suivant :

« les peuples indigènes nous avons l'occasion de réaffirmer ce que nous avons réclamé tout au long ; la défense de notre territoire et tout ce qui il y a dedans. Il est important et il est temps que nous adoptions les mesures que nous considérons préventives aux effets du changement climatique avec nos propres points forts à travers l'établissement collectif d'une position POLITIQUE²¹ sur le changement climatique avec mention à REDD+ » (COICA, 2010)

Cette phrase exprime une vision pragmatique de la part de COICA sur le mécanisme REDD, vu qu'elle laisse sous-entendre que l'intérêt porté au changement climatique s'est posé en réponse à la conception de l'instrument en question. De plus, la décision d'émettre une position politique face à REDD n'a pas comme cause la recherche de solutions au changement climatique, mais plutôt la défense de leur objectif principal, le

21 La mise en évidence est faite sur le texte original.

droit sur leurs terres et la gestion sur celles-ci. Il s'agit donc de pouvoir faire partie d'un processus global, le changement climatique, afin de pouvoir exercer de l'influence et développer leurs objectifs régionaux. Cette stratégie sera plus explicite lors de la conception de la part de COICA d'une proposition alternative à REDD+, appelé Redd+ Indígena Amazonico (RIA). Ce programme a comme objectif général officiel « *de contribuer aux stratégies globales d'atténuation et d'adaptation face à la crise climatique, en renforçant les fonctions écosystémiques du biome amazonien* », et est basé dans « *les cosmovisions et droits des peuples indigènes* » (COICA, 2012). Ce plan implique ainsi la « *consolidation territoriale des peuples indigènes, et de gestion territoriale à travers de la mise en œuvre des expériences pilotes de RIA sur des territoires indigènes (...)*» (COICA, 2012). Le renforcement des droits des peuples indigènes est ainsi une condition à la viabilité de REDD+ sur la région amazonienne.

Les différentes positions de Climate Alliance et COICA sont ainsi exposées. Dès lors, nous avons d'un côté une association qui s'oppose, dans un premier temps, au mécanisme REDD+ pour des raisons liées à l'approche employée afin de faire face à la déforestation. Cette approche est considérée comme insuffisante ou non pertinente si l'on veut s'attaquer aux sources du problème. Tandis que du côté de COICA, l'organisation indigène voit dans cette initiative internationale associée à sa région, un moyen d'amplifier sa vision et son incidence dans les processus nationaux et internationaux sur REDD+.

6.3. Possibilités d'assimilation et d'accommodation

Dans cette section il s'agira de résoudre les points de frictions présentés dans la section précédente. Pour procéder, nous avons décidé de mettre en évidence trois formules utilisées par les acteurs, qui permettent le façonnement d'une convergence des discours des deux acteurs. Par ailleurs, il est important de souligner que le but de cette analyse n'est pas de poser un jugement de valeur en ce qui concerne l'assimilation ou l'accommodation des discours déployés par les acteurs ; ou de repérer s'il existe de la subordination d'un discours sur l'autre.

6.3.1. Les peuples indigènes, protecteurs des forêts

Comme nous l'avons vu précédemment, dans le message envoyé à la communauté environnementale en 1989, une des premières demandes de COICA envers les acteurs

environnementaux est la reconnaissance de leur rôle dans la conception et la mise en œuvre des projets environnementaux concernant l'Amazonie. Cependant, dans ce texte, l'organisation indigène ne se limite pas à demander la reconnaissance de ce rôle, mais elle en construit un simultanément, en ajoutant le suivant :

« We, the Indigenous Peoples, have been an integral part of the Amazonian Biosphere for millennia. We use and care for the resources of that biosphere with respect, because it is our home, and because we know that our survival and that of our future generations depend on it. Our accumulated knowledge about the ecology of our forest home, our models for living within the Amazonian Biosphere, our reverence and respect for the tropical forest and its other inhabitants, both plant and animal, are the keys to guaranteeing the future of the Amazon Basin. A guarantee not only for our peoples, but also for all of humanity. Our experience, especially during the past 100 years, has taught us that when politicians and developers take charge of our Amazon, they are capable of destroying it because of their shortsightedness, their ignorance and their greed »
(COICA, 1989)

À travers ce passage, COICA prétend agir sur le milieu international, en produisant une image d'elle-même qu'elle souhaite montrer et faire reconnaître aux acteurs environnementaux. Comme il est soulevé par Krieg-Planque (2014, p. 71) les acteurs construisent un éthos d'autorité par la réalisation d'actes de langage dans leurs discours. Ainsi, l'image qu'il met en place à l'intérieur du discours qu'il produit l'autorise à prétendre agir par le moyen de ce discours.

Ce texte contient plusieurs éléments méritant une attention particulière. Tout d'abord, nous pouvons noter au début du texte cité, que la Coordinatrice se présente comme le locuteur autorisé à s'exprimer au nom des peuples indigènes, au moyen de l'énoncé performatif « *Nous, les peuples indigènes (...)* ». En mettant ainsi en valeur le fait que sa parole représente les paroles de toutes les communautés indigènes habitant en Amazonie. Ensuite, la Coordinatrice fait appel à plusieurs qualités pour faire valoir son autorité : tout d'abord, il y a leur qualité en tant que témoins directs de l'histoire du bassin amazonien (« *[nous] avons fait partie intégrante de la biosphère amazonienne depuis des millénaires* », « *notre expérience, surtout au cours de cent dernières années (...)* »), leur qualité en tant qu'experts, dont les compétences écologiques sont

constituées par des « *savoirs cumulés* » et leur « *mode de vie* ». De la même manière, COICA devance des qualités morales le positionnant comme l'acteur le plus apte à agir au nom du bien-être de l'Amazonie – ceci étant égal au bien-être des peuples indigènes – lorsqu'il qu'il laisse sous-entendre que contrairement aux agents extérieurs, ses actions ne sont pas motivées par des ambitions individualistes.

Toutes ces qualités avancées par COICA, ont pour but de faire valoir le rôle crucial des peuples indigènes dans la défense de la région amazonienne, et contribuent en partie au renforcement du récit déjà existant des « *gardiens des forêts* » ou « *protecteurs des forêts* ». En quelques mots, ce récit, construit simultanément par les mouvements indigènes et les groupes écologistes, présente les populations indigènes comme des acteurs se trouvant en dehors des circuits marchands, qui par leur savoir écologique, dont ils sont les seuls détenteurs, contribuent à la préservation de la forêt, dans un contexte où les niveaux de déforestation augmentent²² (Barbosa, 2003 ; Gámez, 2014).

Ainsi, l'élément qui prend le plus d'ampleur dans le discours émis par la Coordinatrice, et sur lequel elle base son rôle en tant que gardienne des forêts est le savoir autochtone. Ceci est plus explicite dans leur texte de positionnement face au changement climatique de 2010, lorsqu'elle propose que le savoir des peuples indigènes sur la gestion de l'écosystème de la forêt amazonienne, les sols et les sources d'eau, ainsi que leurs techniques locales et pratiques ancestrales soit reconnues²³ (COICA, 2010). Les racines de ce savoir étant liées au mode de vie indigène, qui est par la suite lié à la cosmovision indigène, lorsque l'on se réfère à un de ces deux derniers facteurs dans un discours, on met en valeur le savoir indigène écologique. Dès lors, quand l'organisation exprime cette première proposition vis-à-vis de REDD+, en 2010 :

« la politique de REDD+ et ses mécanismes, ainsi que les projets d'initiative REDD+, seront adoptés sous le principe d'action collective et depuis la cosmovision des peuples indigènes, pour atténuer les causes du réchauffement

22 Cependant, comme souligne Gamez (2014), ce rôle s'applique seulement tant que les peuples indigènes sont appelés à conserver l'Amazonie. Ce qui parfois peut-être difficile vu que la terre peut constituer leur seul moyen pérenne de travailler et survivre.

23 Cela continue : « *Dans ce contexte, nous exigeons l'application effective de la Convention de la Biodiversité (...), la Convention 169 de l'OIT et la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes* » (COICA, 2010).

global (...). » (COICA, 2010)

Elle sous-entend que le point de vue autochtone est intrinsèquement écologique. Ainsi, adopter cette vision devient nécessaire si l'on veut lutter contre le changement climatique, mais surtout, si l'on vise la mise en œuvre des politiques concernant la protection de la forêt. Comme nous allons le voir lors de la deuxième proposition dans le même document, l'articulation entre le savoir indigène et des pratiques écologiques va permettre à COICA d'aligner les revendications environnementales aux revendications indigènes, dans un même cadre discursif.

« Afin de protéger les sols, la forêt, l'oxygène et l'eau, nous allons utiliser les connaissances et savoirs que nos ancêtres nous ont transmis, et pour rendre possible ces pratiques, nous considérons essentiels de développer les droits à : 1) l'instauration légale des territoires indigènes, 2) l'aménagement du territoire et le zonage économique et écologique des espaces sous dominance indigène (...) » (COICA, 2010)

Il s'agit donc d'une opération de cadrage dans laquelle la question des droits « *indigènes* » est formulée de manière à être indissociable à la mise en œuvre des mesures visant la protection de la nature. D'ailleurs, ce cadrage est renforcé par COICA lorsqu'ils soulignent que c'est à cause de leurs savoirs traditionnels qu'ils ont réussi « *à contenir le processus de déboisement* » sur leurs territoires (COICA, 2010).

En résumé, dans leur recherche de reconnaissance en tant qu'acteur indispensable dans la discussion concernant la protection de la forêt et la nature amazonienne en général, COICA construit une image de soi qui fait allusion au récit des « *gardiens de la forêt* ». Cette représentation des peuples indigènes, étant basée sur l'affirmation que les peuples indigènes détiennent des savoirs écologiques, fait qu'il soit cohérent que la Coordinatrice mette en valeur leurs savoirs indigènes, pour ensuite chercher à les sauvegarder à travers la défense de leurs droits sur la terre et la gestion du territoire. COICA associe ainsi la garantie des droits à la garantie de la survie de la forêt. La protection des droits de peuples indigènes signifie alors non seulement la protection de leur survie, mais aussi la survie des savoirs indigènes qui à leur tour est la garantie de la sauvegarde de l'écosystème de l'Amazonie.

Du côté de Climate Alliance, le rôle des peuples indigènes est reconnu depuis la formation de cette association. Cependant, nous allons essayer de mettre en évidence les assertions formant la base de l'accord de l'importance dans le débat environnemental.

Ainsi, dans leur manifeste fondateur (Climate Alliance, 1990), le soutien proclamé envers les peuples indigènes en Amazonie est secondé par l'affirmation que « *leur défense des forêts et rivières est une contribution au maintien de l'atmosphère terrestre pour les générations futures en tant que condition préalable à l'existence humaine* ». C'est-à-dire que du point de vue de Climate Alliance, ce qui fait des acteurs indigènes, des acteurs importants dans la lutte climatique – donc ce qui réunit leur lutte climatique et la lutte des peuples indigènes pour une démarcation des territoires – et ce sur quoi il appuie son alliance avec COICA, est le fait qu'après tout, les deux organisations luttent pour la même chose, c'est-à-dire la préservation de la vie humaine sur terre. C'est donc parce que ces deux acteurs cherchent à préserver la durabilité de l'atmosphère ainsi les conditions de la vie humaine, qu'ils ont un point de convergence. Ils partagent ainsi une lutte au nom des « *générations futures* ». Cette lutte au nom des générations futures de la part des peuples indigènes, est seulement possible si l'on conçoit ces communautés comme étant protecteurs de forêts. Ce qui rejoint la représentation que COICA a construite d'elle-même. Et dont nous avons parlé précédemment.

Cependant, dix ans après dans la Déclaration de Bolzano, Climate Alliance essaie d'abandonner cette représentation en affirmant que s'ils partagent

« leurs convictions qu'une protection prudente des dernières forêts tropicales sur terre est seulement possible avec l'aide et l'implication de leurs habitants. Lors des échanges avec nos alliés, nous avons appris que nous ne devons pas percevoir les peuples indigènes en tant que simples « gardiens des forêts », mais devons considérer toute la portée de leurs préoccupations » (Climate Alliance, 2000)

Il semble dès lors que la vision que Climate Alliance avait des peuples indigènes a changé en 10 ans. Il s'agit ainsi de prendre en compte le rôle des peuples indigènes, pas seulement parce qu'ils portent des services écologiques, mais parce qu'ils sont considérés comme des acteurs à part entière. La légitimité de leur rôle reposant sur le fait qu'ils sont les habitants d'une région vulnérable, dont les problématiques ne se

limitent pas à la préservation des forêts. Comme l'énoncé suivant va mettre en lumière, il y a une évolution dans le discours et positionnement de Climate Alliance depuis son origine en 1990. Ce qui va devenir plus clair dans le contexte de l'introduction des mécanismes REDD sur le territoire amazonien. Ainsi, dans sa déclaration de positionnement par rapport à REDD en 2009, Climate Alliance dit :

« La protection de la forêt signifie plus que la sauvegarde d'un stockage de CO₂. Les droits et intérêts des peuples autochtones et des communautés locales résidant dans les forêts tropicales doivent être particulièrement pris en compte (...). L'inclusion des représentants des organisations indigènes dans les processus internationaux est fondamentale pour la rédaction des accords-cadres internationaux » (Climate Alliance, 2009)

Comme nous avons vu précédemment et il est redit dans cette citation, une des principales critiques que Climate Alliance dirige vers REDD est que celui-ci conçoit la forêt exclusivement comme un puits de carbone. Ainsi, cette problématique permet à l'association de mettre en exergue sa vision intégrale en ce qui concerne son rapport à l'Amazonie. En effet, si le but principal de Climate Alliance fut depuis le début la diminution des émissions de gaz à effet de serre, ceci devient plus nuancé dès qu'il s'agit de prendre action sur le territoire Amazonien. Dès lors, le rôle des peuples indigènes est important puisqu'ils sont les habitants de cette région. Ainsi, selon cette vision, les peuples indigènes ont le droit légitime à avoir une voix dans les décisions concernant leur région parce qu'ils y ont une relation directe avec le territoire. D'ailleurs, le respect des droits et intérêt des peuples indigènes est défendu par Climate Alliance au nom de la Convention No. 169 concernant les Peuples Indigènes et les Peuples Tribaux de l'OIT ainsi que la Déclaration des droits des Peuples Indigènes des Nations Unies. Ceci devient encore plus compréhensible dès lors que nous mettons en évidence le mode d'action de Climate Alliance. En effet, l'organisation met en valeur une action climatique « *ayant une approche holistique* » et « *association des solutions locales à une responsabilité globale* » (Climate Alliance, 2017). Ils affirment qu'un de leurs principes principaux guidant son action est la « *logique du local* ». Ainsi, cette action doit se faire de manière locale. « *Tout comme les municipalités sont souvent les mieux placées pour mettre en œuvre des actions climatiques en raison de leur lien direct avec les réalités sur le terrain, les autochtones sont donc les acteurs parfaits en matière*

d'action climatique dans leurs territoires de forêts tropicales » (Climate Alliance, s.d.). Dès lors, si elle est engagée dans des relations transnationales, elle met en valeur l'action environnementale à l'échelle locale.

Toutefois, la valorisation de leur rôle dans les mises en œuvre des programmes concernant la forêt continue de se faire en partie à cause des leurs pratiques écologiques :

« Les peuples indigènes et les communautés locales ont façonné les forêts de la région Amazonienne et ont fait un usage durable des leurs ressources pour d'innombrables générations. (...). Ainsi, ils doivent être inclus dans les efforts politiques visant à réduire la déforestation » (Climate Alliance, 2009)

Ce qui est encore plus nécessaire dans un contexte où le mécanisme REDD met en risque les droits acquis par les peuples indigènes.

« Ces groupes ont lutté pendant de centaines d'années pour la reconnaissance de leurs droits traditionnels aux territoires de la forêt. A travers REDD, le risque existe que la reconnaissance de ces droits s'atténue ou puissent être révoqués » (Climate Alliance, 2009)

6.3.2. La recherche d'une justice climatique au cœur du partenariat

Afin de répondre à la question de l'exploitation de ressources, ou de l'impact écologique causé par les activités économiques des populations indigènes en Amazonie, nous avons choisi de mettre en lumière certains éléments que nous considérons comme pertinents pour comprendre la vision des deux parties en ce qui concerne la protection de l'environnement et leur conception de durabilité en général.

Un premier point à relever ressort dans le *Manifeste* formalisant la création de Climate Alliance en 1990, lorsqu'ils affirment :

« 75% des émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles sont produites par les pays de l'hémisphère nord. La conclusion que nous en tirons est que nous sommes sous l'obligation d'agir » (Climate Alliance, 1990)

Comme il a été déjà établi, la réduction des émissions de gaz à effet de serre est le premier but de la lutte pour la protection de l'environnement de Climate Alliance. Du coup, il n'est pas rare qu'il soit soulevé dans cette phrase. Cependant, ce qui capte notre

intérêt est la mise en évidence du contraste existant, entre les pays du Nord et les pays du Sud – autrement dit les pays industrialisés et les non industrialisés –, sur le plan des émissions de gaz, afin de justifier leur appel à l'action²⁴. Cette mise en évidence se fait via la correspondance établie entre les actions de l'« *hémisphère nord* » avec les responsabilités du « *nous sommes* ». D'après cette affirmation, nous pouvons comprendre qu'en ce qui concerne l'action envers le changement climatique, les pays du nord ont une responsabilité plus grande par rapport aux pays du sud, vu l'importance de leur impact. Cette idée porte en elle le principe des responsabilités communes, mais différenciées. Ce principe, formulé et adopté en 1992 dans la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*, évoque la prise en compte des responsabilités historiques des pays développés dans la dégradation de l'environnement et la surexploitation de ressources au moment de la prise de mesures envers la protection de l'environnement.

D'ailleurs ce principe réapparaît dans la Déclaration de Bolzano quand ils expriment leur « *volonté de prendre responsabilité en tant qu'acteurs locaux dans les problèmes environnementaux globaux* » (Climate Alliance, 2000).

Nous retrouvons la présence de ce principe dans le discours officiel de COICA, dans sa déclaration concernant le changement climatique en 2010. Ainsi, au début du texte, la Coordinatrice présente les peuples indigènes comme étant un des « *groupes les plus vulnérables face au changement climatique* », étant donné qu'ils habitent les « *écosystèmes les plus fragiles du planète* ». Et ajoute, « *sans être les responsables directes des effets du changement climatique, nous sommes les plus affectés* » (COICA, 2010). Il est dès lors clair que depuis le point de vue indigène, il y a des acteurs qui sont plus redevables qu'eux dans la problématique environnementale. Ceci est cristallisé par l'apparition de REDD. Ainsi, dans leur prise de position officielle concernant ce mécanisme en 2010, COICA exprime qu'une des raisons les poussant à faire une déclaration claire par rapport à ce mécanisme est que dans celui-ci « *il n'existe aucun engagement global de la part des pays industrialisés responsables de la majorité des émissions de dioxyde de carbone (CO2) et d'autres gaz toxiques* ». Ce qui veut dire

24 Comme nous l'avons indiqué précédemment, il est important de rappeler que cet appel à l'action se fait dans un contexte où les membres fondateurs de l'alliance voient les discussions internationales s'avérer stériles et que le *Manifeste* représente dans ce contexte une démarcation des propositions onusiennes en exprimant des revendications plus radicales.

« qu'il n'y aura pas de mesures de développement plus amicale avec l'Amazonie, et au contraire, le rythme de détérioration constaté jusqu'à maintenant continuera (...) » (COICA, 2010). Dès lors, selon les peuples indigènes, ce mécanisme en plus de ne pas aborder directement la responsabilité des pays industrialisés, en établissant une diminution des émissions de CO₂ de leur part, engendre des difficultés à leur développement. D'un côté, parce qu'elle ajoute de la pression sur leur mode de vie et d'un autre coté parce qu'elle permet la continuation de la dégradation de leur environnement causé principalement par le mode de vie des pays du nord. Leur développement étant lié à l'extraction de ressources de l'Amazonie.

Ainsi, nous pouvons entrevoir la présence d'un deuxième élément important pour comprendre la conception de durabilité partagé par ces acteurs : le principe d'*équité intragénérationnelle* dans leur idée de protection de l'environnement. En effet, selon ce principe, un développement durable de la terre implique une distribution juste et équitable des ressources parmi les sociétés d'une même génération. Dans notre cas, ceci signifie qu'à la lumière des différences entre pays au niveau de l'impact écologique, il serait inéquitable de demander une réduction de l'utilisation de ressources de la part des populations vivant habitant sur le bassin amazonien.

D'ailleurs, Climate Alliance, dans sa déclaration de soutien envers le projet alternatif à REDD+ proposé par COICA, RIA, évoque ce principe afin de justifier sa position. Ainsi, dans son premier point à considérer (*considering*) elle rappelle qu'une des principales entraves au développement est « *l'usage excessif des ressources* », et souligne que ce sont les pays en développement les principaux affectés par ce gaspillage. Par conséquent, nous pouvons considérer que le fait qu'il n'y ait pas des allusions à des engagements concrets de la part des pays du nord dans REDD+ mène l'association des municipalités à l'estimer insuffisante. Ces énoncés rejoignent clairement les critiques évoqués par COICA dans la dernière citation que nous avons mis en évidence. Ce qui concorde avec le fait que Climate Alliance estime RIA plus « *efficace, efficient et simple* » par rapport au REDD + (Climate Alliance, 2012).

Nous pouvons dès lors constater la prise en considération d'autres facteurs que le coté écologique, par Climate Alliance, dans leur lutte contre le réchauffement climatique. Ceci est d'autant plus explicite dans leur *Déclaration de Bolzano*, où l'organisation

déclare être « engagé à une idée de durabilité qui combine les préoccupations environnementales avec des questions locales écologiques et économiques ainsi qu'avec des questions de justice sociale et des droits humains » (Climate Alliance, 2000). En effet, au fil du temps, Climate Alliance a recadré la problématique climatique dans une problématique en termes de Justice Climatique. Ainsi, dans leur résolution de 2017 – adopté suite à l'introduction de l'Agenda 2030 par les Nations Unies²⁵ - l'association rappelle que « le changement climatique, n'est pas seulement un problème climatique », mais « il s'agit d'un problème socio-culturel qui trouve ses racines dans l'inégalité sociale et l'utilisation différenciée des ressources », pour « exhorter l'importance et besoin des partenariats globaux dans la lutte climatique et (...) promouvoir la justice climatique » (Climate Alliance, 2017). Ainsi, cadrer la problématique environnementale dans une de justice climatique, permet de faire attention aux questions d'équité entre pays et de responsabilités différenciés, dès lors que l'on veut agir pour l'environnement.

Afin de répondre donc à la question de l'exploitation des ressources de la part des peuples indigènes, il nous a paru pertinent de relever la distinction entre des *émissions de survie* et des *émissions de luxe* soulevé par Anil Agarwal et Sunita Narain (1991) (cités dans Morin & Orsini, 2015, p. 75). Ainsi, selon ces auteurs, prendre un point de vue en termes d'équité implique de ne pas juger de la même manière les émissions produites pour une fin d'alimentation de base des populations défavorisés avec les émissions produites par l'industrie ou le transport dans les pays développés. Dès lors, il est cohérent que Climate Alliance n'exige pas des peuples indigènes la réduction des émissions de gaz à effet de serre – ce qui signifie une modification de leurs activités économiques– et manifeste son soutien à une lutte étant à première vue complètement différente à celui de l'alliance. Ainsi, la demande de réduction des émissions de CO₂ vise plutôt les centres urbains des pays industrialisés, qui sont les responsables principaux de ces émissions et qui ont aussi plus de capacités pour le faire.

25 Dans cette résolution Climate Alliance salue l'Agenda 2030 adopté par les Nations Unies en septembre 2015, notamment son approche holistique. Ainsi que l'inclusion des 17 objectifs du développement durable.

6.3.3. Pour une durabilité intégrale et holistique

Pour mettre en valeur la concordance entre les positionnements de Climate Alliance et COICA envers le programme REDD+ des Nations Unies, nous allons nous pencher sur la relation indissociable entre le social, moral et l'environnemental promu par ces deux acteurs. Ainsi, il s'agira de noter comment le cadrage établi par Climate Alliance de la problématique environnementale – comme étant un problème de justice climatique – concorde avec la vision indigène concernant la problématique environnementale, tel qu'elle est proclamée par COICA.

Dans leur Agenda (COICA, 2004), COICA déclare travailler « *pour un développement intégral et divers de l'être humain (...)* ». Elle continue en exprimant que ses actions pour la garantie de leurs droits sur leurs terres sont motivées par la finalité que les peuples indigènes amazoniens peuvent « *vivre une vie avec justice et dignité en harmonie avec la mère terre* ». Il s'agit dès lors de lutter non seulement pour un bien-être écologique, mais aussi pour un bien-être intérieur et social. D'ailleurs, la dernière expression (« *harmonie avec la terre mère* ») – qui ressort dans plusieurs de leurs déclarations – est intéressante puisqu'elle dénote un élément important de la vision du monde des peuples indigènes, c'est-à-dire l'inter-connectivité équilibrée de leur mode de vie avec la nature. Cette vision ressort notamment dans le positionnement officiel de COICA face au changement climatique, quand elle réclame que les solutions à ce problème « *doivent être holistiques, cohérentes et respectueuses des droits humains, droits collectifs et de la Mère Terre* » (COICA, 2010). Ainsi, le sens d'harmonie avec la nature vient du caractère holiste de la vision indigène du fonctionnement du monde. En effet, de ce point de vue, la culture des peuples indigènes – leurs croyances, valeurs, spiritualité et normes – est configurée en conformité à l'organisation du monde. C'est-à-dire que tous les aspects de la vie sont interconnectés avec la nature et constituent un ensemble. Ceci permet à COICA de défendre un rapport différent entretenu entre les peuples indigènes et son environnement naturel.

Dès lors, la vision holiste du monde de peuples indigènes influence leur conception de la protection de la nature, et s'exprime par une vision intégrée et systémique de la problématique environnementale. Ainsi, il est implicite qu'un impact sur son milieu environnemental amène un impact capital sur leur mode de vie. D'ailleurs, dans leur *Mandat de Macapá* – texte élaboré par COICA lors du IV Sommet Amazonien en juin

2018 –, ce caractère holistique des impacts environnementaux sur leur région est mis en lumière quand ils déclarent que « *le bassin amazonien est un grand être vivant totalement intégrée et interconnecté, et le positif que l'on fait d'un côté, va se voir affecté par l'abandon sur un autre côté* » (COICA, 2018).

Ainsi, pour les communautés indigènes les forêts reflètent de « *différentes significations qui sont hautement interconnectées avec leur culture : les forêts comme synonymes de la vie elle-même (...)* » (Lozano, 2018, p. 149). Cet ancrage fondamental des forêts dans la vie des peuples indigènes, permet de comprendre pourquoi la conception que les communautés indigènes ont des forêts dépasse celle de les concevoir comme un réservoir de CO₂ ou fournisseur de services écosystémiques.

Cette approche holistique et intégrée de la durabilité est partagée par Climate Alliance et se cristallise dans une de ses principales critiques envers REDD : « *le concept de base de REDD est enraciné dans la fonction des forêts en tant que réserve de CO₂* (Climate Alliance, 2009). Elle défend cette position en déclarant que si leur engagement principal par rapport à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, doit « *rester la cible des toutes les mesures nationales et internationales pour la protection du climat* », la protection des forêts doit être conçue de manière « *intégrée* » et « *pas simplement exploitée pour compenser pour des émissions CO₂* ». Ainsi, une protection durable des forêts est « *un objectif tout aussi important et indépendant* » nécessitant des « *solutions pour les causes économiques et sociales de la destruction des forêts* » (Climate Alliance, 2009).

Tous ces éléments partagés par COICA et Climate Alliance ressortent dans le document réalisé par COICA présentant RIA en 2011. Dans celui-ci, l'organisation soulève que les résultats souhaités par REDD+ ne peuvent pas être atteints si l'on ne s'attaque pas aux pressions économiques subies par la région amazonienne. Ainsi, selon l'organisation, il est contreproductif de fonder la lutte contre la déforestation et le changement climatique exclusivement sur le contrôle des émissions de carbone. Ce pour quoi dans le cas de la forêt amazonienne il est plus effectif d'adopter une vision intégrale, centrée sur l'apport des territoires indigènes envers les forêts, garanties par le renforcement des droits fonciers indigènes (COICA, 2011).

Dans une des dernières déclarations émises par Climate Alliance, l'association proclame son soutien « *technique, scientifique, politique et financier* » envers le développement

de RIA afin de mettre en valeur « *les perspectives indigènes sur le climat (...), ce qui inclue la gestion holistique de 240 millions d'hectares de forêt Amazonienne sous le contrôle des communautés indigènes* » (Climate Alliance, 2012).

7. Discussion et Conclusion

Dans cette partie, nous allons d'abord discuter séparément des résultats obtenus. Ensuite, à la lumière des résultats, nous allons discuter des hypothèses formulées au chapitre deux. Pour finalement, esquisser une conclusion.

En ce qui concerne le premier point de friction, c'est-à-dire de **la reconnaissance du rôle de COICA** dans les discussions par rapport à des projets sur la région Amazonienne par les acteurs environnementaux. Il est clair qu'il ne s'agit pas de voir si Climate Alliance prend en compte ou pas le rôle des peuples indigènes – puisque l'association reconnaît ouvertement leur importance –, mais il s'agit plutôt d'exposer sur la base de quels arguments chaque acteur défend l'inclusion de l'organisation indigène dans les discussions concernant l'Amazonie.

De la part de COICA, nous avons vu que tout le long de son parcours, le discours de l'organisation, fait recours à la notion de « *gardiens des forêts* » pour défendre son rôle dans l'action environnemental. Elle met en avant le savoir traditionnel écologique des peuples indigènes pour renforcer son rôle d'agent environnemental. Dès lors, elle se positionne comme un acteur nécessaire non pas seulement pour la protection de la forêt Amazonienne, mais également pour la protection globale de l'environnement. Cette valorisation du savoir indigène écologique va permettre alors à COICA d'aligner sa lutte en termes de droits à la lutte environnementale.

Climate Alliance, par le cadrage en termes environnementaux qu'elle fait de la lutte de COICA associe la défense de la forêt des peuples indigènes à la protection de l'atmosphère, ce qui signifie la défense des générations futures. En mettant en valeur des éléments liés au savoir traditionnel écologique des peuples indigènes, Climate Alliance défend le rôle des peuples indigènes en tant que protecteur des forêts et de l'environnement en général. Cependant, ce point de vue a évolué avec les années et va se manifester plus clairement dans le soutien que Climate Alliance va porter à la proposition RIA de COICA. En effet, si nous pouvons noter aussi une valorisation des savoirs traditionnels par Climate Alliance, le soutien du rôle des peuples indigènes

repose sur le fait que ces peuples défendent un concept de durabilité holistique et locale, plutôt que sur le fait qu'ils ont un point de vue écologique. De plus, la revendication des peuples indigènes qui considère que les forêts ne sont pas seulement une réserve de CO₂ permet de mettre en évidence que la problématique environnementale n'est pas seulement un problème écologique, mais également social. Dès lors, nous pouvons en déduire que Climate Alliance défend le rôle de COICA dans le processus environnemental parce que les deux organisations partagent des principes dans leur mode de concevoir l'action climatique.

En ce qui concerne le deuxième point de friction, soit la question de l'*exploitation des ressources* de la part de peuples indigènes. Celle-ci n'est pas vraiment abordée par Climate Alliance dans son discours officiel. Nous pouvons comprendre les raisons de cette inattention une fois que nous soulevons le concept de durabilité auquel adhère Climate Alliance. Si au début, l'association concentre son action environnementale plutôt vers la lutte contre les émissions des gaz à effet de serre, plus tard, elle se concentre aussi à mettre en avant les responsabilités des pays industriels ainsi que la conception de la problématique environnementale comme étant une question de justice climatique. En effet, Climate Alliance conçoit le problème environnemental comme étant un problème moral parce qu'il s'agit, notamment pour les pays du nord, de prendre en charge leurs responsabilités et à agir pour la défense des peuples vulnérables.

Comme nous avons vu, COICA, depuis le début de son organisation, a mis en avant l'usage excessif des ressources de la part des acteurs externes, notamment par des entreprises des pays industriels. D'ailleurs, COICA dans son discours diffuse une image dans laquelle les peuples indigènes ne sont pas représentés comme des acteurs nuisant à l'environnement, mais plutôt ayant une relation intrinsèque et harmonieuse avec elle – interrompue par les actions des acteurs externes. Dès lors, même si nous ne sommes pas arrivés à répondre à notre question concernant l'exploitation de ressources de la part des peuples indigènes, nous reconnaissons l'existence d'un discours réciproque rapport à cette question.

Quant au *positionnement des deux acteurs envers le programme REDD*, l'approche de justice climatique adoptée par Climate Alliance empêche l'association de concevoir une action environnementale qui considère exclusivement l'aspect écologique. D'autant plus que ce mécanisme adopte une logique économique, qui est remise en question par

Climate Alliance. Si COICA ne s'oppose pas directement à REDD, même si celui-ci est conçu selon des principes qui normalement seraient contraires à l'organisation, elle conçoit REDD comme une opportunité à travers laquelle les communautés indigènes peuvent acquérir des bénéfices en termes de participation politique et également renforcer leurs droits fonciers. Il est dès lors évident que dans un premier temps les discours de COICA et Climate Alliance n'arrivent pas à se retrouver sur la question de REDD. Cependant, ces deux acteurs atteignent une intégration de leurs discours dès que COICA formule sa proposition REDD+ Indigène Amazonien. En effet, celle-ci propose une mise en pratique des principes défendus par Climate Alliance. Comme nous avons vu, Climate Alliance revendique une vision holistique de la défense de la nature, ce qui est largement développé par COICA dans RIA.

Avant de répondre aux hypothèses d'après les résultats d'analyse obtenus, nous allons rappeler la question de recherche qui a guidé notre travail :

Dans quelle mesure, COICA et Climate Alliance intègrent les objectifs de l'un et de l'autre, dans le cadre de leur partenariat ?

Pour y répondre, nous avons formulé deux hypothèses

H1 : Nous assistons à un processus d'assimilation. Cela veut dire que chaque acteur emprunte certains éléments du discours de l'autre à des fins pragmatiques et instrumentales.

H2 : Nous assistons à un processus d'assimilation et d'accommodation. Cela signifie qu'en plus de reprendre certains éléments du discours de l'autre, chaque acteur s'adapte au discours de l'autre en modifiant sa structure discursive.

D'après notre analyse, nous avons pu constater que selon le discours de ces deux acteurs, nous assistons plutôt à un processus d'assimilation et d'accommodation. En effet, l'analyse de nos sources met en évidence une évolution de la conception de l'action environnementale, probablement causée par l'expérience discursive et pratique partagée par ces acteurs. En tout cas, ceci semble être le cas de Climate Alliance. Alors, si les objectifs différents se maintiennent depuis l'origine du partenariat entre ces deux acteurs, ils arrivent à s'intégrer à travers plusieurs points ressortis par nos trois aspects de frictions. Ces points d'intégration font partie d'une idée de durabilité que ces deux acteurs partagent et se traduisent dans leurs discours se référant à leurs moyens d'action.

En outre, si nous constatons dans le discours de COICA des aménagements discursifs stratégiques ainsi que le devancement des raisons explicitement pragmatiques et instrumentales pour aligner ses objectifs à la lutte environnementale, nous considérons que la réassignation de leurs valeurs et notions en termes environnementaux contribue à la création d'un discours environnemental plus riche qui prend en compte les racines du problème environnemental. En ce qui concerne l'intégration du discours de COICA par Climate Alliance, nous pouvons confirmer que COICA apporte au discours de cette dernière des éléments permettant non seulement d'élargir le concept de politique environnementale – en incluant les enjeux sociaux et moraux – mais également de renforcer leur démarche en termes d'action environnementale, axé surtout dans la participation et mise en œuvre locale. Ce qui par la suite, contribue à porter un regard différent au rôle des peuples indigènes dans la problématique environnementale. Dès lors, ces résultats informent sur l'importance des réseaux dans la création de discours plus intégrés et compréhensifs, capables de transformer la façon dont nous concevons l'action environnementale.

De manière plus générale, l'intérêt de cette recherche dans le cadre de la problématique écologique peut se résumer de la manière suivante. Tout d'abord, elle soulève une question ancienne concernant la figure du *primitif* comme étant l'antithèse du *civilisé* corrompu. Ce discours présente les peuples *primitifs* comme une figure qui octroie une réponse aux raisons du déclin des sociétés. Ainsi, contrairement aux populations *non-civilisées*, si les sociétés *civilisées* ont disparu, c'est parce qu'elles se sont détachées de leur relation avec la nature, mais également parce qu'elles se sont laissées corrompre par l'arrogance et la recherche continue de richesse. Dès lors, ce travail soulève un renouveau contemporain de cette figure dans la manifestation des partenariats entre peuples indigènes et villes européennes, et nous offre possiblement une voie à explorer en matière d'action écologique collective concernant deux types d'acteurs provenant d'univers différents. Enfin, nous pouvons mettre en lumière des résultats pertinents allant à l'encontre des suppositions pouvant être émises concernant la question de l'équité et de l'instrumentalisation dans une alliance comme celle de COICA et Climate Alliance, l'acteur européen ayant évidemment plus de ressources que l'acteur indigène. Les résultats de l'analyse ont donc démontré que nous sommes face à un partenariat relativement équitable.

8. Bibliographie

Sources primaires (Voir Annexes)

- Climate Alliance. (1990). *Manifesto of European Cities on an Alliance with Amazonian Indian Peoples*. Frankfurt.
- Climate Alliance. (2000). *The Bolzano Declaration*. Bolzano.
- Climate Alliance. (2009). *Climate Alliance Position Paper regarding REDD – for the Protection of Forests –*. Brussels.
- Climate Alliance. (2012). *Amazonian Indigenous REDD+*.
- Climate Alliance. (2017). *Local and Regional authorities as drivers of Climate Action towards a Good Life for All*. Essen.
- Climate Alliance. (2018). *Barcelona Declaration. Climate Alliance members boosting local climate solutions for global challenges*. Barcelona.
- COICA. (1989). *Two Agendas on Amazon Development*. Récupéré sur Cultural Survival: <https://www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/two-agendas-amazon-development>
- COICA. (1990). *The Iquitos Declaration*. Iquitos.
- COICA. (2004). *Agenda Indígena Amazonica*. Quito: COICA
- COICA. (2010). *Posicionamiento de la Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica frente al Cambio Climático*. Cochabamba.
- COICA. (2010). *Posición política de COICA sobre REDD+*. Quito.
- COICA. (2011). *Alternativa de REDD+ Indígena. Territorios de Vida Plena para enfriar el planeta*.
- COICA. (2012). *Territorios Amazónicos de Vida Plena. Plan de Implementation de pilotos de Redd+ Indígena*. Quito.
- COICA. (2018, Juin). *Mandato de Macapá*. Macapá.

Sources Secondaires

- Ahdab, M. (2000). *Jean Piaget*. Paris: Editions Josette Lyon.
- AIDSESEP; WWF Peru. (2017). *Methodological guide for the operability of the Amazon Indigenous REDD+*.
- Albert, B. (1997). Territorialité, ethnopolitique et développement : à propos du mouvement indien en Amazonie brésilienne . *Cahier des Amériques latines*, 23, 177-210.
- Albó, X., & autres, e. (2009). *Atlas Sociolingüístico de Pueblos Indígenas en América Latina*. Cochabamba: Unicef.
- Banque Mondiale. (2019). *Peuples autochtones*. Récupéré sur site web Banque Mondiale: <http://www.banquemondiale.org/fr/topic/indigenouseoples>
- Barbosa, L. C. (2003). Sauvons la forêt tropicale ! Les ong et les organisations de base dans la dialectique de l'Amazonie brésilienne. *Revue Internationale des sciences sociales*, 4(178), 645-654.
- Boussard, V. (2008). *Sociologie de la gestion. Les faiseurs de la performance*. Paris: Belin.
- Cabellos Damián, E., & Boyd, S. (Réalisateurs). (2007). *Tambogrande. Mangos, Murder, Mining* [Film].
- Calmet Otero, A. (2018). *Contribución de los pueblos indígenas a la conservación de la Amazonía Peruana*. Lima: Sociedad Peruana de Derecho Ambiental.
- Carruthers, D., & Rodriguez, P. (2009). Mapuche protest, environmental conflict and social movement linkage in Chile. *Third World Quarterly*, 30(4), 743-760.
- CEPAL; Naciones Unidas. (2014). *Los pueblos indígenas en América Latina. Avances en el último decenio y retos pendientes para la garantía de sus derechos*. Santiago de Chile : CEPAL.
- Chase Smith, R. (1996). La política de la diversidad. COICA y las federaciones étnicas de la Amazonía . Dans S. Varese (dir.), *Pueblos indios, soberanía y globalismo* (pp. 81-125). Quito: Abya- Yala.
- Chase Smith, R. (2003). Los indígenas amazónicos suben al escenario internacional: Reflexiones sobre el accidentado camino recorrido. Dans F. Morin, & R. Santana (éds.), *Lo transnacional, Instrumento y desafío para los pueblos indígenas* (pp. 203-243). Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Climate Alliance. (s.d.). *Climate Alliance*. Récupéré sur site Web Climate Alliance: <https://www.climatealliance.org/home.html>

- Climate Alliance. (2015). *Unreddy. A critical look at REDD+ and indigenous strategies for comprehensive forest protection*. Frankfurt am Main: Climate Alliance.
- Climate Alliance. (2019). *Annual Report and Outlook 2018/2019*. Frankfurt am Main: Climate Alliance.
- Conférence des Nations Unies sur l'environnement. (1972). *Déclaration de Stockholm*.
- Dolle, J.-M. (1997). *Pour comprendre Jean Piaget*. Paris: Dunod.
- Erazo, J. S. (2013). REDD: Development opportunity or Neoliberal Threat? Indigenous organizations take opposing views . *NACLA Report on the Americas*, 46(1), 55-60.
- Fünfgeld, H. (2015). Facilitating local climate change adaptation through transnational municipal networks. *Current Opinion in Environmental Sustainability* , 12, 67-73.
- Fontaine, G. (2006). Convergences et tensions entre ethnicité et écologisme en Amazonie. *Autrepart*, 38(2), 63-80.
- Gámez, L. 2.-3. (2014). Les « gardiens de la forêt » : l'extractivisme de ressources naturelles et la dépendance des politiques publiques en Amazonie brésilienne. *Espace populations sociétés*(2-3).
- Greene, S. (2005). Incas, Indios and Indigenism in Peru. *NACLA Report in the Americas*, 38(4), 34-41.
- Gudynas, E. (2009). Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo : contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual. Dans J. Schludt et al., *Extractivismo, política y sociedad* (pp. 187-225). Quito: CAAP/Claes.
- Haarstad, H., & Fløysand, A. (2007). Globalization and the power of rescaled narratives: A case of opposition to mining in Tambogrande, Peru. *Political Geography*, 26, 289-308.
- Herrera, M. P. (2016). Redes transnacionales de organizaciones indígenas. Análisis del uso de las redes en conflictos socioambientales. *Revista de Estudios Sociales*, 55, 63-72.
- Kohler, F. (2004). Le discours ethnique entre mythe et politique: l'exemple des Pataxo du Mont Pascal (extrême Sud de Bahia). *Revista da ANPOLL, Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Letras e Lingüística* , 147-176.
- Krieg-Planque, A. (2014). *Analyser les discours institutionnels* . Paris: Armand Colin.
- Kronik, J., & Verner, D. (2010). *Indigenous Peoples and Climate Change in Latin America and the Caribbean*. Washington D.C.: The World Bank.

- Löwy, M. (2013). Les luttes écosociales des indigènes . *Ecologie & politique*, 46(1), 55-66.
- Lozano, L. (2018). 7. Indigenous peoples' involvement in the REDD+ global debate. Case study from the Amazon basin. Dans G. Corradi, K. de Feyter, E. Desmet, & K. Vanhees (éds.), *Critical Indigenous rights studies* (pp. 139-159). Londres: Routledge.
- Martí i Puig, S. (2007). *Pueblos indígenas y política en América Latina. El reconocimiento de sus derechos y el impacto de sus demandas a inicios del siglo XIX*. Barcelona: Fundació CIDOB.
- Martin, P. L. (2003). *The Globalization of Contentious Politics*. New York et Londres: Routledge.
- Mato, D. (1997). On Global and Local Agents and the Social Making of Transnational Identities and Related Agendas in "Latin" America. *Identities*, 4(2), 167-212.
- Mato, D. (2001). Local-Global discourses in the social representations of Indigenous Peoples' identities in Latin America. Dans *Le grand récit des Amériques. Polyphonie des identités culturelles dans le contexte de la continentalisation* (pp. 135-148). Sainte-Foy, Québec: Les Editions de l'IQRC.
- Milani, C. (2013). Relations internationales, écologie politique et contestation transnationale en Amérique Latine. *Ecologie & Politique*, 46(1), 21-40.
- Morin, J.-F., & Orsini, A. (2015). *Politique Internationale de l'environnement*. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Pieck, S. K. (2006). Opportunities for transnational indigenous eco-politics: the changing landscape in the new millennium. *Global Networks*, 6(3), 309-329.
- Pieck, S. K. (2013). Transnational Activist Networks: Mobilization between Emotion and Bureaucracy. *Social Movement Studies*, 12(2), 121-137.
- Pinto, J., Prado, P., & Tirado-Alcaraz, J. A. (2017). *Environmental News in South America*. Londres: Palgrave Macmillan UK.
- Rosbach de Olmos, L. (2003). Alianza del Clima entre ciudades europeas y pueblos indígenas de las selvas tropicales. Una iniciativa en el contexto de nuevas experiencias de relacionamiento entre ecología y política . Dans Abya-Yala, & C. E. CEP, *La ecología a la cola de la política* (pp. 41-57). Quito: Ediciones Abya-Yala; CEP.
- Schittecatte, C. (1999). The creation of a global public good through transnational coalitions of social movements: the case of the Amazon. *Canadian Journal of Development Studies*, 20(2), 203-223.

- Snow, D. (2001). Analyse de cadre et mouvements sociaux. Dans D. Cefaï, & D. Trom (dir.), *Les formes de l'action collective*. Paris: Editions de l'EHESS.
- The Guardian. (2018, Novembre 24). *Brazil records worst annual deforestation for a decade*. Récupéré sur The Guardian:
<https://www.theguardian.com/environment/2018/nov/24/brazil-records-worst-annual-deforestation-for-a-decade>
- Tsayem Demaze, M. (2008). Quand le développement prime sur l'environnement: la déforestation en Amazonie Brésilienne. *Mondes en développement*, 143(3), 97-116.
- Vanhulst, J., & Beling, A. E. (2013). Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité? *Ecologie & politique*, 46(1), 41-54.
- White, D. (2014). A perfect storm? Indigenous rights within a national REDD+ readiness process in Peru. *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change*, 19(6), 657-676.

9. Annexes

Manifesto & Bolzano Declaration

Goals and Fields of Activity of the Cities and Municipalities in the Climate Alliance

CLIMATE ALLIANCE
KLIMA-BÜNDNIS
ALIANZA DEL CLIMA e.V.



European Secretariat
Galvanstr. 28
D-60486 Frankfurt am Main
Fon +49-69-70 79 00 83
Fax +49-69-70 39 27
europe@klimabuendnis.org
www.klimabuendnis.org

Klima-Bündnis / Alianza del Clima e.V.

This leaflet contains the two basic documents of the Climate Alliance:

- The "**Manifesto of European Cities on an Alliance with Amazonian Indian Peoples**", which is the founding document of the Climate Alliance, and
- the "**Bolzano Declaration**", which is based on the experience gained in ten years of Climate Alliance activities and was adopted by the Alliance's General Assembly in 2000.

The Manifesto was adopted ten years ago, in 1990, at a meeting of representatives of European municipalities and Amazonian indigenous organizations held in Frankfurt am Main, Germany. It laid the foundation for an Alliance uniting very different partners to work together to protect the world's climate.

The Manifesto is the basis for Climate Alliance activities. Our work centres on local authority responses to the global environmental concerns of our times. The formal context for this work is the association registered under the name of "Klima-Bündnis / Alianza del Clima e.V.", which European local authorities join by signing the Manifesto. The association provides a democratic structure and maintains a European Secretariat. COICA, the umbrella organization of the nine national-level indigenous organizations of the Amazon Basin, is the partner of the European local authorities.

The response to the initiative has been strong. By 1992, the group of local authorities from Germany, Austria and Switzerland formed in late 1990 had been joined by some 100 municipalities from Germany, the Netherlands, Austria, Switzerland and Italy. By early 1995, membership had risen to more than 370 municipalities. Further countries were represented: Denmark, Luxembourg, Sweden and Spain. Writing in mid-2000, the Climate Alliance counts 900 members with a total population of more than 48 million people.

The purpose of the Bolzano Declaration is not to substitute the Manifesto, but to complement it. We aim to appeal to further local authorities and to offer them a comprehensive commitment and practical orientation for action. We view the protection of the world's climate as a core element of any strategy for sustainability. This applies equally at the local level. We hope that many more municipalities across Europe will join our initiative.

CLIMATE ALLIANCE
KLIMA-BÜNDNIS
ALIANZA DEL CLIMA e.V.



MANIFESTO OF EUROPEAN CITIES ON AN ALLIANCE WITH THE AMAZONIAN INDIAN PEOPLES

ADOPTED BY THE FOUNDING MEMBERS OF THE CLIMATE ALLIANCE IN AUGUST 1990

GLOBAL CLIMATIC CHANGES ARE LOOMING. THE TORONTO WORLD CONFERENCE DECLARED THAT DRASTIC REDUCTIONS OF CARBON DIOXIDE EMISSIONS ARE IMPERATIVE – PARTICULARLY FOR THE INDUSTRIAL COUNTRIES OF THE NORTHERN HEMISPHERE.

75% OF THE EMISSIONS FROM THE BURNING OF FOSSIL FUELS ARE PRODUCED BY NORTHERN HEMISPHERE COUNTRIES. THE CONCLUSION WE DRAW IS THAT WE ARE UNDER AN OBLIGATION TO TAKE ACTION.

1. THE ALLIANCE OF EUROPEAN CITIES

WE, THE CITIES OF EUROPE, ARE STRIVING TO ENSURE, BY REDUCING ENERGY CONSUMPTION AND MOTORIZED ROAD TRANSPORT, THAT PRESSURE IS TAKEN OFF THE ATMOSPHERE SO AS TO ENABLE IT TO PROVIDE SATISFACTORY LIVING CONDITIONS FOR FUTURE GENERATIONS.

2. NO UNNECESSARY CARBON DIOXIDE EMISSIONS

OUR AIM IS TO HALVE CO₂ EMISSIONS BY THE YEAR 2010 AND THEN REDUCE THEM EVEN FURTHER, STEP BY STEP. WE WILL DO EVERYTHING WE CAN TO STOP ALL PRODUCTION AND USE OF CFC PROPELLANTS IMMEDIATELY.

WE REGARD AS OUR ALLIES ALL THOSE WHO TAKE SIMILAR STEPS TO PROTECT THE WORLD'S CLIMATE.

3. WE SUPPORT THE ALLIANCE OF THE AMAZONIAN INDIAN PEOPLES

WE, THE CITIES OF EUROPE, SUPPORT THE CONCERN OF THE AMAZONIAN INDIAN PEOPLES FOR THE PRESERVATION OF THE TROPICAL RAIN FOREST, THE BASIS OF THEIR VERY EXISTENCE, THROUGH THE DEMARCATION AND SUSTAINABLE USE OF THE AMAZONIAN TERRITORIES. THEIR DEFENCE OF THE FORESTS AND RIVERS IS A CONTRIBUTION TO SUSTAINING THE EARTH'S ATMOSPHERE FOR FUTURE GENERATIONS AS THE BASIC PRECONDITION FOR HUMAN EXISTENCE. WOOD FROM TROPICAL RAINFORESTS MUST THEREFORE BE NEITHER IMPORTED NOR UTILIZED IN ANY WAY; MOREOVER, FURTHER FORMS OF FOREST DEGRADATION SUCH AS UNLIMITED CATTLE PRODUCTION, COLONIZATION PROJECTS, THE USE OF PESTICIDES, MONOCULTURES, HYDROELECTRIC POWER STATIONS AND MINING AND MINERAL OIL EXPLOITATIONS WHICH ARE ENVIRONMENTALLY DAMAGING MUST BE QUESTIONED. THE FORESTS ARE A SINK FOR CARBON DIOXIDE, THE EMISSION OF WHICH WE, TOO, – IN OUR OWN WAY – SEEK TO RESTRICT.

IN OUR EFFORTS TO PRESERVE LIVING CONDITIONS FOR THIS PLANET WE SEE OURSELVES AS THEIR PARTNERS IN THE ALLIANCE FOR THE PRESERVATION OF THE RAINFORESTS AND THE PROTECTION OF THE CLIMATE, WHICH, WE HOPE, MORE AND MORE EUROPEAN CITIES WILL JOIN!

CLIMATE ALLIANCE
KLIMA-BÜNDNIS
ALIANZA DEL CLIMA e.V.



Bolzano Declaration

Adopted by the General Assembly in May 2000 in Bolzano/Italy

By signing the Climate Alliance Manifesto, we, the European cities and municipalities in the Climate Alliance, have set ourselves ambitious goals for the protection of the climate and have committed ourselves to preserving the rainforests and supporting the indigenous peoples of the Amazon region. At the beginning of the new millennium, the Climate Alliance looks back on ten years' work and recognises the need for appraisal.

Hundreds of European municipalities have already joined the Climate Alliance. In many cases, our efforts go beyond those of nation states. Based on individual, technically-oriented climate protection measures, we have, through motivation and coordination, further developed our strategy to include private consumers, associations and businesses. In reporting our experience, we can prove that through our campaigns, we have achieved considerable advancement in many climate-related areas. Conditions in the areas of energy and transport, which are defined by national and international climate protection policies, have, however, seen a negative development so that climate protection results fall far short of our expectations.

This makes us all the more committed to halving CO₂ emissions. It is evident that in the long-run, a greater reduction in greenhouse gas emissions will be necessary in order to avoid disastrous changes in the global climate. In addition, for us as well as for all those municipalities that will join us in the future, short and mid-term goals which can be achieved within the current framework conditions are crucial. We commit ourselves to exploit our scope for action to reduce CO₂ emissions in the available fields of action. Moreover, we will advocate radical improvements of the relevant framework conditions. Such improvements are essential if the targets of the Climate Alliance are to be achieved.

We have joined an alliance with the indigenous peoples of the rainforests and share their belief that prudent protection of the last rainforests on earth is only possible with the help and involvement of their inhabitants. In exchanges with our allies, we have learnt that we should not perceive the indigenous peoples as mere "keepers of the forests", but must consider the entire scope of their concerns.

The indigenous peoples are already receiving more recognition and respect at both national and international levels. But the continued destruction of their means of existence has yet to be halted.

With this declaration, we want to augment our existing commitments with the experience we have since gained. This declaration stands for hope – hope that an adequate quality of life on all the continents of our planet will be possible for future generations.

The Context

Our aims and our willingness to take responsibility as local actors for global environment problems were confirmed by the results of the UNCED Conference in Rio de Janeiro in 1992. We are committed to an idea of sustainability which combines environmental concerns with local ecological and economical issues as well as with the questions of social justice and human rights. In view of continuing trends towards globalisation, we wish to emphasise the importance of both cultural and local diversity in the quality of life on our planet. We view this not least as opportunity to develop autonomous approaches to solving the pressing environmental problems of our time.

The Goals

Effective climate protection calls for a reduction in all greenhouse emissions, which is the subject of the Kyoto and Montreal Protocols¹⁾. In the midterm, we are striving for more rigorous reductions in CO₂ and other greenhouse gases than those agreed to by the industrial states. The longterm goal for our cities and towns is a climate-friendly per capita value for greenhouse gas emissions.

We support indigenous rainforest peoples in their endeavours to exercise their basic rights. These include the right to be recognised as peoples with traditional territories, the right to self-determination and the right to live in their natural environment.

We want to contribute to the conservation of tropical forests and their biological diversity within the framework of possibilities for municipal action. This also serves climate protection, which requires both conservation and expansion of biological CO₂ sinks and, at the same time, a reduction in manmade greenhouse gas emissions at source.

Fields of Activity and Measures

In climate protection, we will undertake the following:

- A significant reduction in greenhouse gas emissions through energy saving, increased efficiency and rational use of energy, as well as through the building up of a renewable energy system.
- Transport policies that achieve the reduction of motorised transport, and both promote and reward climate-friendly mobility.
- Urban planning in which we can exercise our various options for action in order to achieve and implement our goals in the areas of energy and transport.
- The consideration of climate protection in the areas of procurement, disposal (waste and waste-water), agriculture, forestry and tourism.
- The integration of private households as well as public and private enterprises in climate protection efforts, giving consideration to and inviting participation of the various social groups.
- The integration of our fields of activity in Local Agenda 21 processes. These fields include in particular our Climate Alliance Partnership with the indigenous peoples, the conservation of biological diversity and all other areas in which we seek consensus on new lifestyles and business methods, such as mobility and consumption patterns.
- The elimination of substances which deplete the ozone layer and hinder our climate protection objectives.

For us, support of the indigenous peoples means:

- Supporting the interests and rights of the indigenous rainforest peoples in national and international strategies and legal instruments such as ILO Convention No. 169 as well as in international agreements that affect their interests, e.g. the Framework Convention on Climate Change and the Convention on Biological Diversity.
- Support of dialogue processes between the indigenous peoples, governments, the private sector and international institutions concerning an ecologically and socially sustainable use of tropical forests that safeguards the rights of the people concerned.
- Support of projects initiated by the indigenous peoples in situ and the promotion of partnerships between European municipalities and indigenous communities.

We aim to contribute to tropical forest conservation by:

- Abstaining in municipal procurement from tropical timber derived from destructive logging or primary tropical forests; we further recommend abstaining from timber derived from destructive logging or primary forests in other climatic zones.
- Supporting and implementing other policies and measures for the protection of the rainforests and their biological diversity which guarantee the rights of the people living in the forests, particularly the indigenous peoples. This includes internationally recognised, verifiable and independent certification of timber produced by ecologically and socially acceptable forest management systems, and sustainable use of other forest products that contribute to the quality of life of the indigenous communities.

Giving consideration to the special conditions of each member municipality, we will agree on a common approach concerning municipal climate protection and North-South cooperation, with a view to further developing our approach in the future:

- Drawing up short- and midterm targets as well as sectoral targets in the various fields of activity which enable monitoring of progress.
- Establishing and implementing municipal action programmes which use the Climate Alliance's catalogue of measures as a guideline.
- Agreement on a monitoring system to assess progress towards our objectives, in particular instruments for the inventorisation of CO₂ emissions and a set of further indicators for monitoring.
- Strengthened efforts to influence European and national policy-making bodies as well as the international community for the implementation of our goals.

¹⁾ The Kyoto Protocol refers to carbon dioxide (CO₂), methane (CH₄), nitrous oxide (N₂O), hydrofluorocarbons (HFCs), perfluoro-carbons (PFCs), and sulphur hexafluoride (SF₆). The Montreal Protocol includes fully and partially halogenated hydrochlorofluorocarbons (CFCs and HCFCs), and halons.

Climate Alliance Position Paper regarding REDD – for the Protection of Forests –

Adopted by the General Assembly on 23rd April 2009 in Brussels.



Climate Alliance

The importance of forest protection for climate protection formed an integral part of the Road Map for a Post-Kyoto Protocol that was agreed at the Bali climate conference in 2007. The mechanism devised is known as REDD: Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation.

Although Climate Alliance is in favour of forest protection measures in principle, we recognise the danger posed by REDD of creating a new mechanism that will counteract efforts for a genuine reduction in emissions due to additional “cheap” certificates.

The participants of the General Assembly of Climate Alliance in Brussels have therefore determined the following:

- Commitment to an effective reduction in greenhouse gas emissions must remain the focus of all national and international climate protection measures. An effective reduction in greenhouse gases can only be achieved through energy saving measures, improved energy efficiency and an increase in renewable energies usage.
- Other tools such as the CDM (Clean Development Mechanism) and REDD should only be implemented within the scope of a highly-restricted, clearly-defined framework and complement existing reduction obligations. A further mechanism for the generation of certificates will not only undermine efforts to effectively reduce greenhouse gas emissions, but also lead to the rainforests being destroyed at an even faster rate, as climate change will not be halted.
- Solutions for the economic and social causes of rainforest destruction are crucial for sustainable forest protection: conversion of rainforests to land for other uses (particularly animal husbandry and agriculture), non-sustainable exploitation of rainforest products (such as tropical wood and crude oil) in addition to social inequalities within the densely-forested countries lead to the destruction of vast swathes of forest.
- Forest protection means more than just the safeguarding of a CO₂ storage facility. Particularly the rights and interests of the Indigenous Peoples and local communities residing in the rainforests must be borne in mind. The Indigenous Peoples’ rights, as laid out in Convention No. 169 concerning Indigenous and Tribal Peoples of the ILO (International Labour Organisation) and in the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples must be respected. The inclusion of representatives from indigenous organisations in international processes is fundamental to the drafting of international framework agreements.

**Climate Alliance
Position Paper
regarding REDD
for the Protection of
Forests**

General Assembly
Brussels, 23rd April 2009

Background

Along with conservation of the global climate, protection of the tropical rainforests is one of Climate Alliance's central concerns. Our partnership with the Indigenous Peoples of the Amazon region induces us to combine conservation of the rainforests with protection of the rights of Indigenous Peoples.

An immediate halt to all deforestation and the redevelopment of natural native forests are urgent and separate tasks that also aid climate protection. However, they should NOT be used to buy one's way out of the duty to reduce greenhouse gases.

Climate Alliance has been striving to promote integrated forest protection since it was first founded. It is essential that forest protection is not just exploited to compensate for CO₂ emissions, but remains an equally important, independent goal for whose attainment additional means are needed.

The basic concept of REDD is rooted in the function of forests as a CO₂ storage facility. By assigning an economic value to the CO₂ stored in forests, their preservation can be included in economic decision-making processes. Within the framework of a REDD system, emissions from tropical deforestation should be acknowledged and evaluated so that economic incentives for reductions in deforestation can be offered.

The scarcity of emissions rights must be retained. The slowly-consolidating markets for emissions rights should not be destabilised by the vast influx of new emissions certificates.

Indigenous Peoples and local communities have shaped the rainforests of the Amazon region and made sustainable use of its resources for countless generations. This represents an ecological as well as a cultural achievement of global value. Therefore, they must be included in political endeavours to reduce deforestation. These groups have fought for centuries for recognition of their traditional rights to territories of forest. Through REDD, the risk exists that acknowledgement of these rights may soften or they may be revoked.

Thus REDD still has countless challenges to overcome, such as clarification of the value of land and usage rights, the creation of a set of measures to quantify reductions in deforestation rates, "leakage" (whereby nature protection measures in one area lead to deforestation in another), and provision of sufficient incentives for countries with low deforestation as well as ensuring that it is the local people who benefit.



Climate Alliance

**Climate Alliance
Position Paper
regarding REDD
for the Protection of
Forests**

General Assembly
Brussels, 23rd April 2009

Amazonian Indigenous REDD+

**Resolution of the Climate Alliance General Assembly
on 24 May 2012 in the city of St.Gallen**

Considering

1. All political levels recognise the problem of the overuse of re-sources as one of the leading hindrances to development. It is primarily the developing countries who suffer the consequences of the wasteful use of resources – from environmental destruction to food crises and climate change, they are affected particularly severely.
2. This alternative is called “Amazonian Indigenous REDD+” and proposes more effectiveness, efficiency and simplicity, correcting problems found in “Conventional REDD+” with its reductionist approach to carbon, the confusion regarding emission compensation, the dependency on the uncertain “Offset” or carbon credit markets, and the conflicts caused by “carbon cowboys” or “carbon pirates”.
3. COICA proposes to develop an approach and the tools for this alternative, through “learn-by-doing” in five specific territories of indigenous peoples, reaching approximately four million hectares of tropical forests through local and national organisations associated to COICA in Brazil, Peru, Colombia, Bolivia and Ecuador.
4. The Climate Alliance, though successful in the cooperation with several specific projects with Indigenous Peoples, would need to experience an action with a wider scope, acting at the level of the entire Amazonian biome, seeking to have incidence on the global climate change processes.

It is determined:

1. To back COICA in the technical, scientific, political and financial development of its “Amazonian Indigenous REDD+” alternative.
2. To call upon the international processes and cooperation on climate change and REDD+ (UNFCCC, FCPF, FIP, UN REDD and others) to support the implementation of the proposal for Indigenous Amazonian REDD+.
3. To support COICA in its search for international alliances to implement Indigenous REDD+ experiences in five specific territories of communities associated to COICA in Brazil (COIAB), Peru (AIDESEP), Colombia (OPIAC), Bolivia (CIDOB) and Ecuador (CONFENIAE).



Climate Alliance

**Amazonian Indigenous
REDD+**

Resolution of the Climate
Alliance General Assembly

St.Gallen, 24 May 2012

**International Annual Conference and General Assembly of the
Climate Alliance, St.Gallen, 23-26 May 2012**

4. To support the result of these five experiences in presenting in the following years that 4 million hectares of standing forests have been maintained and carbon reserves for hundreds of thousands tons of CO₂ preserved, through productive use and conservation from the holistic management of indigenous peoples.
5. COICA and the involved national indigenous organisations will develop operative plans with detailed activities and investment resources required for each one of the five specific territorial activities, in order for the cooperation to identify and precise the type of support to be provided and the time periods of this support.
6. To accompany the previous experience in order to place COICA and the Climate Alliance in the global debate on climate change, validating strategies for mitigation and adaptation, which will be simple, effective and efficient, respecting the collective rights of Indigenous Peoples.
7. To invite European cities associated to Climate Alliance to debate and internally resolve their viable involvement in the sponsorship, backing, campaigning and voluntary funding of one of these five specific territories to be determined.
8. To entrust the implementation of this resolution of the Climate Alliance's technical secretariat and its vice president.
9. To establish a special fund to support these actions, with voluntary contributions from the Climate Alliance's member cities, after the respective internal consultations and decisions.



Climate Alliance

**Amazonian Indigenous
REDD+**

Resolution of the Climate
Alliance General Assembly

St.Gallen, 24 May 2012

RESOLUTION

adopted by the General Assembly of Climate Alliance
on 21 September in Essen, Germany



LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES AS DRIVERS OF CLIMATE ACTION AND SUSTAINABILITY TOWARDS A GOOD LIFE FOR ALL

Submitted by the municipality of Hesperange, Luxembourg

BACKGROUND

As the interplay between social, environmental and economic development is key to sustainable development, Climate Alliance welcomes the Agenda 2030 adopted by the United Nations in September 2015 and its holistic approach. The included 17 Sustainable Development Goals (SDGs) apply universally and lay the foundations for sustainable development worldwide.

International frameworks such as the Agenda 2030, the Paris Agreement as well as the New Urban Agenda emphasize the importance of coherent political actions while highlighting the important role that regional and local authorities play in daily climate action. While the SDGs are global, around two thirds of the goals can only be realized if implemented at the local level. Approximately 4,900 local and regional governments are active in decentralized development cooperation (Atlas of Decentralised Cooperation for Development). The needed cross-cutting efforts for the implementation of global goals require ambitious action and comprehensive support on all levels.

Climate Alliance member municipalities in cooperation with its indigenous partners have stood for a holistic approach to climate action, linking concrete local solutions with global responsibility since the city network was founded back in 1990. Climate Alliance is also the only municipal network with concrete reduction targets. The members contribute to the targets and partially adopted their own local objectives. Regular review and reporting contribute to the achievement of the targets.

RESOLUTION

adopted by the General Assembly of Climate Alliance
on 21 September in Essen, Germany



In 2015, the members of Climate Alliance agreed on a resolution about “The Post-2015 Development Agenda – from visions to measures and solutions” and committed to additional ambitious global climate protection goals. Based on our long-time experience gained during – amongst others – delegation tours with indigenous counsellors and exchanges with local authorities, we strengthen these objectives and extend our recommendations and demands for the transformation of our world towards climate justice.

Climate change is, after all, not only an environmental problem – it is a socio-cultural one with roots in social inequality and differential use of resources. This becomes painfully clear in looking at the injustice faced by indigenous peoples.

RESOLUTION TEXT

We, the Climate Alliance’s members, gathered together at the General Assembly in the City of Essen, Germany, on the 21st of September 2017:

Assert the importance and need of global partnerships to fight climate change, adapt to the unavoidable consequences of climate change and promote climate justice.

Emphasize the support of our indigenous partners in the Amazon basin represented by the COICA. The recognition of their land titles are a basic condition in securing their right to self-determination, for only if they hold adequate land will they be able to survive as peoples. To preserve the rainforests of the Amazon Basin, indigenous land rights must be recognised.

Stand behind the Climate Alliance principles on climate action – fair, nature-based, local, resource-saving and diverse.

Based on our identity and principles, we

Welcome and confirm the Paris Agreement and the Agenda 2030 with the SDGs contained therein as important global agreements for a sustainable development. The reference of both agreements to local authorities and indigenous peoples as key actors is especially significant.

Emphasize that the partnerships between Climate Alliance and indigenous partners are based on the principles of a sustainable development – as laid down in Agenda 2030 and the 17 SDGs. We see this as a model for all North-South partnerships and project cooperation.

RESOLUTION

adopted by the General Assembly of Climate Alliance
on 21 September in Essen, Germany



Climate Alliance

Underline that “parties should, when taking action to address climate change, respect, promote and consider their respective obligations on human rights, the right to health, the rights of indigenous peoples [...]” as mentioned in the preamble of the Paris Agreement.

Highlight the need of a stronger commitment to partnership and cooperation to achieve the SDGs, as mentioned in the Agenda 2030. “These inclusive partnerships built upon principles and values, a shared vision, and shared goals that place people and the planet at the centre, are needed at the global, regional, national and local level.” (SDG 17)

Admit the need to localize the SDGs and to integrate them into local development strategies, taking into account the planet’s boundaries and limits to growth.

Highlight the threat of current offset mechanisms, as they are not proven to be able to deliver on expectations and have the potential to increase pressure on forests and indigenous peoples.*

Stress the need of an integrated approach to achieve climate justice.

Underline the significance of partnerships with indigenous peoples, based on human rights and the principle of sustainability, as a role model for global cooperation.

To achieve these objectives, we contribute to sustainability and

Emphasize the need of bringing together all actors, as called in the Paris Agreement, to “uphold and promote regional and international cooperation in order to mobilize stronger and more ambitious climate action by all Parties and non-Party stakeholders, including civil society, the private sector, financial institutions, cities and other subnational authorities, local communities and indigenous peoples”.

Recall the need for ambitious reductions plans and adaptation strategies which contain regular monitoring.

Recall focus on sustainable lifestyles, fair and sustainable consumption.

Aim at political coherence on all political levels and decisions.

RESOLUTION

adopted by the General Assembly of Climate Alliance
on 21 September in Essen, Germany



Climate Alliance

We also call on the European Union and its Member States to

- *Ensure* transparency and access to information, especially in decision-making processes at local, national and European levels, as well as in value chains and financial flows.
- *Create* a legal framework for the implementation of the 2030 Agenda objectives, including the abolition of environment and climate-damaging subsidies.
- *Ratify* the ILO Convention No. 169
- *Establish* a mechanism for the accountability and responsibility of national parent companies for the social and environmental wrong-doings of their subsidiaries.**
- *Update* the European Sustainability Strategy, based on the principles of the 2030 Agenda, and develop a suitable indicator system.
- *Introduce* coherence check for implementation instruments as well as coherent funding strategies at EU and national level.

We suggest to our members to prepare and vote their own resolution as a (re)commitment to localize the Paris Agreement as well as the Agenda 2030.***

* See Resolution "Compensation of CO2 Emissions", Aachen 2008
http://www.klimabuendnis.org/fileadmin/Inhalte/1_About_us/Resolutions/CA-Resolution_Kompensation_DE_200804.pdf

** The French National Assembly passed a law in March 2017 that defines the responsibilities of parent companies for the wrong-doings of their subsidiaries (“Loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d’ordre”). This makes France the first country to require, in contrast to voluntary self-commitment, large companies to prevent and reduce human rights abuse and environmental risks through appropriate measures. The Catalan Parliament has adopted a similar resolution in November 2016 (“resolució 359 / XI del Parlament de Catalunya, sobre el respecte dels Drets humans via les Empreses catalanes que l’Opera a l’exterior), endorsed by Catalan municipalities (Carta de suport per a la creació d’un marc legislatiu per respecte dels drets per part de les empreses catalanes a l’exterior).

*** We would like to emphasize the objectives and principles of Climate Alliance and to highlight the local relevance of the Paris Climate Agreement and the Agenda 2030 *Transformation of our World* with the 17 Sustainable Development Goals.

DECLARATION

AS AGREED AND ADOPTED AT THE CLIMATE ALLIANCE GENERAL ASSEMBLY HELD IN BARCELONA, SPAIN ON 2 OCTOBER 2018



Climate Alliance

BARCELONA DECLARATION

CLIMATE ALLIANCE MEMBERS BOOSTING LOCAL CLIMATE SOLUTIONS FOR GLOBAL CHALLENGES

IN LIGHT OF the Paris Agreement, which aims to strengthen the global response to the threat of climate change, in the context of sustainable development and efforts to eradicate poverty, including by:

- pursuing efforts to limit the temperature increase to 1.5 °C above pre-industrial levels, recognising that this would significantly reduce the risks and impacts of climate change;
- increasing the ability to adapt to the adverse impacts of climate change, foster climate resilience, and lower greenhouse gas emissions in a manner that safeguards livelihoods including both settlements and food production;
- and making finance flows consistent with a pathway towards low greenhouse gas emissions and climate-resilient development.

RECALLING the Climate Alliance resolution adopted by the General Assembly in Essen on 21 September 2017 on Local and Regional Authorities as Drivers of Climate Action and Sustainability Towards a Good Life for All, which:

- asserts the importance and need for global partnerships to fight climate change, adapt to its unavoidable consequences of climate and promote climate justice;
- emphasises the need to bring together all actors and, as per the Paris Agreement, to “uphold and promote regional and international cooperation in order to mobilise stronger and more ambitious climate action by all Parties and non-Party stakeholders, including civil society, the private sector, financial institutions, cities and other subnational authorities, local communities and indigenous peoples”;
- and recalls the need for ambitious reductions plans and adaptation strategies that contain regular monitoring.

NOTING the Macapá Mandate agreed by the Coordination Organisation of the Indigenous Organisations of the Amazon Basin (COICA) on 20 June 2018 in Brazil, which:

- calls for the organisation of indigenous peoples' climate platforms in the nine Amazonian countries to promote the integration of adaptation and mitigation; the transition to renewable energies; the Indigenous Redd for

DECLARATION

AS AGREED AND ADOPTED AT THE CLIMATE ALLIANCE GENERAL ASSEMBLY HELD IN BARCELONA, SPAIN ON 2 OCTOBER 2018



Climate Alliance

the preservation of indigenous territories as well as their legalisation (territorial restoration); an economic system that takes the value of life into account (full life economy); to further reduce emissions in the national determined contributions (NDCs).

- seeks to bring forward indigenous perspectives on climate ambition in the Talanoa Dialogue, including the holistic management of 240 million hectares of Amazon forests under control of indigenous communities and the full life economy.
- calls for the construction of an Amazon Indigenous Fund to help finance various indigenous climate strategies;
- recommends that Amazonian countries transition from fossil fuels and grid energy to decentralised renewable energies, overcoming fossil fuel addiction and the pollution it causes while also rejecting large hydroelectric power plants and biofuels with devastating environmental and social impacts.

Meeting on the occasion of the 2018 Climate Alliance annual conference and General Assembly and having discussed topics and exchanged views on the energy transition, sustainable development goals, long-term climate ambition, clean mobility, energy poverty and resilience to climate change,

Climate Alliance's member municipalities are committed to:

- scaling up their commitments and reviewing their climate (emissions reduction and resilience) plans to keep the Paris Agreement goals within reach and aware of the need to strive towards zero carbon as soon as possible;
- setting clear milestones for what needs to be achieved, with commitment to at least ten percent emissions reduction every five years;
- sharing their progress through consistent, regular and transparent reporting to clearly demonstrate their leadership and contributions while garnering greater support for their actions;
- carrying out information and awareness raising campaigns to engage their citizens in the transformation needed to a sustainable society and economy;
- sharing their good practice and examples wherever possible and connecting with their peers from across Europe and beyond to support one another and together transform global challenges into solutions.

Climate Alliance's members call upon the EU and national governments to:

- recognise explicitly the commitments undertaken at local and regional levels and the outcomes achieved under initiatives such as the Covenant of Mayors;

DECLARATION

AS AGREED AND ADOPTED AT THE CLIMATE ALLIANCE GENERAL ASSEMBLY HELD IN BARCELONA, SPAIN ON 2 OCTOBER 2018



Climate Alliance

- consult in an open, systematic and transparent manner and involve local and regional authorities in the preparation and implementation of their Nationally Determined Contributions
- integrate the regionally and locally determined contributions in their National Energy and Climate Plans to obtain a comprehensive picture of the overall progress towards long-term global goals;
- work with local authorities on the development and delivery of long-term national building renovation strategies and supporting financing plans;
- use the post-2020 EU budget to support the clean energy transition and increased resilience to the greatest extent possible – to reinforce funding for research and development as well as capacity building, to support the roll out of Paris-compliant solutions at local level and to end fossil fuels subsidies;
- ratify the International Labour Organisation Convention 169 on Indigenous and Tribal Peoples, taking into account the long overdue European Parliament resolution of 3 July 2018 on the violation of the rights of indigenous peoples, including land grabbing (2017/2206(INI)), in which Member States are called upon to effectively comply with the provisions contained in the ILO No. 169;
- push for loss and damage as an issue on par with climate adaptation and mitigation and support the strengthening of the Warsaw International Mechanism at COP24 to ensure that it can fulfil its objectives such as the financing of studies and consultations with affected peoples and the establishment of comparable criteria for losses and damages including non-economic facts such as the loss of culture and knowledge.

CONTACTS

Thomas Brose, Executive Director
t.brose@climatealliance.org

Andy Deacon, Policy Coordinator
a.deacon@climatealliance.org

Sarah Mekjian, Communications Director
s.mekjian@climatealliance.org

THE CLIMATE ALLIANCE

For more than 25 years, Climate Alliance member municipalities have been acting in partnership with indigenous rainforest peoples for the benefit of the global climate. With some 1,700 members spread across 25 European countries, Climate Alliance is the world's largest city network dedicated to climate action and the only one to set tangible targets: each member city, town and district has committed itself to reducing greenhouse gas emissions by 10 percent every 5 years. Recognising the impact our lifestyles can have on the world's most vulnerable people and places, Climate Alliance pairs local action with global responsibility. climatealliance.org

TWO AGENDAS ON AMAZON DEVELOPMENT

December 1989

TO THE COMMUNITY OF CONCERNED ENVIRONMENTALISTS

We, the Indigenous Peoples, have been an integral part of the Amazonian Biosphere for millennia. We use and care for the resources of that biosphere with respect, because it is our home, and because we know that our survival and that of our future generations depend on it. Our accumulated knowledge about the ecology of our forest home, our models for living within the Amazonian Biosphere, our reverence and respect for the tropical forest and its other inhabitants, both plant and animal, are the keys to guaranteeing the future of the Amazon Basin. A guarantee not only for our peoples, but also for all of humanity. Our experience, especially during the past 100 years, has taught us that when politicians and developers take charge of our Amazon, they are capable of destroying it because of their shortsightedness, their ignorance and their greed.

We are pleased and encouraged to see the interest and concern expressed by the environmentalist community for the future of our homeland. We are gratified by the efforts you have made in your country to educate your peoples about our homeland and the threat it now faces as well as the efforts you have made in South America to defend the Amazonian rain forests and to encourage proper management of their resources. We greatly appreciate and fully support the efforts some of you are making to lobby the US Congress, the World Bank, USAID, and the Inter-American Development Bank on behalf of the Amazonian Biosphere and its inhabitants. We recognize that through these efforts, the community of environmentalists has become an important political actor in determining the future of the Amazon Basin.

We are keenly aware that you share with us a common perception of the dangers which face our homeland. While we may differ about the

methods to be used, we do share a fundamental concern for encouraging the long-term conservation and the intelligent use of the Amazonian rain forest. We have the same conservation goals.

Our Concerns

We are concerned that you have left us, the Indigenous Peoples, out of your vision of the Amazonian Biosphere. The focus of concern of the environmental community has typically been the preservation of the tropical forest and its plant and animal inhabitants. You have shown little interest in its human inhabitants who are also part of that biosphere.

We are concerned about the "debt for nature swaps" which put your organizations in a position of negotiating with our governments for the future of our homelands. We know of specific examples of such swaps which have shown the most brazen disregard for the rights of the indigenous inhabitants and which are resulting in the ultimate destruction of the very forests which they were meant to preserve.

We are concerned that you have left us Indigenous Peoples and our organizations out of the political process which is determining the future of our homeland. While we appreciate your efforts on our behalf, we want to make it clear that we never delegated any power of representation to the environmentalist community nor to any individual or organization within that community.

We are concerned about the violence and ecological destruction of our homeland caused by the increasing production and trafficking of cocaine, most of which is consumed here in the US.

What We Want

We want you, the environmental community, to recognize that the most effective defense of the Amazonian Biosphere is the recognition of our ownership rights over our territories and the promotion of our models for living within that biosphere.

We want you, the environmental community, to recognize that we Indigenous Peoples are an important and integral part of the Amazonian Biosphere.

We want you, the environmental community, to recognize and promote our rights as Indigenous Peoples as we have been defining those rights within the UN Working Group for Indigenous Peoples.

We want to represent ourselves and our interests directly in all negotiations concerning the future of our Amazonian homeland.

What We Propose

We propose that you work directly with our organizations on all your programs and campaigns which affect our homelands.

We propose that you swap "debt for indigenous stewardship" which would allow your organizations to help return areas of the Amazonian rain forest to our care and control.

We propose establishing a permanent dialogue with you to develop and implement new models for using the rain forest based on the list of alternatives presented with this document.

We propose joining hands with those members of the worldwide environmentalist community who:

* recognize our historical role as caretakers of the Amazon Basin. * support our efforts to reclaim and defend our traditional territories. * accept our organizations as legitimate and equal partners.

We propose reaching out to other Amazonian peoples such as the rubber tappers, the Brazil-nut gatherers, and others whose livelihood depends on the nondestructive extractive activities, many of whom are of indigenous origin.

We propose that you consider allying yourselves with us, the Indigenous Peoples of the Amazon, in defense of our Amazonian homeland.

Article copyright Cultural Survival, Inc.

The Iquitos Declaration

<http://www.nativeweb.org/papers/statements/environment/iquitos.php>

COICA

The Coordinating Body for Indigenous Peoples' Organizations of the Amazon Basin (COICA) invited 15 representatives from 12 environmental groups to meet from 9 to 11 May 1990 at a "First Summit Between Indigenous Peoples and Environmentalists" in Iquitos, Peru. Ten human rights and aid groups, Cultural Survival among them, were invited as observers. The meeting provided an opportunity for indigenous peoples and environmentalists to understand each other's concerns. Both sides attempted to establish a joint strategy for conserving the Amazonian rain forest by supporting indigenous claims for control of their territory and resources. The groups that attended agreed and signed the document that follows, called the Iquitos Declaration.

Plans were made in Iquitos to hold a second "summit" to develop concrete coordinated actions and to continue the dialogue. A committee, made up of representatives from each of the member organizations of COICA and a total of three representatives from environmental organizations, was named, and met in Washington, DC, in September to organize the next meeting.

Having met in the city of Iquitos from May 9 to 11, 1990 between the Coordinating Body for Indigenous Peoples' Organizations of the Amazon Basin (COICA) and environmental and conservationist organizations to analyze the serious deterioration of the Amazon biosphere and look for joint alternatives.

We consider that the recognition of territories for indigenous peoples, to develop programs of management and conservation, is an essential alternative for the future of the Amazon.

We recognize that we must look for adequate mechanisms to reach this objective, that include ways to channel international technical and financial resources.

We recognize the importance of indigenous peoples' own proposals for the management and conservation of the Amazon.

We recognize the need for actions of diffusion, studies or projects to advance the territorial and societal rights of the indigenous peoples and the recognition of the value of their culture, according to the proposals of COICA and according to the particular objectives of each environmental and conservationist organization.

*We conclude that in order that these considerations be put into practice, it is necessary to continue working as an *Indigenous and Environmentalist Alliance for an Amazon for Humanity*.*

We decide to make this joint work concrete through the formation of a provisional Coordinating Committee of the environmentalists that are present and COICA, which will meet in September, 1990, in the city of Washington, D.C., to continue analyzing and designing the best strategies for the defense of the indigenous Amazon.

COICA was founded in 1984 by national Indian organizations of Peru, Bolivia, Ecuador, Colombia, and Brazil.

Source: *Cultural Survival Quarterly* (1990) 14(4), p. 82.

AGENDA INDÍGENA AMAZÓNICA

La agenda indígena amazónica contiene los lineamientos políticos que guían el accionar de las organizaciones indígenas de la Cuenca Amazónica. Este instrumento se organiza en torno a seis ejes organizadores.

1. SUSTENTABILIDAD DE LA VIDA



La Agenda Indígena Amazónica A.I.A. Como base indispensable para nuestra continuidad como pueblos que somos y que el uso de nuestros territorios hayan resaltado en la necesidad de integrarse para enfrentar las oportunidades, prioridades y retos que plantea la globalización en el mundo y que nos permita desarrollar nuestros sueños y sobre todo la propuesta nacidas desde el sentimiento de los pueblos a niveles muy superiores del bienestar económico, armonía con su contexto ya que es una región con mucha riqueza natural, en la diversidad e identidades culturales.

Las Nacionalidades y Pueblos Indígenas de la Cuenca Amazónica, en la diversidad, identidades y visiones propias, trabajamos para un desarrollo integral y diverso del ser humano como miembro de la naturaleza en la que vivimos y compartimos con todos los seres vivos del planeta y del universo.

Vivimos más de 400 pueblos y nacionalidades indígenas en la Cuenca Amazónica, que mantenemos valiosas identidades, diversidad de culturas y costumbres propias, que tenemos los mismos derechos a la vida, como todo ser humano, de los cuales más de 60 pueblos viven en aislamiento voluntario del conjunto de la sociedad nacional dominante y que están en serio peligro de extinción. Es urgente y prioritario apoyar a los pueblos indígenas en aislamiento voluntario so pena de ser cómplices de su genocidio en pleno siglo XXI.

Consideramos esencial la participación activa de los hombres y mujeres amazónicas, en el quehacer político, económico, social, cultural y espiritual de los pueblos, nacionalidades y organizaciones indígenas amazónicas para ejercer los derechos y obligaciones colectivas e individuales.

Para dar continuidad histórica y vigencia de la vida de los pueblos, nacionalidades y organizaciones amazónicas, es fundamental tener políticas de participación y apoyo de los niños/as, jóvenes, adultos y ancianos para un proceso de cambio generacional.

Los pueblos y nacionalidades amazónicas, que estamos en contacto con la sociedad nacional e internacional, en uso de nuestros derechos reconocidos por las distintas instancias nacionales e internacionales, podremos asumir la libre determinación de nuestro presente y futuro.

Con la finalidad de realizar un trabajo sostenido y de largo plazo, la COICA, ha decidido implementar Programas permanentes de trabajo y dentro de ella, se formularán componentes o proyectos específicos con los objetivos y metas cuantificables para contribuir al logro de los objetivos de los programas enunciados en el plan general de la COICA.

COMPONENTES

Pueblos Indígenas Autónomos (aislamiento) Voluntario (P.I.A.V)

La COICA ha decidido apoyar y coordinar los esfuerzos que hacen las organizaciones indígenas amazónicas. En coordinación con otras entidades nacionales e internacionales que hacen grandes esfuerzos para que los Estados y Gobiernos Nacionales, formulen políticas de respeto y garantía a la vida de estos pueblos como elemento fundamental en la aplicación de la Declaración Universal de los Derechos Humanos. Para esto la COICA invita a dialogar entre los distintos actores involucrados, elaborar un plan y una estrategia de acción a nivel local, nacional e internacional para defender el derecho elemental de la vida, como la titulación de su territorio que les permitan seguir viviendo según su estilo de vida.

Equidad de Género y Generacional

Para la COICA, es fundamental continuar e impulsar el trabajo inicial para lograr paulatinamente la participación equitativa de género (hombres y mujeres) y generacional (niños, jóvenes, adultos y ancianos) en la conducción política, económica, social, cultural y espiritual de los pueblos y organizaciones indígenas amazónicas

Autonomía de las Nacionalidades y Pueblos Amazónicos.- En base y en ejercicio del art. 3 y 4 de la Declaración de los Derechos de los Pueblos Indígenas aprobado por las Naciones Unidas (13 de septiembre de 2008), las nacionalidades y pueblos indígenas amazónicos, de acuerdo a su realidad y decisión soberana de sus miembros, decidirán aplicar y ejercer plenamente el derecho a la libre determinación para determinar libremente su condición política y perseguir libremente su desarrollo económico, social y cultural.

2. TERRITORIOS Y RECURSOS NATURALES



La base material y física donde se asienta un pueblo y desarrolla sus actividades de producción de los bienes y servicios para su satisfacción humana y espiritual, es el territorio. Por esta razón, la COICA, junto con sus organizaciones miembros, las nacionalidades, pueblos y comunidades de base, hemos decidido dar prioridad número 1 para garantizar su posesión, uso y manejo de nuestros territorios ancestrales, de acuerdo a la declaración de los derechos de los pueblos indígenas aprobado por la ONU que en su artículo 26 expresa “ Los pueblos indígenas tienen derecho a las tierras, territorios y recursos naturales que tradicionalmente han poseído, ocupado o de otra forma utilizado o adquirido”.

Durante esta gestión los pueblos indígenas trabajaremos en identificar cuantos territorios faltan por regular, legalizar y cuantos tienen los títulos de propiedad legalizados y reconocidos mediante leyes y adjudicaciones de nuestros territorios ancestrales, con el propósito de defender los derechos que nos asisten contra la violencia y el atropello indiscriminado en nuestros territorios porque las Constituciones nacionales y Convenios Internacionales, reconocen los derechos de los pueblos indígenas por su carácter de inalienable, inembargable, imprescriptible e inajenable.

Un gran porcentaje de los recursos naturales, tales como el petróleo, gas natural, minería y recursos hídricos y biodiversidad se encuentran en territorios de los pueblos indígenas. Por los derechos colectivos que nos asisten como pueblos indígenas, los Estados y Gobiernos Nacionales, tendrán que mantener diálogos para el consentimiento, previo, libre e informado sobre la explotación de estos y otros recursos naturales que existen en nuestros territorios.

COMPONENTES

Territorios de los Pueblos Indígenas

Se recopilará y se sistematizará los estudios existentes sobre el uso y manejo de tierras y territorios de los pueblos y nacionalidades indígenas amazónicas con la participación y experiencia acumulada que tienen las organizaciones miembros de la COICA, con el fin de lograr la delimitación y legalización de territorios y tierras de los pueblos Indígenas Amazónicas, donde puedan vivir una vida con justicia y dignidad en armonía con la madre naturaleza.

Recursos Naturales

Tierra, energía, hidrocarburos, gas, minería, agua y biodiversidad. Estamos conscientes sobre el gran impacto que tendrá la implementación de la Iniciativa de la Integración de la Infraestructura Sudamericana- IIRSA por parte de nuestros respectivos Estados y Gobiernos de América del Sur y de una manera en particular con la cuenca amazónica.

Para afrontar estos temas que rebasan los intereses nacionales, la COICA realizará alianzas estratégicas a nivel nacional e internacional tanto del sector público y privado para diseñar un plan y una estrategia conjunta para el mejor uso y manejo de los recursos naturales, biodiversidad y los impactos del cambio climático

3. SISTEMAS JURÍDICOS PROPIOS

Los Pueblos Indígenas y sus Organizaciones miembros, hemos logrado afirmar nuestra condición de sujetos fundamentales en las decisiones sobre la Amazonía y como importantes referentes para las políticas públicas de los Estados Plurinacionales en el marco del ejercicio del derecho a la autonomía para el fortalecimiento, consolidación y desarrollo de los Sistemas Jurídicos Propios.

La mayoría de los Estados Nacionales que son miembros de la Organización del Tratado de Cooperación Amazónica – OTCA, en su Carta.

Política del Estado como los organismos estatales internacionales, reconocen los derechos colectivos de los pueblos y naciones indígenas por lo que es necesario dar seguimiento de su aplicación y ejercicio tanto de los derechos colectivos como individuales a nivel local, nacional, regional e internacional.

COMPONENTES

Sistemas Jurídicos de los pueblos amazónicos

Desde tiempos inmemoriales todos y cada uno de los pueblos o nacionalidades amazónicas, han tenido sus propios códigos y normas de convivencia y aplicación de justicia como parte de un sistema de justicia propia que los Estados han ignorado violentando los derechos colectivos como pueblos. La COICA, apoyará el

diagnóstico, recopilación y presentación de propuestas de ley de los Sistema Jurídicos de las Nacionalidades y Pueblos Amazónicos que vienen trabajando algunas organizaciones miembros de la COICA para ejercer el pluralismo jurídico que reconocen algunas Constitucionales de los Estados Nacionales.

Derechos Colectivos e Individuales

La COICA, con un análisis previo y propuestas de su viabilidad, iniciará a ejercer los derechos colectivos e individuales de los pueblos indígenas que están aprobadas en los convenios, pactos, declaraciones y Constituciones Nacionales, mediante la realización de Encuentros o Cumbres de las nacionalidades y pueblos indígenas nacionales y transfronterizos para definir y elaborar políticas públicas en la Amazonía que nos permitan ejercer plenamente los derechos colectivos e individuales en beneficio de los pueblos indígenas.

Incidencia en el campo Regional y Mundial

Cada año y en distintas partes del mundo y épocas, existen una serie de eventos, foros, encuentros, congresos, talleres y cumbres para tratar distintos temas a nivel político, económico, social y cultural, a la que la COICA , sus organizaciones miembros, nacionalidades y pueblos indígenas, debemos participar para lograr una incidencia a nivel nacional, regional y mundial que nos permita dar seguimiento de los Convenios, Acuerdos, Declaraciones y Derechos de los pueblos Indígenas aprobados por los distintos organismos internacionales.

4. FORTALECIMIENTO DE SABIDURÍAS ANCESTRALES



Realizaremos esfuerzos conjuntos y consensuados para que los conocimientos y sabidurías ancestrales de los pueblos indígenas sean protegidos a través de los sistemas internos de control y leyes estatales a favor de los derechos colectivos.

Buscaremos los mejores mecanismos efectivos en la toma de decisiones, la corresponsabilidad y comunicación eficiente entre el Consejo directivo de COICA –

CDC y el Consejo de Coordinación de la COICA-CCC (Organizaciones miembros de los nueve países) en la implementación de los planes y programas de interés común que nos permita el fortalecimiento organizativo a nivel nacional y en la cuenca amazónica.

COMPONENTES

Fortalecimiento Organizativo

Por experiencia e historia, conocemos que toda organización o institución, tiene un período de inicio, crecimiento, crisis y posiblemente un declive final. La COICA y sus organizaciones miembros de la Cuenca Amazónica, no estamos inmunes a estos procesos si no tomamos previsiones, revisamos nuestros fines, objetivos, metas y hacemos los ajustes oportuna y sabiamente.

Fortalecimiento y Práctica de Conocimientos Ancestrales

Es importante que la COICA, los pueblos y organizaciones indígenas, hagamos un inventario e intercambio de conocimientos Ancestrales que poseen las nacionalidades y pueblos indígenas amazónicos en los distintos campos del conocimiento humano. Solamente el conocimiento y la práctica, hará que estos conocimientos sirvan a las presentes y futuras generaciones de los pueblos indígenas y a la humanidad.

FORMACIÓN ACADÉMICA Y CIENTÍFICA

La COICA, mantendrá una política de apoyo a la formación académica y científica de los socios de las nacionalidades, pueblos y organizaciones miembros, para posibilitar la adquisición de nuevos conocimientos a nivel académico y científico de un patrimonio común de la humanidad, a través de un apoyo a la educación intercultural bilingüe, suscripción de convenios para becas y pasantías de estudiantes. La COICA impulsará la educación interactiva virtual en la Amazonía aprovechando las experiencias educativas y utilizando la tecnología apropiada para los pueblos y nacionalidades indígenas y del medio amazónico.

COMPONENTES

Educación Intercultural Bilingüe

Fomentaremos la Educación Intercultural Bilingüe de calidad, mediante la promoción, seguimiento, evaluación y ajustes para mantener y desarrollar el idioma de cada pueblo o nacionalidad de la cuenca amazónica el mismo que tendrá la obligación de elaborar y producir materiales educativos acorde a las legislaciones de cada Estado. La COICA suscribirá convenios con los Estados/Gobiernos y

universidades para proporcionar becas y pasantías de los futuros profesionales indígenas amazónicos.

Educación Interactiva Virtual

Por el limitado número de personal docente de los pueblos y nacionalidades amazónicas, materiales didácticos limitados, distancias considerables para acudir a los centros educativos, la COICA, ha decidido utilizar la tecnología virtual para la educación interactiva de nivel medio y superior en la cuenca amazónica. Los contenidos, valores y visiones de la educación virtual amazónica, serán acordes a la realidad y necesidades de la cuenca amazónica sin descuidar la realidad nacional, regional y mundial.

5. ECONOMÍA Y DESARROLLO



La economía de las nacionalidades y pueblos amazónicos, era el uso y manejo sostenido de los recursos naturales existentes en sus territorios como la domesticación de plantas comestibles y animales con la adaptación de una tecnología adaptada al medio amazónico.

En la época de la colonia y república, esta práctica ha cambiado significativamente con la explotación externa del caucho, la canela, minerales, madera, petróleo, gas y productos agropecuarios, lo que ha modificado el patrón y estilo de vida tradicional de muchos pueblos amazónicos.

Los Estados, gobiernos, empresas públicas y privadas y los organismos multilaterales, han implementado las distintas etapas o procesos de desarrollo: desarrollo económico, desarrollo socio-económico, desarrollo sostenible, desarrollo humano, etc. Supuestamente para eliminar la pobreza y traer el bienestar y progreso de la población.

La implementación de los distintos procesos de desarrollo a nivel nacional, regional y mundial, ha traído graves consecuencias en su mayoría negativas para las

nacionalidades y pueblos indígenas porque de sus territorios se explotan los distintos recursos naturales no para el beneficio de ellos sino de las grandes ciudades, empresas y confort de un reducido grupo de beneficiarios.

Las nacionalidades, pueblos y organizaciones indígenas amazónicas, frente a esta realidad, debemos analizar, definir una política y estrategia sobre la economía de vida y desarrollo acorde a la realidad, intereses y visión propia.

Para esto revisaremos la economía tradicional y actual de los pueblos y nacionalidades amazónicas para buscar mejores políticas, estrategias y acciones de producción y comercialización acorde a la visión, necesidades y aspiraciones propias.

La COICA conjuntamente con sus organizaciones miembros, evaluará la existencia y funcionamiento del Fondo Fideicomiso como de otros mecanismos institucionales de captación, administración e inversión de recursos financieros.

COMPONENTES

Economía ancestral y actual de la Amazonía

Para la COICA es muy importante este tema de la economía y el desarrollo porque en todos los países de la cuenca amazónica son las que menos recurso invierten los gobiernos locales, mediante este programa lo que se quiere es tener fortalecida completamente la autonomía económica de cada pueblo o nacionalidad indígena amazónica.

Producción y Comercialización

Desarrollar e implementar acciones que permitan articular las políticas económicas de los pueblos indígenas a través de las Agendas indígenas en cada uno de los países y establecer Proyectos y Programas dentro de los territorios, mediante los planes de vida o Gestión Territorial que permitan implementar. Políticas de Estados.

Fondo Fideicomiso Amazónico

Tramitar con los delegados oficiales que se los nombraron en la reunión de Lima Perú para la recuperación del fondo fideicomiso que tiene la COICA, con el fin de comenzar que la organización ya no tenga que depender de las cooperaciones internacionales para el financiamiento de los recursos.

6. SISTEMAS, TECNOLOGÍA Y COMUNICACIONES



En el actual mundo globalizado, la COICA, sus organizaciones miembros, los pueblos y nacionalidades indígenas de la cuenca amazónica, no podemos quedarnos al margen del uso de estas tecnologías y debemos utilizar los distintos medios de comunicación para intercambiar información, experiencias y acciones a nivel local, nacional, regional y mundial.

Es fundamental apoyar a profesionales en el campo de la comunicación y formar redes de comunicación a nivel de la cuenca amazónica y mediante alianzas nacionales e internacionales, establecer los planes y estrategias de acción concertadas que defiendan los derechos de los pueblos indígenas.

Para esto es necesario, seguir distintos procesos y mecanismos eficientes de comunicación entre todos los niveles de la organización. Una presencia efectiva en los Medios de Comunicación y de la opinión Pública, con una adecuada gestión estratégica de Comunicaciones y Tecnologías de Información.

COMPONENTES

Fortalecer los Sistemas de comunicación de COICA

La COICA para cumplir su rol de coordinación con sus organizaciones miembros, dialogar y concertar con los Estados y Gobiernos Nacionales; e, incidir en los escenarios nacionales e internacionales, apoyará el fortalecimiento de los sistemas de comunicación de las organizaciones miembros como de la propia COICA como es la creación y funcionamiento eficiente de las páginas webs, video conferencias, entre otros aspectos.

Red de Comunicadores de Nacionalidades y Pueblos

Para que el sistema de comunicación funcione es importante apoyar la formación de profesionales en el área de comunicación como la constitución de una red de comunicadores comprometidos con los intereses de las nacionalidades, pueblos y organizaciones indígenas de la cuenca amazónica.

Apoyo Comunicacional a los Programas de COICA

El sistema de comunicación de la COICA y de sus organizaciones miembros, apoyarán a los planes, programas y proyectos que ejecuten los pueblos, nacionalidades y organizaciones indígenas de la cuenca amazónica.

**COORDINADORA DE LAS ORGANIZACIONES INDÍGENAS DE LA
CUENCA AMAZONICA**

COICA

POSICION POLITICA DE COICA SOBRE REDD+

Quito, Septiembre de 2010

I. INTRODUCCION

La extensión total de la cuenca amazónica oscila alrededor de 7.584.421 km². Comprende de Norte a Sur en el macizo de las Guyanas y Brasil, de Este a Oeste desde el océano atlántico hasta la cordillera de los andes. Brasil es el país que ocupa el porcentaje más alto de los bosques tropicales, seguido de otros países que ocupan proporciones menores, tales como son; Colombia, Ecuador, Perú, Bolivia, Venezuela, Surinam, Guyana Inglesa y Guyana Francesa. El sistema hidrográfico que circula como eje principal de distribución es el río Amazonas con 6, 800 Km. de longitud².

El carácter vital de la Cuenca Amazónica es ampliamente reconocido. Contiene la mayor cantidad de selva contigua sobre la tierra con una diversidad de hábitats, especies y pueblos sin igual, contribuye a mantener las funciones ecosistémicas del clima regional y global. La Amazonía alberga aproximadamente 349 Pueblos Indígenas (grupos étnicos) que hablan más de 300 idiomas, incluyendo algunos pueblos en situación de aislamiento voluntario.³ Casi la cuarta parte del área terrestre total de la Amazonía es parte de tierras, reservas y territorios indígenas comunitarios, sumado a ello áreas de uso tradicional.

La Amazonía cuenta actualmente con 92'808,200 millones de hectáreas transformadas⁴ por la destrucción de hábitats, la interrupción y degradación de los flujos hidrológicos y la reducción de las poblaciones animales y vegetales que se encuentran bajo riesgo de extinción. Las principales amenazas directas son la expansión de la ganadería, y agricultura mecanizada, promovida por políticas de desarrollo regional e incentivos que fomentan un modelo neoliberal de crecimiento económico ajeno a la realidad de la región.

Los pueblos indígenas de la cuenca amazónica sabemos que estos modelos desarrollistas influyen al deterioro progresivo de nuestras formas de vida y lo más grave es que el asunto no queda ahí, sino, que el daño colateral que dichos modelos contribuyen con el incremento de emisión de dióxido de carbono en el espacio, agravan el estado climático del planeta, cuyo fenómeno es conocido con el nombre de Calentamiento Global.

El efecto inmediato del calentamiento global se llama "cambio climático". El cambio climático es un tema de debate a nivel internacional, cuyo proceso de discusión ha conducido a los gobernantes de los países industrializados y los negociadores multilaterales en plantear algunas alternativas de mitigación, entre los cuales está REDD (Reducción de Emisiones por Deforestación y Degradación) el cual va obteniendo diferentes variables de valoración como REDD+, REDD++.

¹ Tratado de Cooperación Amazónica "Amazon sin Mitos".

² El País.com (16 de junio de 2007).

³ Tresierra 1999 as cited in USAID 2005.

⁴ Data from other authors collected in Nepstad et al. (2008)

REDD+ es un mecanismo y una política que va cobrando cuerpo a nivel internacional, principalmente por países industrializados que pretenden utilizar los bosques tropicales como sumideros de carbono a cambio de compensaciones económicas a los Estados poseedores de dichos bosques. Frente a estos procesos a los pueblos indígenas nos toca la oportunidad de reafirmar lo que siempre hemos reclamado a lo largo de los tiempos; la defensa de nuestro territorio y todo lo que está adentro. Es importante y ya es tiempo que adoptemos a nivel de COICA las medidas que consideremos preventivas a los efectos del cambio climático con nuestras propias fortalezas a través del establecimiento colectivo de una posición POLITICA sobre cambio climático con mención a REDD+.

Este instrumento se desprende de la Posición de COICA sobre Cambio Climático (ver en el anexo), adoptado en Cochabamba y consideramos que debe constituirse en un referente regional cuya implementación recaerá en la competencia de las organizaciones nacionales miembros de COICA a través de diseño, promoción y desarrollo de ESTRATEGIAS propias de acuerdo a las realidades culturales de sus representados.

II. CONTEXTO GLOBAL POR EL CUAL SE HACE NECESARIO ADOPTAR UNA POSICIÓN INDIGENA SOBRE MECANISMOS Y POLITICAS REDD+

En el debate global sobre cambio climático no se vincula participación indígena, ni existe ninguna posibilidad de incidencia directa en este espacio, lo cual, nos expone con los siguientes riesgos de vulnerabilidad de nuestros derechos colectivos:

- a. Que no se establezcan políticas claras que deben adoptar los Estados Nacionales a favor de los pueblos indígenas en momentos de implementar medidas de mitigación al cambio climático.
- b. Algunas de las medidas de mitigación y adaptación planteadas por distintos actores y agentes que participan en el proceso multilateral de negociaciones de la CMNUCC, podrían generar mayores vulnerabilidades sobre nuestros territorios con directo impacto a los recursos de nuestra subsistencia. La promoción de monocultivos, biocombustibles, represas hidroeléctricas, semillas transgénicas, secuestro de carbono, políticas y mecanismos REDD+ y otros, son alguno de los indicadores del grave problema que tendremos en el futuro los pueblos indígenas si no tenemos una posición clara al respecto.
- c. Que no existe ningún compromiso global de parte de los países industrializados responsables de la mayor cantidad de emisiones de dióxido de carbono (CO2) y otros gases tóxicos. Esto significa que no habrá medidas de desarrollo más amigable con la amazonia, más bien continuará el ritmo de deterioro constatado hasta ahora y si no tomamos medidas a nivel interno, nuestros territorios, el bosque la fauna y los recursos hídricos pronto se nos agotarán.
- d. Que existe una creciente demanda de los países que tienen bosques tropicales para que los países industrializados compensen económicamente por la función que cumplen dichos bosques como sumideros de carbono, pero no se reconoce a nivel del contexto global, ni mucho menos a niveles nacionales que todo este potencial florístico es gracias al aporte milenario de los pueblos indígenas.

- e. A pesar de ser nosotros los indígenas, quienes sufrimos desproporcionadamente los impactos actuales del cambio climático, los cuales se exacerban con la explotación desmesurada de los recursos naturales y la dinámica de degradación ambiental existentes en nuestros territorios; hemos sido marginados de participar en los procesos de definición y ejecución de las políticas, programas, planes y acciones encaminados a la mitigación de las causas del cambio climático y a la adaptación a sus efectos, tanto en el ámbito nacional como internacional⁵.

III. CONOCIENDO EL CONTEXTO DE REDD+

A nivel de los Estados Amazónicos aún no existe una estrategia sobre los mecanismos de participación de los pueblos indígenas en el desarrollo de los proyectos REDD+ (**Reducción de Emisiones Derivada por Deforestación y Degradación**), tampoco existe información clara de su concepto, ni metodología para su implementación. Esto por dos razones básicas:

- a. Los proyectos REDD+ que funcionan actualmente en la región son a nivel de pilotos o experimentos, impulsados desde algunos países que cuentan con bosques tropicales, llámese Costa Rica, Bolivia (en alguna parte de la región oriente, promovido desde un sector privado), Brasil y las Guayanas, por citar algunos casos. Esto, con el interés que tienen algunos países industrializados de Europa de otorgar fondos a cambio de parar o disminuir la deforestación. Por ejemplo, el acuerdo en este contexto entre Brasil y Noruega, es un caso que ya se está dando antes del lanzamiento formal de las políticas a nivel de las Naciones Unidas.
- b. La implementación formal de la política de REDD+ aún está en debate en la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático (CMNUCC), cuya aplicación será después del año 2012. Posiblemente que la definición de su carácter vinculante y el concepto legal del mismo tendrá alguna similitud a las formas actuales de cómo se desarrollan los proyectos REDD+ pilotos o experimentales. Sin embargo, de cómo se está llevando el proceso sobre las políticas de cambio climático en medio de contradicciones y ambigüedades, el resultado final de la política de REDD+ a ser aplicado puede ser muy decepcionante para los pueblos indígenas en cuanto a sus derechos territoriales y los bosques que ocupa.

La existencia de estos dos procesos a la vez, confunde a los pueblos indígenas, porque se presta a muchas interpretaciones intuitivas que al final conducen a formas asimilativas del concepto impuesto.

Un problema no discutido a fondo ni socializado a tiempo, trae consecuencias severas sobre el medio ambiente y repercute de manera directa en la vida socio económico y cultural de los pueblos indígenas, como sucede con las actividades de hidrocarburos, concesiones forestales y proyectos de biocombustibles.

⁵ Declaración de los PPII de El Salvador, octubre de 2009.

3.1. Ventajas y desventajas de REDD+⁶

Ventajas:

1. Siempre y cuando los gobiernos decidan a favor, REDD+ podría contribuir a la consolidación de territorio de los pueblos indígenas y promoción de gobernanza local sobre el manejo de los recursos naturales de manera integral.
2. Si la reducción de la deforestación es instituida de manera consistente con los intereses indígenas, podría ayudar a la protección de la biodiversidad de plantas y animales, garantizar la protección de las tierras y medios de subsistencia indígenas.
3. Se fortalecería y se mejoraría la legislación a favor de los pueblos indígenas en aislamiento voluntario y aquellos que se encuentran en situación de contacto inicial.
4. REDD+ podría contribuir al fortalecimiento y formalización del régimen forestal internacional y que esto podría representar "una oportunidad para hacer presión para la obtención de reformas políticas y legales respecto a los bosques y a los derechos de los pueblos indígenas".
5. REDD+ podría generar beneficios económicos a las comunidades y contribuiría en el mejoramiento de sistemas actuales de uso del bosque a través de la apropiación de tecnologías innovadoras de manejo diversificado de los demás recursos naturales.

Desventajas:

1. Varios representantes de pueblos indígenas y otras organizaciones involucradas en el tema de cambio climático han expresado sus preocupaciones respecto a los posibles impactos negativos. Por ejemplo, si a los bosques se les atribuye un valor monetario, bajo un esquema REDD+, muchos temen que – en lugares donde los derechos de propiedad territorial no son claros y la toma de decisión se lleva a cabo de manera autoritaria – nuevos conflictos surgirán entre las comunidades indígenas y locales, así como entre ellas y el Estado. Por tanto, los mecanismos REDD+ podrían excluir a las poblaciones locales de los procesos de implementación así como de la repartición de beneficios, y posiblemente hasta expulsarlos de sus propios territorios: "El incremento del valor monetario atribuido a los actuales recursos de los bosques en pie así como a aquellos en crecimiento, abre puertas a la corrupción en países donde ésta abunda en el sector forestal.
2. También preocupa que el sistema REDD+ esté siendo deliberadamente diseñado para excluir los derechos de los pueblos indígenas. Por ahora nada indica en forma clara y explícita que las comunidades o los PPII vayan a verse beneficiados. Además los pueblos indígenas y otros grupos, como las organizaciones de mujeres y los movimientos campesinos, han quedado casi totalmente excluidos del desarrollo del sistema. Si esta tendencia se mantiene, dichos grupos no tendrán oportunidad alguna de influir sobre los acuerdos ni de participar en pie de igualdad en los proyectos REDD+.
3. Probable captura y acaparamiento de los recursos financieros internacionales disponibles para la ejecución del mecanismo de REDD+ por parte de las grandes

compañías y de las élites locales y nacionales, excluyendo a los pueblos indígenas y a las comunidades locales del papel central que deben tener si el objetivo es lograr de manera exitosa el fin de la deforestación.

4. Con este conocimiento, los PPII de la Amazonía peruana, definimos nuestros propios lineamientos políticos, de acuerdo a nuestra forma de pensar y concebir sobre lo que promete ser REDD+ en el presente y futuro.

IV. BASE DE DERECHOS A TRAVES DEL CUAL SE PROPONE LA PRESENTE POSICION RESPECTO A REDD+

Convenio 169 de la OIT:

Art. 4 - 1 y 2; Art. 5 - a; Art. 6, 1-a, b, c. 2; Art. 7- 1; Art. 13 - 1, 2; Art. 14 - 1, 2, 3; Art. 15 - 1; Art. 17 - 3.

Declaración de Naciones Unidas sobre los Derechos de los PPII:

Art. 3, 4, 18, 19; Art. 20 -1; Art. 25; Art. 26 - 1, 2, 3; Art. 27; Art. 29 - 1; Art. 31 -1; Art. 32 - 1; Art. 36 - 1, 2;

Artículo 27 de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados, suscrita en 1969 y vigente desde 1980: **(El derecho interno de los Estados, las reglas de las organizaciones internacionales y la observancia de los tratados)**

1. Un Estado parte en un tratado no podrá invocar las disposiciones de su derecho interno como justificación del incumplimiento del tratado.

V. LINEAMIENTOS POLITICOS DE LOS PUEBLOS INDIGENAS AMAZONICOS RESPECTO A LOS MECANISMOS DE REDD+

LINEAMIENTO PRIMERO. La política de REDD+ y sus mecanismos, así como los proyectos de iniciativa REDD+, serán adoptados bajo el principio de acción colectiva y desde la cosmovisión de los PPII, para mitigar las causas del calentamiento global, provocado por intervención humana (antropogénica), teniendo como elementos vitales a proteger:

1. El *suelo*
2. El *bosque*
3. El *oxígeno*
4. El *agua*

LINEAMIENTO SEGUNDO. Para proteger el suelo, el bosque, el oxígeno y el agua, utilizaremos los conocimientos y sabidurías que nuestros ancestros nos legaron y para hacer viable estas prácticas, consideramos esenciales desarrollar los derechos a:

⁶ Manual informativo de COICA sobre Cambio Climático y REDD.

1. La *consolidación jurídica* de territorios indígenas.
2. *Ordenamiento* territorial y *zonificación* económica y ecológica de espacios de dominio indígena.
3. Fortalecer las formas de *governabilidad* en territorios de los pueblos indígenas. En nuestros territorios y en los aspectos sociales, culturales, espirituales, económicos y políticos internos que inciden de manera directa con las formas de uso de los recursos naturales y protección de la diversidad biológica de la amazonia.

LINEAMIENTO TERCERO. Para garantizar que ninguna actividad económica con carácter extractivo debe imponerse y desarrollarse en territorios indígenas a nombre de la iniciativa REDD+, adoptaremos las siguientes medidas:

1. No aceptación de ninguna figura que justifique *proyectos de monocultivos* en territorios indígenas sean de ocupación legal y de uso tradicional.
2. No aceptación de *intermediarios* de carbono a costa de bosques al interior de territorios indígenas legalmente reconocidos, ni en espacios de usos tradicionales.
3. No aceptación de *concesión de bosques superpuestos* en territorios indígenas bajo ninguna figura de mercado de carbono o todo proyecto privado o estatal que pretenda desarrollar el rubro de carbono a costa de bosques en territorios indígenas.

LINEAMIENTO CUARTO. Cualquier actividad de iniciativa REDD+ en territorio de los pueblos, nacionalidades y comunidades indígenas, deberá cumplir los siguientes procedimientos y consultas:

1. Los Estados Nacionales deben tener en cuenta los procedimientos de consulta previa, libre e informada para el consentimiento de los pueblos indígenas de acuerdo a lo establecido en el Convenio 169 de la OIT.
2. Canalizar las consultas a los pueblos y nacionalidades indígenas respetando el sistema y estructuras de representación de las organizaciones indígenas en cada país, así como garantizar la presencia de sus líderes, líderes y dirigentes.
3. Las consultas a los pueblos y nacionalidades indígenas deberán realizarse sin intermediación de terceros, con materiales de información traducidos en idioma del pueblo o nacionalidad sujeto de consulta, así como garantizar la presencia de traductores indígenas.

LINEAMIENTO QUINTO. Siempre y cuando sea de iniciativa indígena desarrollar alguna actividad de servicios ambientales; por auspicio de iniciativas REDD+ o por otros mecanismos en sus territorios, se deberá tener en cuenta crear las siguientes condiciones:

1. Contar con recursos humanos y técnicos propios mediante capacitaciones en sistemas y metodologías de medición de carbono y de los mecanismos de beneficios por servicios y bienes ambientales.

2. Haber realizado Zonificación Económica y Ecológica del territorio indígena y fijado áreas de manejo de bosques.
3. Levantamiento autónomo de línea de base del potencial de carbono almacenado en los bosques de dominio indígena.
4. Contar con organismos aliados y expertos en temas de asesoría técnica y científica sobre la materia para no ser sorprendido ni caer en engaños.
5. Informar, capacitar sobre las ventajas y desventajas que ofrece los mecanismos de compensación por servicios y bienes ambientales.
6. Promover pasantías de intercambio de experiencias con otros pueblos de la amazonia respecto al ordenamiento territorial y zonificación económica y ecológica autónoma de territorios indígenas.
7. La distribución de beneficios debe ser de acuerdo a las necesidades propias de los pueblos indígenas. Por ejemplo; becas para estudios, transferencias de tecnologías apropiadas en alternativas energéticas, transformación y certificación de productos, seguridad de conocimientos indígenas, etc.
8. Las negociaciones para la prestación de servicios y bienes ambientales, serán de manera directa sin intermediarios.

LINEAMIENTO SEXTO. Será rechazado cualquier actividad de iniciativa REDD+ o de cualquier mecanismo que tenga como práctica:

1. Subcontratar a las comunidades, pueblos y nacionalidades con beneficios en desventaja.
2. Practicas de enganche para endeudar a las comunidades.
3. Apropiarse de títulos de propiedad de las comunidades, de los resguardos territoriales, circunscripciones territoriales o de tierras comunitarias de origen, etc.
4. Practicas de intermediación de autoridades comunitarios por aprovechamiento individual en complicidad con intermediarios sin información transparente a la población.
5. Compra y venta de territorios indígenas.
6. Fraccionamiento de territorios indígena por parcelas individuales.

VI. ESTRATEGIAS DE INTERVENCION SOBRE DESARROLLO DE LAS POLITICAS Y MECANISMOS REDD+ EN LA AMAZONIA

Estrategia informativa:

1. Necesitamos contar con manuales informativos sobre cambio climático y REDD+, a fin de conocer los aspectos técnicos que sustentan el incremento del calentamiento global y el propósito real que persiguen los países respecto al bosque y su aporte a la humanidad.
2. Necesitamos estar capacitados con experiencias sobre REDD+ en distintas partes de la amazonia y regiones intercontinentales, a fin de conocer los beneficios que ofrecen

los proyectos REDD+ y contribuir con esta información en la toma de decisiones a favor de nuestros bosques y territorios.

3. Información masiva de los alcances de iniciativas REDD+ en las comunidades indígenas para evitar que las autoridades locales sean sorprendidos con informaciones nada exactas que al fin incidan de manera negativa sobre sus territorios comunales.
4. Trabajar con los medios de información escrita y sobre todo radial para llegar en la población indígena y la sociedad civil en general con un mensaje entendible y reflexivo sobre la problemática climática e iniciativas REDD+, citando casos nacionales e internacionales y experiencias concretas.
5. Capacitación de capacitadores indígenas y los representantes de las organizaciones miembros.
6. Las organizaciones nacionales deben tener una lista de promotores indígenas capacitados y de aliados en coordinación estrecha con organizaciones indígenas de sus representados, a la vez contar con un sistema y metodología de llegada a las comunidades con un solo mensaje y no confundir a la población con diferentes posiciones.
7. Las organizaciones nacionales deben resumir el manual informativo sobre cambio climático y REDD+ de COICA con un lenguaje más entendible para las poblaciones locales con traducciones correspondientes, incluyendo análisis crítico de temas técnicos y políticos, según la realidad de cada país y el estado de sus avances en la materia.
8. Las organizaciones nacionales deben crear espacios informativos dentro de sus páginas web sobre temas del clima y REDD+, así mismo participar con sus aportes e ideas en diversos medios de iniciativa civil, a fin de contribuir que la mayoría de la población se informe y tome sus mejores decisiones para incidir en las políticas nacionales.
9. Producir fotos y videos sobre cambio climático y REDD+ para difundir en las comunidades. El mensaje debe tener contenidos claros que responda intereses colectivos.
10. Introducir el tema de cambio climático y REDD+ en el sistema curricular educativo y promover su aplicación en todas las escuelas en diferentes niveles de formación.
11. Incidir en los mecanismos de información de los Estados para que los mensajes sean coherentes con la expectativa de los pueblos indígenas y la sociedad civil en general.
12. Redoblar los procesos de incidencia a nivel internacional sobre la posición indígena en el tema de cambio climático y REDD+ con argumentos y ejemplos concretos. Para ello, hay que tener insumos, casos y materiales informativos debidamente sistematizados.

Estrategia normativa:

1. Proponer y generar normativas a nivel de gobiernos locales y otras instancias gubernamentales de niveles intermedios en lo relacionado al ordenamiento territorial y zonificación económica y ecológica autónoma de territorios indígenas.
2. Generar propuesta de normativas locales y otras instancias gubernamentales de niveles intermedios sobre los mecanismos de gobernanza autónoma de los pueblos indígenas en sus territorios en lo relacionado al manejo de los bosques ubicado en sus territorios legales y usos ancestrales.
3. Elaboración de metodologías y guías prácticas de zonificación económica y ecológica autónoma de territorios indígenas con validación de autoridades del Estado de cada país.
4. Generar propuestas de normativa a nivel de COICA (regional) para lograr legislaciones que establezcan políticas y mecanismos claros sobre desarrollo de iniciativa REDD+ y gestión integrada de territorios indígenas en cada uno de los Estados, incluyendo propuestas que garanticen la intangibilidad de territorios de los pueblos indígenas en aislamiento voluntario.
5. Elaborar criterios, pasos y procedimientos mínimos que se requieren para una efectiva consulta a los pueblos indígenas y proponérsela a los Estados para su consideración en acción conjunta con las organizaciones indígenas nacionales.
6. Trabajar temas de gobernanza en un concepto más amplio del mecanismo que integre la visión indígena del territorio.
7. Identificar casos concretos de iniciativas REDD+; análisis de escenarios, limitaciones de mecanismos y rescatar modelos positivos para réplica en los de mas países y mejoramiento de las normativas nacionales.
8. Alianza con varios organismos a fines a la conservación de la Amazonía y establecer con ellos principios de relación y cooperación institucional a fin de promover normativas que favorezcan la gestión integrada de territorios indígenas.
9. Incidir ante los estados para que la Declaración de las Naciones Unidas sobre los derechos de los pueblos indígenas sea tratada e implementada en cada uno de los países suscriptores y promover la creación de mecanismos de veeduría para el cumplimiento de los tratados internacionales, incluyendo la buena aplicabilidad del Convenio 169 de la OIT.
10. Los líderes nacionales, sub nacionales y locales necesitan ser capacitados e informados sobre procesos internacionales de cambio climático para que puedan responder con conocimiento de causa en las consultas que los estados organizan.

Estrategia organizativa:

1. Las organizaciones indígenas nacionales deben elaborar estrategias locales de intervención sobre políticas y mecanismos REDD+ y capacitar de dichas estrategias a líderes y dirigentes indígenas, junto con manuales de cambio climático y REDD+.
2. Los pueblos indígenas deben tener una **hoja de ruta** de hacia dónde debe encaminar su participación en el desarrollo de la iniciativa REDD+.
3. Reafirmar y reconocer la representación indígena por niveles estructurales establecidos: comunal, zonal, regional - departamental y nacional (dependiendo de

la realidad organizativa de los pueblos indígenas de cada país) y exigir que toda intervención externa debe respetar dichas estructuras. Esto con la finalidad de mantener la unidad y fortaleza institucional.

4. Identificación e inventario de las comunidades, pueblos y nacionalidades que están desarrollando los proyectos de iniciativa REDD+ u otros mecanismos.
5. Establecer observatorios de REDD+ a través del cual implementar Plan de Monitoreo de proyectos de iniciativa REDD+ y otros mecanismos donde estos funcionen sea en forma de pilotos o de manera formal en los pueblos indígenas.
6. Tener formularios básicos de las preguntas claves que deben tener las autoridades locales en cuanto reciban ofertas de apoyo de los proyectos de iniciativa REDD+, con criterios de coordinación que dichas autoridades deben mantener con sus organizaciones representativas.
7. Establecer mecanismos nacionales de soporte técnico y asesoría oportuna a las comunidades y organizaciones indígenas a fin de evitar disparidad de acciones que acaben debilitando la estrategia de gestión integrada de territorios indígenas.
8. Establecer principios y criterios mínimos para desarrollar cualquier iniciativa de proyecto REDD+ con terceros. Estos principios deben desprenderse de visión y posición regional acordada a nivel de COICA.

Estrategia de incidencia:

1. COICA sistematiza la demanda indígena y disemina tales demandas a nivel de incidencia internacional ante organismos como el Banco Mundial, BID, así como en los encuentros internacionales previos al desarrollo de las Conferencias de las Partes (COPs) y en reuniones de grupos de trabajo técnicos de negociaciones sobre cambio climático e iniciativas REDD+.
2. COICA promueve que en los eventos internacionales participen los representantes de las organizaciones indígenas de nivel nacional.
3. Las organizaciones indígenas nacionales, junto con sus organizaciones indígenas miembros deben diseminar las informaciones sobre cambio climático y REDD+ que llegan del exterior para mantener informado a la población, así mismo estar atentos de cualquier atropello y vulneración de los derechos colectivos de los PPII que puedan existir en sus países.
4. Reforzar los mecanismos de relación entre COICA y las OOH de niveles nacionales para retroalimentar y suministrarse de informaciones sobre cambio climático y REDD+ a fin de fortalecer los mecanismos de incidencias internacionales y nacionales.
5. Identificar información de casos claves que puedan ser considerados como amenazas y socializar con organizaciones indígenas miembros para reforzar las acciones de incidencia al interior de los Estados Nacionales, organismos internacionales y bilaterales con participación activa de las organizaciones indígenas representativas desde lo local, sub nacional, nacional y regional.

6. La estrategia de incidencia debe estar orientado a una visión de defensa global de territorios indígenas, involucrando otras amenazas existentes como las represas, hidrocarburos, minería, monocultivos, etc que no necesariamente surge de REDD+, pero que en nombre de mitigación al cambio climático, aparecen otros proyectos con mayor impacto social, cultural y ambiental.
7. COICA debe estar muy claro de las políticas de FONDOAMAZONIA y otros organismos similares e informar de manera oportuna a sus organizaciones miembros de la existencia de esta instancia y sus principales fines, asumiendo un rol más activo de incidencia para que las oportunidades de REDD+ respondan la gestión integrada de territorios indígenas en el marco de visión compartida de conservación.
8. Transparencia en la información. Que toda la información que llegue a COICA o que sea preparada por COICA y sus organizaciones miembros llegue en los idiomas de cada una de las organizaciones nacionales.
9. Elaboración de mapa de impactos sociales, culturales y ambientales de los pueblos indígenas para reforzar las acciones de incidencia a nivel internacional y a nivel interno.

Estrategia territorial:

1. Creación de unidades territoriales por pueblos indígenas a fin de realizar los trabajos de zonificación económica y ecológica autónoma de territorios indígenas.
2. Continuar con el saneamiento legal de territorios indígenas.
3. Auto demarcación de territorios ancestrales por pueblos indígenas a fin de garantizar la continuidad del eco sistema amazónico y promover el bienestar de dichos pueblos a través de gestión integrada de territorios indígenas.
4. Ejercer prácticas de gobernanza autónoma en territorios indígenas en salvaguarda del bosque, el suelo, el agua y el aire. Los pueblos indígenas tienen fortaleza de sus conocimientos para hacer de estos saberes como un potencial efectivo en las acciones de mitigación al cambio climático. Cuanto más reivindicación histórica de sus territorios ancestrales, mayor captura de carbono y reservas del oxígeno para el mundo.

ANEXOS

ANEXO 01

Posicionamiento de la Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica frente a Cambio Climático

Las organizaciones indígenas miembros de la COICA de la Cuenca Amazónica presentes en la Conferencia Mundial de Pueblos frente a Cambio Climático consideramos necesario hacer la Declaración siguiente:

Los pueblos indígenas habitamos los ecosistemas más frágiles del planeta, como son los bosques húmedos tropicales, desiertos, páramos, montañas e islas, entre otros, constituyendo los grupos más vulnerables frente a los efectos del calentamiento global. Los impactos que genera el cambio climático ponen en peligro nuestra Madre Tierra, cultura, medio ambiente, sustento y la selva amazónica.

Los pueblos indígenas somos quienes sufrimos desproporcionadamente los impactos actuales del cambio climático, ocasionados por la explotación irresponsable de los recursos naturales, somos excluidos a la atención emergente y el desarrollo de políticas y programas que contribuyan a mitigar los impactos del cambio climático.

Nuestra preocupación con los pueblos indígenas del mundo, sin ser responsables directos de los efectos del cambio climático, somos los más afectados, cuyas consecuencias evidentes son los procesos de desertificación, migración forzosa, desaparición de nuestra biodiversidad, pérdida de identidad, sufrimiento por hambre; con estos antecedentes hay la necesidad urgente que se tomen acciones orientadas a compensar y reparar los daños materiales y humanos que estamos observando en nuestros territorios con justicia social y ecológica.

Los pueblos indígenas de la selva amazónica aportamos no solo tecnologías sustentables sino una cultura integral, una civilización donde lo humano y lo natural están unidos profundamente en el plano social, productivo y espiritual.

Los pueblos indígenas con sus sabidurías hemos logrado contener el proceso de deforestación y la conservación de la selva amazónica; garantizando a asegurar y mantener valores culturales y espirituales para la reproducción social de los pueblos y comunidades, mantener el balance hidrológico amazónico, los valores intrínsecos de la diversidad biológica y los recursos naturales.

Las propuestas de soluciones que los gobiernos y ONG internacionales han planteado para enfrentar los efectos del cambio climático basadas en la lógica de mercado, a través de los mecanismos de desarrollo limpio y las REDD, constituyen nuevas formas de geopolítica económica que amenazan los derechos colectivos de los pueblos indígenas, sus territorios ancestrales preexistentes a los actuales Estados Nacionales.

En nombre de estas iniciativas, los Estados y transnacionales están promoviendo la construcción de represas, agrocombustibles, exploraciones petrolíferas, plantaciones forestales y monocultivos; provocando la expropiación y destrucción de nuestros territorios, la criminalización por la protesta, judicialización y hasta asesinatos de hermanas y hermanos indígenas que defienden sus legítimos derechos territoriales.

Las propuestas de soluciones para enfrentar los efectos del cambio climático, deben ser holísticas, coherentes y respetuosas de los derechos humanos, derechos colectivos y de la Madre Tierra; no deberían limitarse al conocimiento científico occidental, sino también incluir los conocimientos tradicionales, sabidurías ancestrales, innovaciones y prácticas ancestrales, que históricamente han contribuido a los esfuerzos de conservación de los ecosistemas y biodiversidad existentes en nuestros territorios de la selva amazónica.

Ante el fracaso del protocolo de Kioto y la puesta en marcha de un tribunal de justicia ambiental, los pueblos indígenas, demandamos en primera instancia la revisión del acuerdo de Copenguagen; la deuda climática deberá de contemplar la indemnización a los pueblos indígenas del mundo, a través de la eliminación de las patentes en alimentos, tecnología, salud con justicia social y ambiental.

Los pueblos indígenas de la selva amazónica, luego de un proceso amplio de conocimiento sobre los problemas climáticos derivados al calentamiento global y las causas principales que lo originan, nos hemos reafirmado en nuestra clara convicción de la necesidad imperante para adoptar la siguiente posición y propuestas:

Por las consideraciones y derechos planteados hacemos las siguiente POSICION Y ROPUESTAS:

1. Una de las buenas y efectivas practicas de mitigación al cambio climático que los Estados deben implementar como parte de políticas públicas es la consolidación urgente de territorios indígenas y el reconocimiento de la gobernanza sobre sus recursos naturales en el marco de la aplicación de los instrumentos internacionales, como la aplicación del convenio 169 - OIT y la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas.
2. Dar garantías plenas y reales a la tenencia, restitución y titulación de tierras y territorios en los países de la cuenca amazónica en el marco de la consolidación de los derechos territoriales de los pueblos indígenas.
3. Que se reconozca la sabiduría de los pueblos indígenas sobre el manejo del ecosistema de la selva amazónica, el suelo y las fuentes de agua, así como también sus técnicas locales y prácticas ancestrales. En este contexto exigimos la aplicación efectiva de la Convención de la Diversidad Biológica en su Artículo 8j y sus articulados conexos, Convenio 169 - OIT y la Declaración de Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas.
4. Exigimos cambios de las leyes forestales en los Estados Nacionales y la aplicación de los instrumentos internacionales para la protección efectiva de la selva amazónica y

su diversidad biológica y cultural, donde se contemple los derechos colectivos y participación amplia de los pueblos indígenas.

5. Asegurar la participación efectiva y amplia de los pueblos indígenas en los procesos de toma de decisiones y en el diseño, implementación y monitoreo de estrategias de mitigación y adaptación al cambio climático tanto en las negociaciones nacionales como en las internacionales.
6. En el marco de las acciones de mitigación sobre el cambio climático y el conocimiento demostrado por el manejo sostenido de la diversidad biológica de la selva amazónica, establecer como política que las Áreas Naturales Protegidas deben ser gestionadas y administradas directamente por los pueblos indígenas colindantes a dichas áreas.
7. Aplicación del consentimiento previo libre e informado debe tener carácter vinculante en todos los procesos mediante los cuales se quieran implementar medidas de adaptación y mitigación del cambio climático en territorios indígenas, considerando que no se trata sólo de una consulta sino de un consentimiento que da el derecho a reorientar las políticas públicas en función a sus prioridades, practicas, usos y costumbres.
8. Flexibilizar y ampliar los mecanismos financieros para que los Pueblos Indígenas tengamos acceso a los fondos de mitigación, adaptación, creación de capacidades, transferencia de tecnologías y otros y que estas respondan a las necesidades, realidades y prioridades de los pueblos indígenas.
9. Bajo ningún mecanismo de mitigación a cambio climático debe promoverse en la amazonia practicas de monocultivos de carácter comercial, ni introducción de cultivos transgénicos y exóticos, porque según la sabiduría de los pueblos indígenas estas actividades agravan la degradación de la selva y los suelos amazónicos contribuyendo al aumento del calentamiento global.
10. Bajo ningún propósito de búsqueda de energías alternativas, se debe justificar los megaproyectos hidroenergéticos que afectan los hábitats naturales de los pueblos indígenas preexistentes a los actuales Estados Nacionales.
11. Rechazamos todo tipo de ensayos nucleares que también afectan el medio ambiente, limitando la orientación de fondos a programas y proyectos de desarrollo orientados a mitigar el hambre, mejorar la educación y salud, etc.
12. Los Estados deben articular sus esfuerzos nacionales e internacionales para recuperar la selva amazónica controlada por el narcotráfico, las guerrillas y los paramilitares que impiden implementar políticas de mitigación, adaptación frente al cambio climático.
13. Los Estados que cuentan con selvas amazónicas deben articular una política conjunta de acción para liderar en la comunidad internacional el pedido de instalación de una instancia de justicia climática, a través del cual se implemente políticas de sanción a los países contaminantes e indemnizaciones a los pueblos afectados.
14. La deuda climática deberá de contemplar la indemnización a los pueblos indígenas del mundo, a través de la eliminación de las patentes biopiratedos inconsultamente a los pueblos indígenas.

ANEXO 02

Asimismo los pueblos indígenas amazónicos después de muchas deliberaciones y posicionamientos han concluido que hay derechos NO negociables en el marco de los derechos colectivos ancestrales, frente a Cambio Climático, REDD+ y otros relacionados.

1. Los derechos de los pueblos indígenas: autodeterminación y libre determinación.
2. Los bienes no renovables: la extracción de ellos y su transformación como recursos comercializables tiene graves consecuencias para los pueblos y territorios indígenas (sobre el carbono capturado fuera del subsuelo, brindar los derechos de usufructo para los Pueblos Indígenas).
3. Reconocimiento del uso consuetudinario con visión ancestral; de los recursos forestales y las prácticas tradicionales sostenibles asociados a él.
4. Los derechos colectivos: no permitir la intermediación por terceros sobre los derechos colectivos dentro de los territorios de los pueblos indígenas.
5. La propiedad intelectual de los pueblos indígenas sobre sus prácticas y usos de la naturaleza.
6. La sabiduría y conocimientos ancestrales.
7. La identidad cultural.
8. Los territorios ancestrales de los pueblos indígenas y sus bosques.
9. El agua como fuente de vida y desarrollo espiritual.
10. La consulta libre, previa e informada a los pueblos indígenas y que las decisiones sean vinculantes a la legislación de los Estados.
11. La economía de reciprocidad practicada por los pueblos indígenas.

Finalmente, felicitamos a las organizaciones indígenas nacionales de Bolivia y en especial a la CIDOB por trabajar en la consolidación de una propuesta nacional frente a Cambio Climático, en la cual la COICA respalda y apoya plenamente.

Cochabamba-Bolivia, 18 de abril de 2010

EDWIN VASQUEZ CAMPOS
Coordinador General

NICOLAS BETIS GOMEZ
Vice-Coordinador General

HENRY CABRIA MEDINA
Presidente de OPIAC

DAYSÍ ZAPATA FASABI
Vice-Presidente de AIDSESEP

ADOLFO CHAVEZ BEYUMA
Presidente de CIDOB

TITO PUANCHIR
Presidente de CONFENIAE

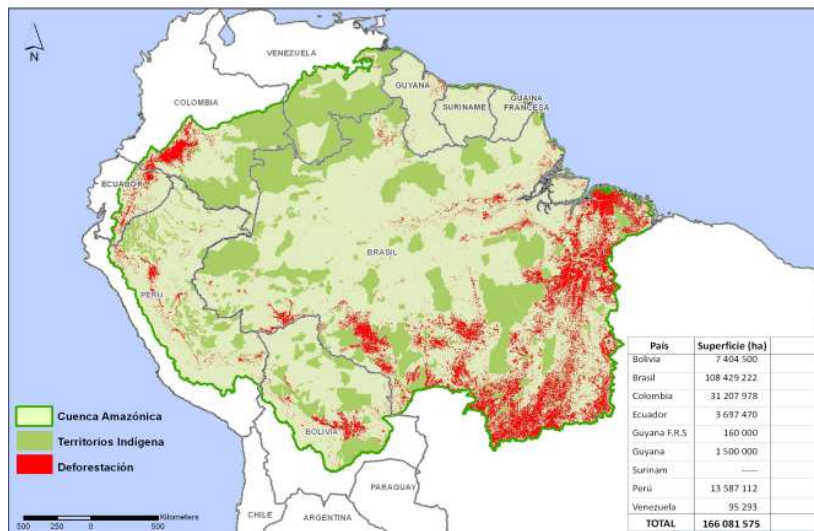
SONIA BONNE
Vice-Presidente de COIAB



Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica
 AIDSESP-APA-CIDOB-COIAB- CONFENIAE-FOAG- OIS- OPIAC-ORPIA

Alternativa de REDD+ Indígena

Territorios de Vida Plena para enfriar el planeta



La mayor parte de la deforestación ocurre fuera de los Territorios Indígenas que son estratégicos para enfriar el planeta

La Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA) fundada el 14.03.1984, expresa la articulación de 390 Pueblos con 2.779.478 habitantes, en los 10.268.471 km² de la cuenca amazónica, a través de nueve organizaciones indígenas nacionales de los países amazónicos : Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana, **AIDSESP**; Asociación de Pueblos Amerindios de Guyana, **APA**; Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia, **CIDOB**; Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Amazonía Brasileña, **COIAB**; Confederación de las Nacionalidades de la Amazonía Ecuatoriana, **CONFENIAE**; Federación de Organizaciones Autóctonas de Guyana Francesa, **FOAG**; Organización Regional de Pueblos Indígenas de la Amazonía de Venezuela, **ORPIA**; Organización Indígena de Surinam, **OIS** ; y la Organización de los Pueblos Indígenas de la Amazonía Colombiana, **OPIAC**.

Resumen

El mecanismo Redd+ necesita cambios estructurales. Tal como está, no contribuye a la reducción de emisiones en la magnitud que se requiere, aumentará los conflictos socio ambientales mientras que se agrava la crisis climática. Por eso COICA está construyendo un mecanismo "Redd+ Indígena" en base a enfoques, principios y estrategias alternativas desde la cosmovisión y realidad de los pueblos indígenas amazónicos, que significan **"Territorios de Vida Plena para enfriar el planeta"**. Se basa en la integralidad de los servicios ecosistémicos de los bosques y territorios indígenas y no se limita al concepto de carbono y a las áreas con mayor amenaza de deforestación. Propone priorizar financiamiento público, con reducción efectiva de Gases de Efecto Invernadero (GEI) y evitar la coyuntura y los mercados no regulados o voluntarios de créditos de carbono.

COICA presenta este documento de avance del análisis y diseño, que será ajustado según la evolución de los procesos. La propuesta abarca cuatro ejes: 1. Las incoherencias y conflictos de Redd+; b) los cambios globales más allá de Redd+ que reclama la crisis ambiental; 2. Las alternativas de Redd+ Indígena en la amazonía; 3. La construcción de mecanismos financieros alternativos; 4. Una agenda del Redd+ Indígena para el corto plazo.

En el primer bloque, están los **cuestionamientos al actual Redd+:**

*Tendencia a ignorar los territorios indígenas que abarcan más de 25% de la amazonía (aunque faltan titulaciones) y con solo 2% de deforestación, por lo que merecen el mismo peso político y presupuestal que las áreas protegidas * Valorización incompleta, limitada al carbono e ignorando las demás propiedades climáticas y adicionales de los bosques y territorios indígenas que contribuyen al enfriamiento y que garantizan la sostenibilidad en el tiempo * No aborda adecuadamente la contradicción abismal entre la retórica sobre derechos indígenas y la agresión cotidiana a los mismos, en especial de los territorios * Enfoque ambiguo ante la incertidumbre de los derechos territoriales y del carbono, con el peligro de ser acaparados por los Estados * Insuficiente abordaje de los grandes factores de la degradación y deforestación, productos del consumismo, extractivismo y desarrollismo, perpetuados por la incoherencia de los Estados * Confusión por la dispersión de políticas de salvaguardas socio-ambientales y la pugna institucional al respecto.*

En el segundo bloque, se trata de poner a Redd+ en perspectiva, ya que se requieren **cambios mayores globales** para corregir el rumbo actual que causará cada vez más refugiados climáticos amazónicos y globales. Es ineludible la reducción neta efectiva de los GEI, no solo renovando y ampliando el Protocolo de Kyoto, sino cambiando las estrategias y trampas del llamado "desarrollo". Por otro lado, COICA sostiene que sin derechos territoriales y de libre determinación, la contribución de los pueblos indígenas para el enfriamiento planetario futuro se desvanece.

En la tercera sección se señalan alternativas concretas, como la prioridad del **saneamiento territorial de los pueblos indígenas**, que incluye: *Atender la deuda social histórica al respecto * Adecuar las leyes de "tierras comunales" a las de "Territorios como Pueblos" * Control del suelo, subsuelo, vuelo forestal, aguas, recursos biogenéticos * Recuperar zonas traslapadas con áreas protegidas * El saneamiento territorial como indicador de evaluación del Redd+ * Reconocer a los Territorios Indígenas como sistemas eficaces de conservación * Moratoria de las industrias extractivas, megaproyectos y agroindustria; reorientación del IIRSA y PAC según la*

*Consulta y Consentimiento libre de los pueblos * Priorizar el financiamiento de la titulación en los fondos para Redd+ * Aplicar el derecho a controlar el tipo de desarrollo, con Planes de Vida por Pueblos, en cuyo marco readecuar el rol posible de Redd+, y no al revés.*

Para COICA es **riesgoso firmar contratos sobre créditos de carbono** en el panorama actual de mercados voluntarios, por la indefinición de las regulaciones y los conflictos surgidos. Para quienes insisten en arriesgarse, aconsejamos: Tratar con financiadores directos y no con intermediarios * *Contratos de corto plazo y reajustables* * *No ceder el acceso y control del bosque* * *Aplicar leyes nacionales de las comunidades y no la de los financiadores* * *Propiedad intelectual comunitaria del resultado de las operaciones* * *Acuerdos públicos, no secretos, y con veeduría de Defensoría del Pueblo y Organizaciones indígenas.*

Por otro lado, se necesitan salvaguardas que no solo “mitiguen daños” sino que promuevan la “Vida Plena” holística, prohíban el reasentamiento involuntario para proyectos Redd+, prohíban proyectos Redd+ en áreas de PPII en aislamiento voluntario y prohíban restricciones de acceso al uso tradicional de bosques.

Finalmente en la cuarta sección, respecto a los mecanismos financieros, para Redd+ Indígena se propone evitar los riesgos del mercado no regulado de carbono que aumentan la posibilidad de especulación y burbujas financieras a la vez que se le controla con sistemas internacionales de registro con transparencia y veeduría.

COICA llama a **construir mecanismos alternativos para Redd+ Indígena** que impidan la compensación directa de las emisiones industriales ; con fondos para la integralidad del bosque en pie, no solo para el carbono de áreas amenazadas; priorizando fondos públicos como los de Redd+ “readiness”, adaptación, y desarrollo.

En la última parte se señala una **agenda del Redd+ Indígena para el corto plazo** que incluye:

** Identificar, detener y sancionar a los “piratas del carbono” (“carbón cowboys”) * Implementar un Observatorio Amazónico sobre Redd+ sobre las alternativas de «Redd+ Indígena» y la construcción de formas de financiamiento alternativo * Organizar mesas de diálogo sobre “Redd+ Indígena” en cada país amazónico con las organizaciones indígenas asociadas en COICA y gobierno nacional*

** Encuentro Global de Financiamiento Alternativo sobre Redd+ Indígena y «Vida Plena», en coordinación con la Alianza del Clima de Ciudades Europeas (Klima Bundnis), el ambientalismo social y cooperación internacional* Operativización de una metodología de implementación del Consentimiento Libre, Previo e Informado (CLPI) para los proyectos Redd del ONU-Redd, Fcpf, Fip, Gef, Fondo Amazonia (Brasil) y bilaterales * Derecho de CLPI en las políticas de salvaguardas del BID y BM para todos los proyectos financiados, durante la revisión de sus salvaguardas en 2012-2013.*

** Prohibición del reasentamiento involuntario para proyectos Redd+ y de esos proyectos donde existen pueblos autónomos (o en aislamiento voluntario) * Eliminar restricciones al uso tradicional de bosques, bienes y servicios en las políticas sobre bosques y en el marco del Redd+ * Informes independientes de los PPII paralelos al de los estados, sobre el monitoreo y evaluación de procesos Redd+ en cada país * Mecanismos independientes, transparentes y confiables de resolución de conflictos nacionales e internacionales con PPII sobre procesos Redd+*

** Recursos financieros y humanos para mejorar la gobernanza nacional hacia el Redd+ Indígena, como : estudios sobre tenencia de tierras y derechos de los PPII y sobre cambios legales para implementar obligaciones internacionales al respecto; programas de titulación, demarcación y saneamiento territorial ; reforma de políticas públicas y fortalecimiento institucional construidas junto a los PPII; fortalecimiento organizacional de PPII a nivel comunal, local, regional, nacional e internacional; mecanismos efectivos de resolución de conflictos para los procesos Redd; mecanismos de consulta y transparencia en la toma de decisiones sobre Redd+ en los idiomas, formas y tiempos adecuados para la participación efectiva de los PPII, incluyendo ancianos, mujeres y jóvenes.*

1. Se necesita reducir la deforestación y degradación, pero el actual Redd+ tiene incoherencias y crea conflictos

Debido al Cambio Climático, la mayor parte de los bosques tropicales de la Amazonía podrían convertirse en sabanas dominadas por la dinámica del fuego antes del fin de siglo, condenando a los pueblos indígenas (PPII) amazónicos a ser refugiados climáticos. La presencia de grandes bloques de bosques contribuye a una mayor resiliencia (capacidad de defensa) de los ecosistemas y de las poblaciones indígenas ante los impactos del cambio climático. Estas poblaciones a su vez son portadoras de las culturas y modos de vida que garantizan la conservación de los bosques en sus territorios hasta el día de hoy y en el futuro.

En este documento COICA presenta el mecanismo REDD+ Indígena: “Territorios de Vida Plena para enfriar el planeta”, para contribuir a reducir las emisiones globales de gases de efecto invernadero (GEI) y para promover la adaptación de los enfoques desarrollistas y consumistas al enfoque holístico de Uso/Conservación de los pueblos amazónicos.

Amazonia: Demasiado importante para dejar que se destruya

El destino de la Amazonia tiene repercusiones climáticas que van mucho más allá que la misma región. Si desapareciera la Amazonia, el carbono emitido equivaldría a cerca de 10 años de emisiones globales de combustibles fósiles y ya no se generarían las nubes que reflejan una parte significativa de energía solar que cae sobre las latitudes tropicales, lo que aceleraría el aumento de la temperatura global.

Las tierras indígenas albergan un 25% de la Amazonia con una deforestación de 2%, demostrando una efectividad de conservación de bosques comparable a las áreas naturales protegidas, lo que debería llevar a dar más peso a las tierras indígenas para políticas y estrategias de conservación.

Hay que reducir emisiones, pero no como se plantea

La combinación de cambio climático y deforestación a gran escala de la Amazonia tiene efectos que se refuerzan mutuamente, por lo que es crucial la intervención temprana con una magnitud adecuada. Por ello es importante el concepto original de Redd+, de reducir las emisiones de gases de efecto invernadero por medio de la reducción de deforestación y degradación de bosques, y contribuir para que los pueblos indígenas de la Amazonia podamos asegurar nuestro futuro. Sin embargo desde la perspectiva indígena, Redd+ como está siendo diseñado, tiene una serie de problemas, peligros y cuestionamientos. Por ello, COICA se propone desarrollar una alternativa: Redd+ Indígena.

Carbono industrial no vale lo mismo que carbono indígena

El punto de partida de Redd+ es la valoración de la capacidad del carbono de contribuir al calentamiento del planeta, considerando que una tonelada de carbono emitido de combustibles fósiles equivale a una tonelada de carbono emitido por degradación de bosques tropicales y deforestación. Sin embargo, se dejan de lado las propiedades del carbono contenido en los grandes bloques de bosques tropicales, entre ellas la capacidad de generar nubes en las latitudes tropicales, que reflejan la energía solar, reduciendo la energía disponible para calentar el ambiente.

Se debe valorar el bosque, el territorio, no sólo el carbono

Por otro lado, el bosque contribuye con servicios que potencialmente también influyen en el clima global, como el almacenamiento del 20% del agua dulce en los ríos del mundo, la protección contra la erosión y los efectos climáticos de larga distancia que aun no se conocen bien. Además brinda servicios globales y regionales en términos de biodiversidad, producción de bienes, y varios servicios ecosistémicos. Más importante aún, el bosque es parte del territorio indígena, y es el espacio que alberga la espiritualidad, la cultura, identidad, orgullo y el desarrollo indígena futuro. Los modos de vida indígena, diferentes a los de la colonización moderna, son los que han mantenido los bosques por los siglos. Es indispensable por tanto que los mecanismos de Redd+ no solo se centren en el carbono, sino que reconozcan y capten de otra manera las demás contribuciones biofísicas, biológicas y culturales, de los territorios y bosques indígenas..

Derechos indígenas no están garantizados

A pesar del avance en el reconocimiento de los Derechos de los Pueblos Indígenas a través del Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes (Convenio 169), la Declaración de Naciones Unidas sobre Derechos de los Pueblos Indígenas (DNUDPI) y la jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CIDH), su cumplimiento y ejercicio aun no se plasman en las políticas y marcos nacionales. Existe un abismo entre la declaración formal de la importancia de los derechos indígenas de tenencia de tierras, y la realidad de marginalidad presupuestal de los fondos dedicados a solucionar la demanda territorial de los pueblos indígenas. También existe inseguridad sobre los derechos territoriales de los Pueblos y falta de claridad sobre los derechos del carbono forestal, ya que los bosques aparecen como patrimonio de la nación, controlados por los estados y los gobiernos de turno. No se descarta, que los estados terminen controlando los beneficios del stock de carbono de los bosques.

Redd+ actual es débil ante las fuerzas del “desarrollo moderno”

Las políticas de desarrollo económico de las naciones amazónicas y sus marcos normativos sobre tierras, actividades extractivas (hidrocarburos, minería), megaproyectos (carreteras, hidroeléctricas), agroindustrias (biocombustible, transgénicos, plantaciones), etc. efectivamente promueven la deforestación y degradación debido a la falta de una visión integral de los servicios y beneficios de los bosques, y además operan con estándares sociales y ambientales inadecuados. Hasta ahora Redd+ es insuficiente para enfrentar a los grandes factores que gobiernan la deforestación y degradación de bosques amazónicos, sobre todo porque son los mismos Estados, que deben resolver la incoherencia de fomentar y tratar de evitar la deforestación y degradación al mismo tiempo y en el mismo espacio.

Salvaguardas ineficaces sobre derechos indígenas

Las salvaguardas socio-ambientales son medidas de prevención y mitigación para proteger personas y medio ambiente de daños causados por proyectos de desarrollo, pero para Redd+ Indígena se quiere más bien salvaguardas que promuevan el bien común o el buen vivir de forma holística e integral, y no solo prevenir o mitigar daños. Las salvaguardas socio-ambientales del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) y el Banco Mundial, no deben retroceder hacia los niveles más bajos de un país; y al contrario, tanto los países como los bancos y el Redd+ deben alinearse a las obligaciones internacionales derivadas de la DNUDPI y la CIDH.

En el contexto de Redd+ existen diversos procesos que están construyendo estándares y salvaguardas para evitar impactos negativos en las dimensiones sociales y ambientales. Esta diversidad, lejos de garantizar la integridad de los bosques y de las poblaciones que dependen de los bosques, incrementa la confusión y disminuye la confianza en ellas, ya que refleja pugnas de poder institucional.

2. La gravedad de la crisis climática va más allá de Redd+ y exige cambios en las políticas globales

Se necesita un cambio de paradigmas del “desarrollo económico” de los países

El Protocolo de Kioto ha resultado insuficiente, sobre todo porque no ha incluido a los países con mayores emisiones, tanto los antiguos (EEUU) como los emergentes (China, India, Brasil y otros) por lo que es inevitable que la temperatura global aumente más allá de los ya inconcebibles 2 °C. Para evitar un futuro caliente y catastrófico, las emisiones de GEI de todas las fuentes deben ser reducidas. La reducción de emisiones por deforestación y degradación forestal debe ser solamente uno de los varios mecanismos prioritarios que deben funcionar en paralelo.

La reducción de las emisiones industriales que el planeta y la amazonia necesita, obliga a los países desarrollados y a los “emergentes”, a repensar la lógica de su desarrollo, que mantienen indicadores cuestionables de “desarrollo, desigualdad y consumismo” y están acelerando la crisis climática global por lo tanto reduciendo sus probabilidades de éxito, condenando al resto de la humanidad a agresiones climáticas irreversibles, el aumentando los refugiados climáticos.

Los pueblos indígenas somos parte de la humanidad que será más afectada por la crisis climática, pero también estamos entre quienes pueden ofrecer soluciones sustantivas, que van desde un menor énfasis en la posesión y consumismo de recursos, hasta modos de vida y formas de organización integradas al entorno, que no causan los desequilibrios como otros grupos humanos.

Sin derechos adecuados, la contribución de los pueblos indígenas pelagra

Los pueblos indígenas pueden seguir conservando y usando, a la vez, los bosques amazónicos para el bien de todo el planeta si se respetan sus derechos a la libre determinación, a establecer sus prioridades de desarrollo, a la tierra y el territorio, al uso y conservación de los recursos naturales, y a la participación efectiva. Para ello requieren que las políticas y normas nacionales incorporen de manera explícita respeto, vigencia y prevalencia de los instrumentos internacionales sobre derechos de los PPII como son el Convenio 169, la DNUDPI y la jurisprudencia de la CIDH.

3. Condiciones y características de REDD+ Indígena en la Amazonía

Prioridad de la consolidación de Territorios Integrales como Pueblos Indígenas

El planteamiento de Redd+ no será viable si continúa la presión sobre los bosques por parte de industrias extractivas (hidrocarburos, minería), megaproyectos (hidroeléctricas, carreteras) y agroindustrias (biocombustible, transgénicos). Por ello se debe reconocer que conceptual y estratégicamente es contraproducente basar la lucha contra el cambio climático y contra la deforestación y degradación en las propiedades climáticas del carbono por sí solo, y que en el caso de los bosques en territorios indígenas amazónicos es inmensamente más efectivo adoptar una visión integral, centrada en el aporte esencial de estos territorios con sus bosques vivos y saludables, garantizados por la propiedad y manejo holístico a través de nuestras organizaciones y culturas.

Nuestros territorios suponen la propiedad del suelo, vuelo forestal (que incluye stock de carbono), subsuelo y aguas, sobre áreas ancestrales necesarias y el pleno control de dichos recursos a través de formas autónomas de gobernanza que permitan reproducir nuestras formas ancestrales de uso y conservación simultáneos.

Este enfoque sistémico sobre territorios y carbono, demanda las estrategias siguientes:

❖ Solución a la deuda histórica territorial de los Estados con los pueblos indígenas :

- *Aceptación del concepto de territorios integrales como pueblos (no solo parcelas comunales), incluyendo adecuación legislativa de los Estados de acuerdo a sus obligaciones internacionales: Convenio 169, DNUDPI, jurisprudencia de la CIDH.*
- *Reconocimiento, titulación legal y ampliación territorial de comunidades*
- *Titulación de posesión originaria de comunidades hoy “invisibles”*
- *Reservas territoriales para pueblos autónomos (“aislamiento voluntario, contacto inicial”).*
- *Reformas constitucionales y legislativas, para el pleno control de los pueblos indígenas sobre la integridad territorial: suelo, subsuelo, vuelo forestal, aguas, recursos genéticos.*
- *Recuperación de la propiedad y control de la parte de los territorios ancestrales a las cuales se impusieron áreas naturales protegidas sin consentimiento previo, libre e informado.*

❖ Los territorios indígenas como eje prioritario para el mecanismo Redd+ :

- *Redefinición de la “tenencia de tierras”, incorporando los conceptos sobre territorios indígenas según nuestras cosmovisiones y su valoración como estrategias eficaces de vida plena para los bosques.*
- *Solución a la demanda territorial de los pueblos indígenas, antes, durante y después del planeamiento (RPP), preparación (Redd Package) e implementación de los proyectos Redd+. El principal indicador de evaluación de Redd+ debe ser la solución de la demanda territorial indígena en cada país amazónico.*

- *Prioridad en los presupuestos para la solución a la demanda territorial en los fondos globales sobre Redd+, como los de FCPF-BM, FIP-BID, Redd+ Partnership, ONU-REDD+, Mecanismo de Donaciones del FIP, Fondo del Clima, GEF y otros.*

❖ **Afrontar los principales factores de deforestación y degradación que afectan la Amazonía :**

- *Moratoria a las industrias extractivas, megaproyectos y agroindustria, hasta que se consoliden los derechos y la gestión territoriales de los pueblos indígenas.*
- *Suspensión y/o reorientación de los proyectos extractivistas y neo-desarrollistas, con el pretexto de "infraestructuras" de la "Integración Regional Sudamericana-IIRSA (Amazonía) y el Programa de Aceleración del Crecimiento- PAC (Brasil) financiados principalmente por el Banco Nacional de Desarrollo del Brasil (BNDES), hasta que se cumpla con la consulta y consentimiento a los pueblos indígenas.*
- *Reorientación de las políticas nacionales y de las ONGs para que consideren a los territorios indígenas como sistemas eficaces de conservación que deben priorizarse al establecimiento de nuevas áreas naturales protegidas.*

Prioridad de Planes de Vida Plena por Pueblos y Comunidades

Por nuestra libre determinación, tenemos derecho a aplicar el «Control y decisión del tipo de desarrollo de cada pueblo» establecido en el Convenio 169 (art.7º) y DNUDPI (art.23º) en los países amazónicos que han ratificado estas normas; y en aquellos donde no están vigentes (Guyana Francesa, Surinam) sustentado también por la jurisprudencia de la CIDH (Caso Awastu Tingi, No. 11-555, 31.08.2001).

El control y decisión del tipo de desarrollo se traduce en la implementación de los Planes de Vida de las comunidades y pueblos, que incluyen el manejo integral y holístico de la totalidad de recursos naturales y servicios ecosistémicos de los territorios indígenas. Cualquier propuesta o inversión externa debe adaptarse a dichos planes de vida.

De esta manera, los propulsores de Redd+ deben respetar y priorizar la implementación de los Planes de Vida de Pueblos y Comunidades, y no forzar la lógica de los mercados de carbono para una rápida implementación de programas y proyectos Redd+.

Es en el marco de nuestros propios y previos Planes de Vida, que cada Pueblo o comunidad, puede determinar si tiene sentido o utilidad una iniciativa REDD+ y cual tipo o enfoque es el más adecuado según las condiciones y procesos de cada pueblo. Redd+ es coyuntural, y no puede ni debe tratar de organizar la vida futura de largo plazo de las comunidades y pueblos.

Para poder afrontar los desafíos del Redd+, COICA tiene la responsabilidad de lograr que las organizaciones indígenas amazónicas y sus aliados prioricen programas para la elaboración de Planes de Vida de acuerdo a nuestras cosmovisiones, y así poder afirmar nuestra autonomía.

Para aplicar la autodeterminación de los pueblos indígenas, los países amazónicos deben implementar el derecho a la consulta y el CPLI. Cumplir esa obligación internacional, exista o no legislación nacional interna. En especial cumplir con el CLPI antes del diseño de políticas nacionales o sub nacionales sobre Redd+, o de proyectos futuros al respecto, y mucho más, antes de cualquier negociación de contratos de créditos de carbono.

Postergación y Regulación de contratos de comunidades sobre Redd+

Antes de entrar en procesos y proyectos Redd+ las comunidades deben tener sus Planes de Vida, la debida información crítica e independiente de Redd+, y estudios propios, ordenamientos y planes (forestales, biológicos, sociales, económicos, etc) sobre sus recursos.

Los convenios sobre información, capacitación o investigación en relación a Redd+, deben ejecutarse en coordinación con las organizaciones indígenas locales y nacionales, y sin que la información este sesgada hacia una u otra de las formas de financiamiento sobre Redd+ (privadas o públicas).

Los futuros contratos o acuerdos deben estar referidos al manejo y monitoreo de bosques de modo integral, incluyendo carbono y todos los demás servicios ecosistémicos; y sin ceder el control y gobierno autónomo de los Pueblos sobre dichos recursos.

Por ello es necesario promover un programa de COICA y las organizaciones nacionales, que brinde asesoría independiente sobre "Redd+ Indígena", con apoyo de la cooperación y solidaridad internacional.

Es muy riesgoso firmar contratos Redd+

COICA recomienda a las comunidades indígenas amazónicas, no firmar contratos sobre venta de créditos de carbono con empresas privadas, consultores y ONGs. Además de todas las falencias e incertidumbres estructurales antes mencionadas, existen varios problemas operativos con REDD+ que afectan especialmente a las comunidades indígenas.

Todavía se están diseñando y negociando las regulaciones internacionales y nacionales con respecto a Redd+, por lo que es difícil saber en qué terminarán estos procesos, y que impactos tendrían sobre los contratos firmados anticipadamente.

Entre otros, falta todavía identificar y sancionar a los presuntos piratas y estafadores del mercado de carbono; regular a los operadores de Redd+ con sistemas confiables de registro, acreditación, transparencia y veeduría; así como programas independientes con las organizaciones indígenas de investigación y capacitación con enfoque crítico

Un tema ineludible es la regulación de la transformación de acuerdos sobre "manejo forestal comunitario" en "negocios Redd+ de mercado de carbono" que deben sujetarse a procedimientos de CLPI.

Seguir orientando, a pesar que hayan entrado a contratos

Consideramos que la firma de contratos de créditos de carbono es apresurada y riesgosa para las comunidades, pero en los casos específicos de comunidades que ya cuenten con ellos o decidan entrar a negociarlos, es necesario seguir orientando para asegurar la defensa de derechos indígenas. En esos casos se recomienda lo siguiente:

- *Tratar con los financiadores originales debidamente registrados y acreditados por organismos públicos, no con intermediarios especuladores (carbon cowboys, piratas del carbono, etc.)*
- *Firmar acuerdos de corto plazo, reajustables anualmente, y fiscalizados y regulados periódicamente por las asambleas de las comunidades involucradas*
- *Incluir cláusulas que hagan prevalecer el Convenio 169 y la DNUDPI en cualquier conflicto de interpretación contractual.*
- *Retener, no ceder el control comunal sobre el acceso y usos del bosque*
- *Considerar en la distribución de beneficios que el aporte mayoritario es el de las comunidades indígenas por tener la propiedad de los bosques y por la capacidad de mantenerlos a través de sus organizaciones, modos de vida y conocimientos ancestrales*
- *Asegurar de que los contratos se rijan por las leyes, sistemas de arbitrajes, conciliación y tribunales de los países de las comunidades (y no del país del comprador)*
- *Asegurar el control comunal de la propiedad intelectual colectiva en las operaciones sobre Redd+, sus productos derivados, respetando los conocimientos ancestrales*
- *Asegurar que la administración de gastos, ingresos, beneficios se realice con la participación y control de la comunidad*
- *Los poderes para los posibles socios deben ser limitados a asuntos puntuales y limitados en el tiempo: ninguna carta poder absoluta.*

- Los acuerdos no pueden ser confidenciales ni secretos, por la necesaria transparencia y porque las comunidades son entidades de interés público
- Firmar los acuerdos con presencia de asesoría y veeduría de instituciones garantes, como las defensorías del Pueblo y Organizaciones indígenas regionales y nacionales.

4. Mecanismos financieros alternativos para Redd+ Indígena

El origen del financiamiento y su forma de implementación es un tema central para Redd+. En el caso de la propuesta de REDD+ Indígena es necesario construir formas alternativas de financiamiento.

El mercado voluntario de carbono forestal actual es riesgoso para los PPII

Ante las grandes fluctuaciones de los mercados financieros resulta altamente riesgoso exponer los derechos sobre los territorios y el uso actual y futuro de los recursos naturales, a estos mecanismos. Con más razón ahora, que los mercados voluntarios no están suficientemente regulados, dando cabida a las “burbujas” de los especuladores de carbono que ya han aprovechado sus ventajas de información y posición de mercado para cometer abusos contra comunidades indígenas en diversas partes del mundo, creando una serie de problemas y conflictos que serán difíciles de manejar en el futuro. Por ello, las actividades de mercado asociadas a REDD+ Indígena deberán ser exclusivamente en transacciones sin intermediarios especuladores.

Es necesario un sistema internacional de registro de empresas sobre carbono forestal, que incluya, acreditación, transparencia veeduría y regulaciones. Los fondos «Readiness» (Fcpf, Onu-Redd, Fip, Redd Partnership) deben impulsar y financiar estas necesidades.

Redd+ no debe servir para “compensar” emisiones industriales

Debe ser ineludible la reducción efectiva de las emisiones de GEI por combustibles fósiles, por lo que no debería ser posible “compensarlas” con la no emisión de GEI por deforestación y degradación forestal dentro de un mercado común de créditos de carbono. Los compradores de créditos de carbono, públicos o privados deben estar condicionados a reducir emisiones en su sitio de origen.

Fondos para el bosque en pie, no solo para carbono

Debido a las bajas tasas de deforestación históricas de las tierras indígenas amazónicas el potencial para un mecanismo de mercado basado en carbono dejado de emitir es bastante bajo, excluyendo a numerosos Pueblos, Territorios y Bosques. Por ello los fondos canalizados por el mecanismo de Redd+ indígena deben beneficiar a los bosques en pie de forma similar que a los bosques con amenazas de deforestación y deben permitir una distribución equitativa de los beneficios.

Por otro lado, las actividades de reducción de emisiones de tierras indígenas deben basarse en la conservación del bosque y las culturas que lo han conservado hasta ahora, mediante la gestión integral territorial, dejando de lado los mercados basados exclusivamente en el carbono.

Prioridad de fondos públicos

Otra forma de proteger a los proyectos de Redd+ Indígena de los vaivenes del mercado y la especulación es basar la mayor parte del financiamiento para la gestión integral de tierras indígenas en fondos públicos de diversos tipos: fondos de Redd+, fondos de adaptación, fondos de desarrollo bilaterales y multilaterales, entre otros. Incluso fondos derivados de municipalidades de ciudades europeas (como las de la Alianza del Clima) que están reduciendo sus GEI locales y pueden seguir ayudando al manejo integral de bosques indígenas. Estos mecanismos en un marco de Redd+ Indígena, ofrecerían menos riesgos y podrían cubrir las necesidades y aspiraciones de nuestros Pueblos.

E. Agenda de urgencia para REDD+ Indígena

Redd+ Indígena puede y debe ser un tema prioritario no solo para COICA, sino a nivel global, para lo cual proponemos iniciativas en el corto y mediano plazo:

- ✓ Los bancos, donantes y estados deben identificar, detener y sancionar a los “piratas del carbono” (“carbono cowboys”) que están estafando, dividiendo y presionando a las comunidades con contratos abusivos de créditos de carbono.
- ✓ Implementar un Observatorio Amazónico sobre Redd+ que evalúe los procesos y estrategias, sus impactos sobre los PPII y comunidades locales, las alternativas de «Redd+ Indígena» y la construcción de formas de financiamiento alternativo.
- ✓ Llamar a los donantes internacionales para organizar mesas de diálogo sobre “Redd+ Indígena” en cada país amazónico con las organizaciones indígenas asociadas en COICA y gobierno nacional para lograr acuerdos sobre un enfoque común. Trabajar hacia un Encuentro Global de Financiamiento Alternativo sobre Redd+ Indígena y «Vida Plena», en coordinación con la Alianza del Clima de Ciudades Europeas (Klima Bundnis), el ambientalismo social y cooperación internacional solidaria con nuestros Pueblos, y avanzar al respecto durante la COP17 y Rio+20. Incidir para que en el corto plazo los Bancos Multilaterales y donantes bilaterales tomen las siguientes medidas de urgencia para los pueblos indígenas amazónicos:
- ✓ Operativizar una metodología de implementación del CLPI vinculante, en consulta con los PPII) y su uso para los proyectos Redd+ del ONUREDD, FCPF, FIP, GEF, Fondo Amazonia (Brasil) y bilaterales en la Amazonia;
- ✓ Reconocimiento del derecho de CLPI en las políticas de salvaguardas del BID y BM para todos los proyectos financiados, durante los procesos de revisión de sus políticas salvaguardas en el transcurso de 2012-2013;
- ✓ Prohibición total del reasentamiento involuntario para proyectos Redd+;
- ✓ Prohibición total de realización de proyectos Redd+ en áreas donde existen pueblos autónomos (no contactados o en aislamiento voluntario);
- ✓ Eliminar las restricciones al acceso y uso tradicional de bosques, bienes y servicios por los pueblos indígenas, en las políticas sobre bosques, hábitats críticos y/o de biodiversidad en el marco del Redd+;
- ✓ Incluir informes independientes de los PPII paralelos al de los estados, sobre el monitoreo y evaluación de procesos Redd+ en cada país;
- ✓ Incluir mecanismos independientes, transparentes y confiables de resolución de conflictos nacionales e internacionales con PPII sobre procesos Redd+;
- ✓ Incidir sobre los gobiernos amazónicos y donantes internacionales para aportar recursos financieros y humanos para iniciativas que mejoren la gobernanza nacional para posibilitar el funcionamiento de Redd+ Indígena, entre ellas:
 - Programas concretos de titulación, demarcación y saneamiento territorial.
 - Estudios en cada país sobre la tenencia de la tierra y derechos de los PPII.
 - Estudios sobre los vacíos en el marco legal y la capacidad de cada país de implementar los acuerdos y tratados internacionales sobre derechos de los PPII.
 - Procesos de reforma de políticas públicas y fortalecimiento de la capacidad institucional nacional y regional, construidas junto a los PPII.
 - Programas de fortalecimiento institucional y de asistencia técnica a los gobiernos locales indígenas y organizaciones de PPII de nivel comunal, local, regional, nacional e internacional.
 - Mecanismos accesibles, eficientes y efectivos de resolución de conflictos para los procesos, políticas, programas y proyectos Redd+.
 - Mecanismos de consulta, comunicación, socialización de información y de transparencia en la toma de decisiones sobre Redd+ en los idiomas, formas y tiempos adecuados para la participación efectiva de los PPII, incluyendo ancianos, mujeres y jóvenes.

COICA es responsable del presente texto, y para su elaboración agradece el aporte del equipo técnico conformado por Michael Valqui (consultor), Roberto Espinoza (Técnico COICA), Hugo Che Piu (DAR), Joshua Lichtstein (BIC); y la ayuda financiera por parte de WWF-Perú

CONSEJO DIRECTIVO DE LA COICA 2010 - 2013

Edwin Vásquez Campos, COORDINADOR GENERAL (AIDSESP)

Nicolás Betis, VICE-COORDINADOR (ORPIA)

Diego Iván Escobar, COORDINADOR DE ÁREA DE TERRITORIO, MEDIO AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES (OPIAC)

Josien Aloema Tokoe, COORDINADORA DE ÁREA DE DERECHOS HUMANOS, POLÍTICOS Y SOCIALES (OIS)

Juan Carlos Jintfach, COORDINADOR DE ÁREA DE COOPERACIÓN INTERNACIONAL ECONÓMICA Y DESARROLLO AUTÓNOMO CON IDENTIDAD (CONFENIAE)

Norma Thomas, COORDINADORA DE ÁREA DE LA MUJER Y FAMILIA (APA)

Jean Aúberic Charles, COORDINADOR DE ÁREA DE EDUCACIÓN, SALUD, CIENCIA, CULTURA Y COMUNICACIÓN (FOAG)



Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica

Territorios Amazónicos de Vida Plena

Plan de Implementación de pilotos de Redd+ Indígena

Propuesta preliminar, V4a, 01.10.2012

El **Objetivo General** de la propuesta es contribuir a las estrategias globales de mitigación y adaptación frente a la crisis climática, **fortaleciendo las funciones ecosistémicas del bioma amazónico** a través de iniciativas de Manejo Holístico de Territorios de Vida Plena de Pueblos Indígenas, ó también llamado, “Redd+ Indígena Amazónico”, basado en las cosmovisiones y derechos de los pueblos indígenas.

El **Objetivo específico**, fortalecer el saneamiento y consolidación territorial de los pueblos indígenas, y de su manejo y gestión territorial a través de implementar experiencias piloto de “Redd+ Indígena Amazónico” (RIA) en territorios indígenas de al menos **4 millones de Hás. de bosque tropical en 05 países** (Brasil, Perú, Colombia, Bolivia y Ecuador) que produzcan aprendizajes, para la sistematización y validación de la propuesta y potenciar su incidencia en los procesos nacionales e internacionales sobre Redd+

Este plan tiene como condición la consolidación territorial de los Pueblos Indígenas en cada país amazónico. Sin Territorios y Derechos, el Redd+ es inviable y no puede ser impuesto. El plan se implementa previa consulta y consentimiento de los pueblos indígenas, y en forma paralela a la exigencia de solución a la demanda territorial. El plan dialoga y concierne con iniciativas semejantes de innovación sobre Redd llamadas de “más allá del carbono”, “bosques para la vida” y enfoques similares.

*El Plan de Implementación contendría los siguientes componentes para ser desarrollados en forma **gradual o paralela** según los casos. Es un plan a ser **adaptado** a la realidad específica de cada territorio y pueblo indígena, luego de ser socializado, debatido y **validado** por las asambleas y estructuras organizativas comunitarias. El Plan es a nivel local, pero con conexiones y propuestas de cambio de las estrategias sobre Redd+ a nivel nacional o sub nacional. El plan y las experiencias piloto en territorios indígenas incluirán **proyectos y presupuestos específicos**, y se solicitará a los estados (gobiernos a nivel nacional y sub nacional), bancos multilaterales y ONGs que **respeten, respalden y participen** en las necesidades **técnicas, políticas y financieras** que requieren estos planes de experiencias piloto de Redd+ Indígena en Territorios de Pueblos Amazónicos*

1. **Socialización y actualización de información** sobre los procesos Redd+ a nivel internacional, nacional y sub nacional y la propuesta de “Manejo holístico de Territorios Indígenas de Vida Plena” o Redd+ Indígena Amazónico, a nivel local (experiencias piloto) así como de las organizaciones indígenas nacionales y actores vinculados (Estados, Organizaciones Internacionales, Bancos, Organizaciones de Investigación, ONGs, etc.)

1.1. Evaluación de la Crisis climática, impactos y responsabilidades, a nivel global, nacional, amazónico y en territorios de pueblos indígenas.

1.2. Evaluación de Procesos de REDD+ a nivel nacional e internacional y los problemas e impactos sobre los pueblos indígenas.

- 1.3. Propuestas de la COICA sobre “Manejo holístico de Territorios Indígenas de Vida Plena” o Redd+ Indígena Amazónico (RIA)
- 1.4. Reacciones y opiniones de actores internacionales frente a la propuesta de RIA
- 1.5. Convergencias, aspectos paralelos, discrepancias, innovaciones entre la propuesta convencional de REDD+ y la de Redd+ Indígena Amazónico

2. Elaboración e implementación de **Planes de Vida Plena** de cada Pueblo y Territorio involucrado, diferenciándolo de los tradicionales “planes de desarrollo o estratégicos”

2.1. Reconstrucción histórica y cultural y toponimia de la ocupación territorial

2.2. Estrategias de consolidación de la seguridad jurídica y georeferenciación territorial. Sin Territorios y Derechos no es posible ni viable ni debe ser impuesto el Redd+

2.3. Zonificación, mapeo y ordenamiento territorial intercultural e incorporando la cosmovisión de los pueblos involucrados

2.4. Estrategias de Desarrollo de las cosmovisiones, espiritualidad, identidad y orgullo étnico a nivel local

2.5. Estrategias de fortalecimiento de la gobernanza comunitaria y de cada Pueblo sobre el uso de bienes naturales; que impliquen el fortalecimiento de sus autoridades y conocimientos y regulaciones tradicionales.

2.6. Objetivos y estrategias de usos integrales de bienes naturales, como son los productivos, sociales, espirituales, medicinales, ornamentales y demás usos tradicionales

2.7. Estrategias de fortalecimiento de autosuficiencia alimentaria y la economía indígena para la comercialización de excedentes de productos agroforestales, hidrobiológicos, maderables, no maderables, artesanales, turísticos, y otros.

2.8. Estrategias de acreditación de productos de origen controlado, orgánico y sustentable.

2.9. Estrategias de adaptación indígena a los impactos de la crisis climática

2.10. Fortalecimiento de las visiones, prácticas e iniciativas de las mujeres, jóvenes y sabios indígenas.

2.11. Recuperación, capacitación, fortalecimiento y promoción de las cosmovisiones, prácticas, derechos y propuestas de las mujeres indígenas sobre los bosques y sus funciones ecosistémicas.

2.12. Desarrollo de estrategias de los Territorios como espacios de conservación productiva, y sus conexiones con la resolución aprobada al respecto en el congreso (Setiembre 2012) de la Unión Internacional de Conservación de la Naturaleza (UICN)

2.13. Pertinencia y ubicación del Redd+ Indígena, y sus acciones de mitigación y adaptación a la crisis climática, dentro de los objetivos del Plan de Vida Plena del Pueblos y Territorio específico

3. **Línea de base sobre las funciones ecosistémicas** y balance del ciclo de carbono para los territorios específicos, en coordinación y concertación con los posibles cooperantes financieros de la experiencia piloto de Redd+ Indígena .

3.1. Inventario forestal detallado con parcelas de muestreo

3.2. Sistematización de información secundaria sobre funciones ecosistémicas para los tipos de ecosistemas y bosques específicos

3.3. Parcelas de estudios biológicos y ecosistémicos

3.4. Línea de base de funciones ecosistémicas integrales: calidad de suelos, diversidad biológica, regulación hídrica, regulación climatológica, polinización, evapotranspiración, entre otras.

3.5. Estudios de biomasa, reservas de carbono, regeneración natural, capacidad de absorción y del ciclo de carbono.

- 3.6. Aplicación de sistemas de software sobre deforestación y degradación a partir de imágenes satelitales, como son entre otros, el Sistema de Análisis Carnegie Landsat-Lite (CLASLITE)
- 3.7. Fortalecer la propiedad intelectual de la organización indígena y sus aliados en las tecnologías y modelamientos sobre funciones ecosistémicas y deforestación
4. Diagnóstico y Planes para reducir los **motores (ó "drivers") de procesos de deforestación** y degradación de los territorios indígenas involucrados y su zona de influencia
- 4.1. Reducción de procesos de deforestación y degradación en los territorios indígenas
- 4.2. Recuperación de áreas degradadas
- 4.3. Impactos, control y mitigación de agricultura y ganadería migratoria de colonización
- 4.4. Impactos, control y mitigación de industrias extractivas como minería, hidrocarburos, madera y otros
- 4.5. Impactos, control y mitigación de proyectos de infraestructura (carreteras, represas, acueductos y otros)
- 4.6. Conexión de la gestión indígena local con estrategias nacionales o sub nacionales referidas a reducir la tala ilegal, sea a través de acreditaciones de origen legal o de regulaciones comerciales internacionales (mecanismo FLEGT)
- 4.7. Impactos, control y mitigación de procesos de agrocombustibles y transgénicos y sus impactos sobre la deforestación y degradación.
- 4.8. Impactos, control y mitigación de procesos de biopiratería en conexión a la propiedad intelectual en las políticas y contratos Redd
- 4.9. Conexiones, aportes e incidencia desde lo local a la política nacional Redd+ sobre los Drivers, incluyendo las Evaluaciones Ambientales Estratégicas (EAE) a las políticas y programas vinculados a los motores de deforestación y degradación
- 4.10. Retroalimentación a nivel local de los procesos de cambio y crisis climática a nivel global, nacional y sub nacional
- 4.11. Conexiones locales con las propuestas internacionales sobre estrategias superadoras de las limitaciones del "extractivismo" o post-extractivismo
5. Desarrollo de estrategias y herramientas de **Monitoreo, Reporte y Verificación (MRV) para Redd+ Indígena Amazónico**
- 5.1. Desarrollo y capacitación sobre estrategias y herramientas de MRV para RIA, que evalúen el conjunto del territorio y la integralidad de funciones ecosistémicas; y no solo la parte deforestada o degradada ni solamente las mediciones de carbono; y con participación comunitaria, eficaz, eficiente, sostenible y también sólida en sus resultados.
- 5.2. Experimentación de herramientas de macro-medición integral: comparación de imágenes satelitales; comparación de cobertura boscosa; comparación de parcelas de evaluación; comparaciones cada cierto tiempo para evaluar la conservación y deforestación.
- 5.3. Desarrollo de Estrategias y Herramientas de MRV que sean más simples, con participación y protagonismo comunitarios (empoderamiento) y que sean a la vez, eficaces, eficientes, sostenibles y también sólidas en sus resultados.
- 5.4. Sistematización y validación de estrategias y herramientas de macro-medición, monitoreo, reporte y verificación (MRV).
- 5.5. Diálogo y concertación de la experiencia local con los estándares de Redd+ que converjan con Redd+ Indígena y redefinición de indicadores que incluyan la Vida Plena, equidad y complementariedad de género, solidaridad, sustentabilidad, reducción de pobreza, reducción de la vulnerabilidad de diversidad biológica, entre otros
- 5.6. Ampliación del MRV a los procesos sociales, ambientales, culturales y de implementación del Plan de Vida local territorial

5.7 Desarrollo de alianzas con entidades académicas y de investigación locales, nacionales y globales para implementar procesos de cooperación, capacitación, investigación y transferencia tecnológica a las comunidades indígenas locales.

6. Desarrollo de **estrategias nacionales sobre REDD+** para fortalecer el Redd+ Indígena Amazónico a nivel local y de territorios específicos.
- 6.1. Sistemas estatales (gobierno central y sub nacional) de registro, acreditación, supervisión, sanción y veeduría de iniciativas de Redd+ a nivel local.
- 6.2. Incidencia para la provisionalidad de los contratos sobre comercialización de créditos de carbono hasta que se definan regulaciones nacionales e internacionales, y se proceda a la adecuación de las mismas.
- 6.3. Políticas, legislación, reglamentos y sistemas operativos para prevenir la acción de la piratería de carbono
- 6.4. Sanción drástica a las empresas e instituciones que engañan, estafan, presionan, dividen y corrompen a comunidades para lograr contratos REDD+ ("piratas del carbono" o "carbon cowboys").
- 6.5. Capacitación y fortalecimiento de las comunidades y organizaciones locales para identificar, denunciar y detener las presiones de la piratería de carbono o de iniciativas privadas autoritarias sobre Redd+
- 6.6. Sistemas de salvaguardas "tempranas", de urgencia, a nivel sub nacional y nacional para garantizar el respeto de los derechos indígenas en los procesos REDD+
- 6.7. Propuestas locales para la Evaluación Estratégica Socio Ambiental (SESA) de REDD+ y los motores de deforestación y degradación de impacto local
- 6.8. Propuestas locales para el Marco Normativo Nacional y Sub Nacional sobre REDD+ (ESMF) y los motores de deforestación y degradación de impacto local
- 6.9. Propuestas locales para la implementación del "Sistema de Principios e Indicadores" del ONU-REDD
- 6.10. Propuestas locales para la aplicación de instrumentos de evaluación estratégica y marcos normativos en países amazónicos que no están en FCPF ó ONU-REDD
- 6.11. Inclusión y respaldo a las propuestas y experiencias de Redd+ Indígena en los planes nacionales sobre Redd+
7. Desarrollo de **convenios adecuados para iniciativas de Redd+ Indígena Amazónico** de compensaciones por resultados para la implementación de los Planes de Vida que incluyen entre otros aspectos, los compromisos comunitarios sobre balance de carbono, en base a consideraciones siguientes :
- ✓ Convenios y no contratos fuera del mercado de créditos de carbono (offset)
 - ✓ Con compromisos comunitarios de gestión, manejo y conservación holística de funciones ecosistémicas, que incluye entre otros puntos, las reservas y balance carbono. Basados en la Declaración de Naciones Unidas de derechos de los Pueblos Indígenas (DNUDPI), Convenio 169 y jurisprudencia indígena de la CIDH
 - ✓ Convenios de corto o mediano plazo reajustables anualmente
 - ✓ Compromisos de estabilidad y continuidad de los planes de vida y planes sobre Redd+ indígena, más allá de los cambios dirigenciales
 - ✓ Beneficios y retribuciones a comunidades indígenas desde el comienzo y durante el proceso del Plan de Vida con Redd+ Indígena, sin esperar a los "pagos por resultados" del Redd+ convencional
 - ✓ Con garantías plenas de control territorial, político, administrativo, técnico y de propiedad intelectual para las organizaciones indígenas involucradas.

- ✓ Contrapartes no podrán comercializar créditos de carbono ni utilizarlos como supuestas compensaciones y sustituciones de sus responsabilidades de reducción neta efectiva de GEI
8. Desarrollo de **mecanismos financieros adecuados** para la implementación de los Planes de Vida que incluyen Redd+ Indígena Amazónico
- 8.1. Evaluación de mecanismos fuera del mercado de crédito de carbono (offset) y sin compra- venta de créditos de carbono específicos
- 8.2. Financiación de Planes de Vida que incluyen compromisos de las organizaciones y comunidades indígenas sobre la gestión holística sobre :
- 8.2.1. Estimados y proyecciones de los valores cualitativos de funciones ecosistémicas integrales
 - 8.2.2. Estimados y proyecciones de reservas y capacidad de absorción de carbono (con macro mediciones y herramientas simplificadas)
 - 8.2.3. Estimados y proyecciones de reducción de tasas de deforestación y degradación a nivel del territorio indígena involucrado
 - 8.2.4. Estrategias de distribución de ingresos o beneficios, en forma directa, equitativa, transparente y bajo controles comunales, para evitar el asistencialismo, clientelismo y dependencia, sea estatal o privada, de la economía propia indígena a fondos externos
- 8.3. Acceso de las propuestas pilotos específicas de Redd+ Indígena a los **mecanismos financieros existentes**, según corresponda los aplicables específicamente a cada país-amazónico :
- 8.3.1. Fondos y programas de los estados amazónicos referidos a Clima, Bosques y Pueblos Indígenas
 - 8.3.2. Fondos estatales nacionales o sub nacionales, bajo vigilancia de la sociedad civil, que redistribuyen recursos sobre Redd+ provenientes de diversas fuentes.
 - 8.3.3. Fase de plan de preparación nacional (RPP) hacia Redd del FCPF (Fondo Cooperativo del Carbono Forestal)
 - 8.3.4. Fase de implementación de la preparación (Readiness) de Redd del FCPF
 - 8.3.5. Fondo Verde en el proceso de la UNFCC y en especial los referidos a mitigación y adaptación en la amazonía y pueblos indígenas.
 - 8.3.6. Fase de inversiones de carbono ó pagos por resultados del FCPF
 - 8.3.7. Programas del ONU-REDD (PNUD, PNUMA y FAO)
 - 8.3.8. Programa de Inversión Forestal (FIP)
 - 8.3.9. Mecanismo Dedicado de Donaciones para Pueblos Indígenas del FIP
 - 8.3.10. Fondo Amazonía del Brasil con apoyo Noruego
 - 8.3.11. Fondo de Bajo Carbono de Guyana con apoyo Noruego
 - 8.3.12. Iniciativa Forestal Internacional Noruega (NICFI)
 - 8.3.13. Programa Forestal Andino Amazónico de Finlandia
 - 8.3.14. Programas y Fondos Ambientales y Forestales de los países amazónicos
 - 8.3.15. Cooperación técnica climática, ambiental y forestal bilateral de Alemania (KfW, GIZ), Suiza (FABU, FOEN), Japón (JICA), Estados Unidos (USAID), Dinamarca (DANIDA) y otros
- 8.4. Desarrollo de propuestas de **mecanismos financieros innovadores** que incluyan el apoyo a experiencias piloto territoriales de Redd+ Indígena Amazónico
- 8.4.1. Fondos innovadores de compensaciones/retribuciones a PPII por el conjunto de servicios ecosistémicos fuera de mercados de créditos
 - 8.4.2. Cooperación multilateral y bilateral sobre adaptación y mitigación del cambio climático

- 8.4.3. Convenios entre Unión Europea y estados sobre gobernanza y comercialización forestal (mecanismo FLEGT)
 - 8.4.4. Bonos climáticos de los estados amazónicos
 - 8.4.5. Fondos de impuestos a la huella ecológica de empresas internacionales, nacionales y las que intervienen en la amazonía
 - 8.4.6. Fondos de Clima Justo ("Fair Climate") de ICCO y otros socios
 - 8.4.7. Ampliación del Fondo Fideicomiso de COICA
 - 8.4.8. Canalización de fondos filantrópicos
9. **Estrategias de Reducción de Gases de Efecto Invernadero (GEI) y de la huella ecológica** en los territorios indígenas, y en el entorno local y a nivel nacional
- 9.1. Estrategias de sustitución de fuentes de energía dependientes de hidrocarburos a nivel comunitario, local, regional, sub nacional y nacional.
 - 9.2. Concertación y alianzas para la transferencia tecnológica equitativa para reducir GEI, con entidades internacionales, entre otros, el "Klima Bundnis", o Alianza del Clima entre Ciudades Europeas y COICA.
 - 9.3. Reducción de emisiones de GEI de fuentes industriales, transporte u otros procesos a nivel comunal, local, regional, sub nacional y nacional.
 - 9.4. Exigencia de reducción neta efectiva de GEI a nivel nacional e internacional, y la no sustitución de esta responsabilidad, por mecanismos de falsas compensaciones con comercialización de créditos de carbono.
 - 9.5. Evaluar los impactos de la crisis climática global y su retroalimentación en la sustentabilidad del piloto del Redd+ Indígena local.
10. **Desarrollo de capacidades comunitarias sobre Redd+ Indígena Amazónico**, lo que incluye acciones tales como:
- 10.1. Selección y capacitación de expertos y expertas indígenas en economía indígena de Vida plena, incluyendo agroforestería, producción hidrobiológica, tala dirigida, artesanía, y otros procesos
 - 10.2. Selección y Capacitación de expertos y expertas indígenas sobre funciones ecosistémicas territoriales, inventario forestal, balance de carbono, reservas de carbono y Redd+ Indígena
 - 10.3. Experiencias de capacitación en acción, de Indígena a Indígena, en procesos de "Aprender Haciendo", en base a los expertos y expertas indígenas
 - 10.4. Capacitación en acción sobre procesos administrativos, contables, tributarios, financieros, logísticos, comunicacionales y de diplomacia indígena
 - 10.5. Capacitación y coordinación con los docentes en educación bilingüe y otros profesionales y técnicos indígenas de las comunidades sobre las estrategias de Redd+ Indígena
 - 10.6. Desarrollo de propuestas de desarrollo de capacidades para acceder a los fondos destinados a ese objetivo en el FCPF y otros procesos Redd+
 - 10.7. Prácticas académicas de universitarios indígenas en las experiencias piloto de Redd+ Indígena, para la elaboración de tesis académicas indígenas sobre los procesos biológicos, sociales, económicos, jurídicos y tecnológicos, implicados en los Planes de Vida Plena, Economía Indígena y Redd+ Indígena integrando el diálogo entre saberes tradicionales y occidentales.
 - 10.8. Desarrollo de capacidades indígenas locales en conexión con programas de capacitación, educación o diplomacia indígena, de COICA y de las organizaciones nacionales



Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica
AIDSESP-APA-CIDOB-COIB- CONFENIAIE-FOAG- OIS- OPIAC-ORPIA

Mandato de Macapá

IV Cumbre Amazónica **Amazonía Viva Humanidad Segura**

(Macapá, 19-20 junio 2018)

Ejercer nuestros derechos para detener la crisis climática y salvar al mundo

Reunidos en Macapá, el 19 y 20 de junio del 2018, en la Cuarta Cumbre Regional Amazónica, los pueblos indígenas amazónicos y las organizaciones nacionales de nueve países: Bolivia (CIDOB), Brasil (COIAB), Ecuador (CONFENIAIE), Colombia (OPIAC), Guyana (APA), Guyana Francesa (FOAG), Perú (AIDSESP), Venezuela (ORPIA) y Surinam (OIS) y en diálogo con diversas entidades sociales, estatales y privadas; comprobamos que no queda más tiempo para salvar la amazonía, el clima y la vida de la humanidad; por lo cual acordamos el siguiente **Mandato Amazónico para la acción** de nuestros pueblos y en la alianza con entidades cooperantes, y que servirá de orientación al nuevo Consejo Directivo de Coordinación de COICA a elegirse en nuestro próximo X Congreso :

Declarar que luego de centenares de años de discriminación de los Estados a nuestros pueblos, no tiene sentido esperar la “voluntad” de ellos mismos; y al contrario, hay que ejercer de hecho nuestros derechos colectivos, para atender el llamado de los espíritus del bosque, de que los pueblos indígenas pueden ayudar efectivamente a salvar el mundo.

Denunciar los retrocesos en derechos indígenas y legalización de nuestros territorios ancestrales, en los países amazónicos, simultáneo al aumento de la destrucción de selvas y pueblos por el extractivismo y desarrollismo (infraestructura, IIRSA-COSIPLAN, agronegocio, minería, hidrocarburos, tala) que hará fracasar las metas climáticas del Acuerdo de París de reducción de emisiones.

Reiterar que los derechos no se mendigan sino se ejercen, por lo cual la vigencia de nuestros derechos violados, depende de nosotros mismos, del ejercicio efectivo y en los hechos, mediante la unidad y fortaleza de las comunidades y organizaciones de nuestros pueblos, sin esperar o depender de las incoherencias políticas y legales de los estados amazónicos, penetrados de profunda corrupción como lo revela el escándalo continental sobre infraestructuras y Odebrecht.

Llamar a la solidaridad internacional con las luchas indígenas en defensa de la amazonía, en especial en los casos graves de Bolivia, por la imposición de megaproyectos destruyendo selvas y reprimiendo pueblos indígenas; Venezuela, por el programa estatal minero del Arco del Orinoco que está destruyendo 12% del país con sus bosques y pueblos indígenas; y también en la Guyana Francesa, donde debe cumplirse el Acuerdo de Kayenne entre los pueblos indígenas y Francia para superar siglos de negación racista y colonial a reconocer sus territorios, identidad y derechos como Pueblos. Igualmente la solidaridad con nuestras luchas en los demás países como Brasil (retroceso de derechos y IDemarcación YaI), Perú (titulación de 20 mills has, palma aceitera, Yaguas), Ecuador (ley de tierras, invasión minera y petrolera) y Colombia (retroceso en derechos e integridad de los resguardos indígenas) y en Guyana y Surinam (minería y tala ilegal)

Reiterar que la cuenca amazónica es un gran ser vivo totalmente integrado e inter conectado, y lo positivo que se haga en un lado, se afectará por el abandono en otro; por lo cual llamamos a nuestros aliados y la cooperación a superar las intervenciones fragmentadas y que toda acción con COICA sea desplegada en todos los 09 países de la cuenca; y considerando el carácter transfronterizo de la cuenca que supera los límites de los estados nacionales,

reiteramos nuestro llamado de setiembre 2017 para conformar una misión de emergencia de Naciones Unidas ante las graves amenazas, que eviten su colapso que ocasionaría una catástrofe global

Convocar a las organizaciones indígenas amazónicas y del mundo, y aliados de la opinión pública, a un sentido de urgencia, para la realización de acciones articuladas y colectivas, tales como :

*** Organizar un equipo de defensa de defensores en la acción jurídica, política e incidencia**

*** Juicio a los Estados ante la CIDH, OIT, CERD, ONU por la inseguridad jurídica territorial y la no titulación territorial de 100 millones pendientes**

*** Movilización por “Amazonía Viva, Humanidad Segura” el 21 de setiembre del 2018.**

Sobre los impactos del extractivismo, desarrollismo y criminalización

Priorizar las acciones de la COICA y aliados para que las organizaciones indígenas puedan encontrarse con los gobiernos y estados nacionales y hablar de forma frontal, sobre los problemas como los grandes proyectos extractivistas y desarrollistas y sus impactos, y la negación o manipulación del derecho de consulta y consentimiento previo

Rechazar las violaciones de los derechos colectivos de los grandes proyectos de infraestructura y extractivos, que promueven todos los Estados, sea del color político que fuera, como por ejemplo Venezuela (Arco Minero), Bolivia (Hidroeléctricas Bala, Chepete y Rositas; infraestructura caminera, TIPNIS), Perú (Hidrovia, Carreteras), Ecuador (minería), Brasil (agresiones a pueblos en Pará, Mato Grosso, Tocantins, Rondonia; y desmonte de la FUNAI), Colombia (locomotora minera) y las tres guyanas (minería y tala de madera); las cuales se imponen sin consulta previa, sobre nuestros territorios y áreas protegidas, sin estudios adecuados, y quienes los cuestionan son criminalizados.

Convocar a una acción y movilización internacional de la amazonía indígena el 21 de setiembre del 2018, para detener la acelerada expansión de los agronegocios, como la palma aceitera, caña de azúcar, cacao transgénico, soya, entre otros; porque significan imponer lápidas de “desierto verde” destruyendo y contaminando la vida; y fortalecer economías propias de los pueblos con el mayor valor del bosque en pie y sus funciones ecosistémicas.

Judicializar el etnocidio y ecocidio provocado por los estados amazónicos, desarrollando litigio constitucional y de jurisprudencia internacional ante los espacios de la CIDH, CERD, Relatoría de PPII, y otros de la ONU; para generar precedentes sólidos y espacios transparentes de relación entre iguales con los estados amazónicos

Establecer un mecanismo de diálogo permanente con la banca multilateral (BID, BM, CAF, BNDES, Bancos chinos y de BRICs) y sus espacios de inspección y vigilancia, y que incluya la capacitación a las organizaciones asociadas a COICA sobre las salvaguardas existentes y la forma de utilizar los mecanismos de queja.

Llamar a profundizar una actitud de los aliados de nuestros pueblos, para ejecutar acciones de emergencia para el apoyo concreto y efectivo a las necesidades y propuestas de los pueblos para salvar la amazonía, incluyendo enfrentar los impactos de los megaproyectos y la criminalización de nuestras organizaciones y liderazgos

Rechazar la reincorporación de la fumigación de glifosato en territorios indígenas y la Amazonia, anunciada por el presidente electo en Colombia, como mecanismo equivocado para combatir los cultivos ilícitos, afectando en especial a las fronteras con Ecuador y Venezuela, donde no hay garantías constitucionales ni presencia estatal, por los daños ambientales y la salud humana reconocidos por la ONU.

Convocar a la cooperación internacional para comprender la unidad e integralidad de la cuenca amazónica y nuestros pueblos, muchos de ellos binacionales o trinacionales, y superar el limitarse a zonas geográficas parciales, así como resistir las presiones autoritarias de los estados para abandonar a las organizaciones indígenas; y en ese marco, llamar a la decisión política de aliados y cooperantes para no replegarse en Bolivia y Venezuela y resistir en la defensa activa de derechos de pueblos y selvas, reiterando nuestra solidaridad con la cooperación y ONGs perseguidas en el conjunto de la amazonía.

Exigir a las entidades financieras internacionales el cumplimiento de estándares y salvaguardas sobre pueblos y selvas, en especial en los proyectos del Banco Mundial, Banco Interamericano, Corporación Andina de Fomento, Banco Nacional de Desarrollo del Brasil; y que esto sea también cumplido por el financiamiento estatal y empresarial Chino en la amazonía, empezando por responder a la carta dejada por COICA ante el gobierno chino durante la movilización internacional amazónica del 22 de setiembre del 2017.

Acelerar la implementación del Programa de COICA de **Defensa de Defensores** con participación activa de mujeres y jóvenes, que apoye a las organizaciones, para evitar que nuestros líderes y lideresas sean carne de cañón de la represión extractivista, sacarlos de las cárceles, frenar la persecución, proteger a sus familias y comunidades, y desarrollar acciones legales, políticas y judiciales, ante instancias nacionales e internacionales, frente a gobiernos que destruyen la amazonía y reprimen a nuestros pueblos; y también frente a la violencia de la minería ilegal, como es el caso de la comunidad Masenawa (Perú) y su defensa ante la destrucción ambiental y la incapacidad de control estatal; o de las mafias de drogas ilícitas que destruyen a la niñez y juventud especialmente en las fronteras amazónicas.

Articular una **red de comunicadores indígenas de COICA** para fortalecer los sistemas propios de comunicación de las organizaciones miembros de COICA e incrementar las capacidades y resultados de la incidencia del movimiento indígena

Sobre la ambición climática indígena para cumplir Acuerdo de París (AdP)

Impulsar la organización de plataformas climáticas de los pueblos indígenas en los nueve países amazónicos en aplicación del **párrafo 135 del AdP**, basadas en las estructuras organizativas de nuestros pueblos representativas territorialmente; con el reconocimiento debido por los Estados; basadas en el derecho territorial, manejo holístico y respeto a la diversidad cultural; orientadas a impulsar la integralidad entre adaptación y la mitigación; transición hacia energías renovables; Redd+ Indígena Amazónico; Restauración territorial; Economía de Vida Plena; y todo ello, para aumentar la reducción de emisiones en los compromisos estatales de NDC. Así mismo, contando con recursos de los fondos climáticos, además de orientar y fiscalizar el funcionamiento de dicha plataforma a nivel global, que debe ser incluida en la estructura y financiamiento permanente de la CMNUCC y no ser marginalizada.

Impulsar alternativas de ambición climática indígena en el **"Diálogo de Talanoa"** como son el manejo holístico y economía de Vida Plena de 240 millones de has de bosques amazónicos bajo nuestro control; la titulación de 100 millones de has o más pendientes de territorios indígenas; el Redd+ Indígena Amazónico (RIA) en 10 millones de has con equidad de género e intergeneracional; Cuencas Sagradas fronterizas; vigilancia y monitoreo indígena de bosques y Planes efectivos de adaptación con rol central de las mujeres indígenas; y la recuperación y restauración de paisajes en 10 millones de Has como espacios de conservación y conectividad; articulando todo lo anterior, como aportes indígenas para cumplir y aumentar los compromisos estatales de reducción de emisiones en un enfoque de "Minga NDC"

Persistir en la construcción del **Fondo Indígena Amazónico** que contribuya a poner en valor y financiar las diferentes estrategias climáticas de nuestros pueblos, como las ya señaladas y corregir el despilfarro e ineficacia estatal del financiamiento climático, mediante el acceso directo a ellos, de quienes somos actores centrales dentro y para los bosques amazónicos; así como la distribución equitativa a los pueblos y comunidades de los beneficios e incentivos climáticos.

Exigir a los países amazónicos la transición de la matriz energética hacia las energías renovables, superando la adición y contaminación de energía fósil, y rechazando las grandes hidroeléctricas y biocombustibles por sus impactos ambientales y sociales. Dar el ejemplo iniciando esa transición en la energía renovable en las comunidades y organizaciones indígenas nacionales amazónicas.

Sobre la economía indígena de vida plena

Reiterar que las economías indígenas existen acorde a la realidad de cada pueblo, como los de aislamiento voluntario (reciprocidad), situación intermedia (condicionantes en función al mercado), incorporados en el mercado (generando economías locales propias). La economía de mercado (de acumulación) y la economía propiamente

indígena (distribución y reciprocidad) parten de dos formas distintas de ver el mundo y hay que analizar con cuidado la relación entre ambas.

Resaltar que las economías indígenas siendo diversas, también tienen factores comunes como cuidado de la naturaleza, manejo sostenible, respeto cultural y sabiduría indígena, los planes de vida y titulación territorial como elementos centrales.

Rechazar la discriminación política, financiera y hasta estadística, sobre las economías indígenas, y la imposición de iniciativas por actores externos, sin la toma de decisión de la misma comunidad.

Reiterar la necesidad de gestiones locales para productores, transferencias de tecnologías para el manejo de aguas y bosques, desarrollo de capacidades para la equidad de género e intergeneracional, formación para cadenas productivas, creación de asociaciones de productores, registro de productos y plataformas para la venta, inserción y no exclusión de las políticas económicas públicas

Precisar que las economías extractivistas (hidrocarburos, minería, agronegocios) destruyen nuestros territorios y sociedades; y hasta la vida de los pueblos en aislamiento, debiendo detenerse las concesiones encima de ellos

Sobre autogobierno territorial y crisis estatales

Solidaridad activa con las experiencias de autogobierno indígena amazónico, como las del Pueblo Ka'apor en Brasil, que controla la vida en su territorio frenando la intromisión estatal, y cuyo Consejo de Gestión sufre campañas de calumnias y ataques por madereros y políticos del gobierno federal y estadual de Marañón; así mismo con los Gobiernos Autónomos de las Naciones indígenas en Perú (Wampis, Kandozi, Harakmbut, Ese Eja) que frenan el extractivismo depredador en sus territorios.

Priorizar y respaldar todo proceso de autonomía y autogobierno territorial de los pueblos indígenas de la cuenca amazónica, para que puedan salvaguardar y garantizar la titulación territorial y pervivencia de las selvas y culturas, libres de los juegos políticos, y frenar las presiones destructivas del extractivismo y la desintegración cultural y social, impulsadas por los Estados, sean estos neoliberales o progresistas-desarrollistas, y sus políticas clientelistas para dividir y manipular nuestros pueblos. Prioridad del autogobierno para dialogar y concertar con los Estados, pero sin entregar nuestro futuro en manos de ellos.

Organizar una estrategia colectiva en los 9 países, integral y articulada, para lograr la titulación y seguridad territorial de al menos 100 millones de has, que permita tener fuerza internacional para superar las barreras racistas nacionales, cuente con enfoques comunes de territorialidad integral y ancestral como pueblos, y se ejecute mediante descentralización operativa nacional y sub nacional.

Convocar a nuestros pueblos y aliados a actuar y lograr el respaldo de las fuentes de financiamiento territorial, como son los fondos climáticos nacionales; el "Fondo de Tenencia"; y el acceso de COICA como canal financiero del Fondo Verde del Clima.

Desarrollar acción internacional para detener la imposición de áreas naturales protegidas encima de territorios indígenas, así como favorecerlas o privilegiarlas, conteniendo la titulación territorial indígena. Así mismo, rechazar la contradicción estatal de incluso privatizar o fracturar áreas protegidas a favor de negocios de infraestructura o extractivos violando derechos y consulta previa.

Actuar de emergencia para salvar la vida de nuestros hermanos en aislamiento voluntario, en gran parte transfronterizos, y asediados y asesinados por operadores en minería, hidrocarburos, narcotráfico, tala ilegal. Esa emergencia exige una misión de emergencia humana de las agencias de Naciones Unidas tal como fue respaldado por un memorial suscrito por 150,000 ciudadanos del mundo.

Organizar el programa COICA sobre los pueblos en aislamiento, que articule los programas al respecto de nuestras organizaciones miembros; y potencie la acción conjunta para lograr la intangibilidad de las áreas que habitan,

articular corredores binacionales de protección, redimensionar las concesiones extractivas, la contención de las invasiones y lograr protocolos eficaces sobre salud y contaminación.

Saludar la “**Iniciativa Inter religiosa sobre Bosques Tropicales**” y alcanzar las siguientes propuestas para superar las desconfianzas por los errores de evangelización-colonización del pasado y sumar fuerzas para garantizar Amazonía Viva para Humanidad Segura. Aplicar la consulta y consentimiento previo a cada pueblo sobre esta iniciativa. Las pastorales amazónicas o indígenas, respeten y no dividan la estructura organizativa territorial articulada en COICA y sus niveles comunal, local, nacional e internacional. Reunión y respuesta del Estado Vaticano a la carta de COICA entregada al Papa Francisco en enero 2018, y la solicitud de diálogo previo a la organización del Sinodo Amazónico. Respalda esta iniciativa, las propuestas del presente mandato de Macapá, que incluyen la titulación de al menos 100 mills has, sobrevivencia de pueblos en extinción y en aislamiento, sistemas de justicia indígena y el fondo indígena amazónico para el manejo holístico de los bosques. Detener y corregir las conductas de malos pastores que atentan contra la vida amazónica, como son entre otros, el Párroco Piovesam en Puerto Esperanza (Perú) que promueve una carretera pro maderera en áreas de pueblos en aislamiento.

Impulsar las iniciativas de protección de las organizaciones indígenas articuladas en COICA para mantener y restaurar la conectividad ecosistémica del territorio amazónico **desde los andes hasta el atlántico**, con un enfoque integral de protección de las cuencas interconectadas así como de pueblos hermanos;

Demandar a la organización del IX FOSPA en Colombia, un proceso plenamente participativo y en ese marco coordinar en forma respetuosa con OPIAC, integrante de COICA.

Organizar la V Cumbre Regional Amazónica en la Guyana Francesa, con los temas a definirse posteriormente y que incluya entre otros, la vigencia del convenio 169-OIT en las tres guyanas y por tanto del derecho a la consulta y consentimiento previo

Macapá, 20 de junio del 2018

Cuida la Tierra, así como ella cuidó de nosotros

Donde hay pueblos Indígenas con derechos, siempre habrá bosques para todas y todos

Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica, COICA

Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana, AIDSESP

- Coordinadora Regional de Organizaciones de Pueblos Indígenas- San Lorenzo, CORPI
- Organización Regional de Pueblos Indígenas del Oriente, ORPIO
- Organización Regional de Aidesep Ucayali, ORAU
- Federación Nativa de Madre de Dios, FENAMAD
- Asociación Nacional de Ejecutores de Contratos de Administración de Reservas Comunes, ANECP
- Consejo Machiguenga del Río Urubamba, COMARU
- Federación de Pueblos Indígenas Kichwa de la Región San Martín, FEPIKRESAM
- Coordinadora de Defensa y Desarrollo de San Martín, CODEPISAM
- Organización Regional de Pueblos Indígenas de la Amazonía Norte, ORPIAN
- Coordinadora Regional de Pueblos Indígenas de AIDSESP Atalaya, CORPIAA

Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana CONFENIAE.

- Federación Interprovincial de Centros Shuar FICSH
- Organización de Comunidades Kichwas de Loreto, OCKIL
- Federación de Nacionalidad Shuar de Orellana
- Nación Sápara del Ecuador NASE
- Nacionalidad Siekopai

Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia CIDOB

- Confederación Nacional de Mujeres Indígenas de Bolivia CNAMIB
- Sub Central del Territorio Integral Parque Nacional Isiboro Secure, TIPNIS
- Central de Pueblos Indígenas de La Paz CPILAP.
- Comunidad Tatarenda Nuevo
- Territorio Comunitario de Origen Takana II
- Central Indígena del Bajo Paragua, CIBAPA
- Central Itonama

Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Amazonía Brasileña, COIAB

- APOIANP-Articulacao dos povos e organizações indígenas do Amapá e norte do Pará
- SITOAKOPE-Coordinacao das organizacoes mulheres indígenas do Acre Sul do Amazonas
- COAPIAMA-Coordinacao de articulacao dos povos indígenas do Maranhao
- AMIMA-Articulacao das mulheres indígenas do Maranhao
- CIR- Conselho Indígena de Roraima
- FEPOINT-Federacao Povos e organizacoes indígenas de mato grosso
- COIPAM-Coordinacao das organizacoes indígenas do Amazonas
- UMIAB – União de Mulheres Indígenas da Amazônia Brasileira
- FEPIPA, Federación dos Povos Indígenase Organizaciones do Pará
- FOIRN, Federacion de Organizaciones Indígenas del Río Negro

Organisatie Van Inheemsen in Suriname OIS

Organización de Pueblos Indígenas de la Amazonía Colombiana OPIAC

- Asociación de Autoridades Indígenas de Guaviaré CRIGUA II
- Organización Zonal Indígena de Putumayo OZIP
- Asociación de Consejo Regional Indígena de Guainía ASOCRIGUA
- Asociación de Cabildos Huitotos de Caquetá ASCAINCA
- Gobierno Mayor de Gobierno Propio del Gran Resguardo Indígena del Vaupés
- Asociación de Autoridades Tradicionales Indígenas de Miraflores, ASATRIMIG

Amerindian Peoples Association APA, de Guyana

- Regiones 1 Arawak, Carib, Warrau
- Región 7 Akawaio, Arecuna
- Región 8 Patamona, Macushi
- Región 9 Macuchi, Wapichán

Organización Regional de Pueblos Indígenas del Amazonas, de Venezuela ORPIA

- OIPUS, Organización Indígena Pueblo Uwothuja de Sipapo
- OPIBA, Organización Pueblo Indígena Baré
- Red de Adolescentes y Jóvenes Indígenas de Amazonas (RAJIA)
- OMIDA, Organización de Mujeres Indígenas de Autana
- Organización Pueblos Indígenas Kurripaco, Baniva, Warequena, Yeral del Estado de Amazonas (KUBAWY)

Federation des Organisations Autochtones de Guyane FOAG, Guyana Francesa

- Federation Lokono FL
- Makana Pinius WAYAPI
- Consejo de Caciques CC.G
- Consejo Kauna MANA
- Consejo Kalina KOUROU
- Consejo Kalina AWALA
- Consejo Kulakasi CK
- Consejo Palikve MATAP